

580

66

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010206432



1510

1/2 Jean

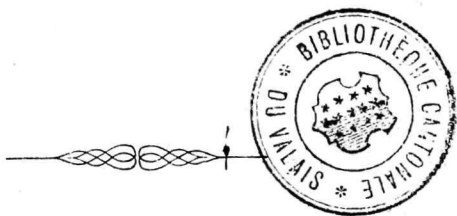
HISTOIRE DU VALAIS

DÉDIÉE A LA JEUNESSE DE CE CANTON

PAR

HYACINTHE BROUSOZ AVOCAT

membre de la société scientifique Valaisanne.



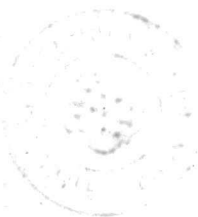
VEVEY

IMPRIMERIE CH.-F. RECORDON.

1859.

TA 243

231 953



A LA

JEUNESSE VALAISANNE.

La pensée qui me préoccupait depuis longtemps était de procurer à la jeunesse valaisanne un abrégé de l'histoire de son pays, qui pût, par sa clarté et sa précision, lui en faciliter l'intelligence. Pour atteindre ce but, j'ai dû recourir aux écrits que nous possédions sur la matière, et je me suis efforcé de retracer, avec toute la simplicité et l'exactitude possible, les événements remarquables dont notre chère patrie a été le théâtre. Un sujet aussi intéressant excitait d'avance tout mon zèle. En effet, si le Valais est merveilleux par sa position naturelle, il l'est non moins par son histoire. « Le Valais, » dit un savant auteur qui a beaucoup parlé de la Suisse, « est comme le berceau de la nature où Dieu s'est exercé d'abord pour créer l'univers. » Vraiment, il semble former un monde à part. Une enceinte de hautes montagnes le sépare de tout autre pays et il renferme dans ses étroites limites les richesses et les productions quasi des deux mondes. Les nombreux monuments et les châteaux en ruine que l'œil y découvre de tous côtés, attestent toute la grandeur et l'importance dont il jouissait jadis et combien de faits mémorables s'y sont passés d'âge en âge. Si l'on remonte aux premiers temps connus de l'existence du valéicole, on le voit d'abord plongé dans le paganisme, n'avoir pour occupation ordinaire que la chasse aux animaux dont nos épaisses forêts servaient de retraite pour subvenir à sa nourriture et se servir de leurs peaux pour habillement pendant la saison d'hiver, n'ayant pour habitations que des cavernes ou de petites cahutes formées par des

troncs ou des branches d'arbres, tout son mobilier consistait dans des écorces de bouleaux ou d'autre bois façonnées pour leur usage, et dans des cornes enlevées aux bêtes sauvages qu'ils avaient tuées. Sa vie se passait entre la chasse et la guerre; ses armes étaient des bâtons, des frondes, des pierres et des flèches. De bonne heure arrivé à la civilisation, fidèle et courageux jusqu'à l'héroïsme, considérant d'être libre comme son seul bien, que de destinées diverses, que d'épreuves n'a-t-il pas subies et que d'efforts surhumains n'a-t-il pas fait pour conserver ce précieux bienfait de la providence. Depuis le régime romain, pendant celui de la féodalité et jusqu'à nos jours, chaque page de son histoire vous le montre luttant continuellement pour sa liberté et sa religion. La part active qu'il a toujours prise, sous les ordres d'habiles chefs, dans les nombreuses luttes des autres peuples, prouve sans contredit tout le degré de son dévouement et de sa gloire. Aujourd'hui le Valais, favorisé par l'enchantement de son site et de ses embellissements, régi par des lois dictées par l'esprit démocratique, voit cultiver dans son sein les sciences et les arts et développer son commerce et possède à l'envi tous les avantages d'une prospérité morale et matérielle. — Puissai-je avoir dignement rempli ma tâche en vous éclairant sur le passé pour qu'il vous serve de précieux enseignement pour l'avenir. Aussi vous ai-je dédié cet opuscule comme un témoignage de ma gratitude et de mon admiration pour votre génie. Je désire ardemment que le succès réponde à mes espérances, je m'estimerai heureux d'avoir été utile à la jeunesse valaisanne, dont le seul mobile doit être l'exemple de ses ancêtres et l'amour de la patrie.

St-Gingolph, le 1 octobre 1858.

H. BROUSOZ.

CHAPITRE I^{er}.

SOMMAIRE : Origine et existence des anciens habitants du Valais. — Divicon et les Romains. — Cause de la domination des Romains en Valais. — Bataille d'Octodure.

(392 ANS AVANT J.-C.)

Nous ne connaissons pas d'une manière exacte l'origine et la première existence des anciens habitants du Valais ; mais nous tenons cependant quelques renseignements à cet égard des écrivains grecs et romains. — Jules-César dans ses Commentaires nous dit qu'ils étaient Gaulois, et les noms d'un grand nombre de lieux, de rivières et de montagnes, dérivant de la langue celtique, donnent de la probabilité à cette assertion. Polybe, historien grec, parle des Ardiens qui faisaient paître leurs troupeaux vers les sources du Rhône. Festus, indique le nom de quatre autres peuplades, des Tylangiens, des Chabilcons, des Daliterniens et des Téméniens. Les dénominations de ces peuplades firent ensuite place à d'autres, qui sont : les Vibériens, qui occupaient tout le dessus de la vallée jusqu'à Brigue ; les Séduniens, depuis Brigue jusqu'à Sion ; les Vérages, depuis la Morge jusqu'au torrent de Mauvoisin, et les Nantuates habitaient St-Maurice et ses environs jusqu'au Léman.

Le Valais fut aussi appelé par les Romains, la vallée *pænine* (*vallis pænina*) et resta un peu plus de 400 ans sous leur domination. Ce pays communiquant avec l'Italie fut le passage de plusieurs hordes barbares, qui allaient se transplanter dans cette riante et fertile région. Dès l'an 392 avant l'ère chrétienne, les Boïens et les Lingonois, Celtes-Gaulois de la première province lyonnaise, passaient le mont Joux, et allaient se fixer au delà du Pô, où Bononie (Bologne) devint leur capitale. Les Carthaginois franchirent ces mêmes Alpes auxquelles ils donnèrent le surnom de pœnines.

Divicon et les Romains. — Cent et sept ans avant Jésus-Christ, les Helvétiens (c'est ainsi que s'appelaient alors les Suisses), sous la conduite de Divicon, leur habile chef, se joignirent aux Cimbres et aux Teutons (peuples du nord de l'Europe) pour envahir les Gaules. Les Romains, craignant que les hordes barbares ne se jetassent sur l'Italie, firent partir une armée pour s'opposer à leur invasion. Les Helvétiens qui, avec celles-ci, avaient déjà détruit une armée romaine dans la province de Narbonne, apprirent qu'une seconde, commandée par le Consul Cassius et ses deux lieutenants, L. Pison et Caius Popilius, menaçait leur patrie. Ils se hâtèrent d'y rentrer et trouvèrent l'ennemi dans la plaine de la Vallée du Rhône près des bords du lac Léman, où ils lui livrèrent bataille

et mirent son armée en pleine déconfiture. Cassius et son lieutenant L. Pison y furent tués, et le second lieutenant, Caius Popilius, laissa à la discrétion du vainqueur le reste des troupes, que celui-ci fit passer sous le joug.

Cette victoire n'eut que des suites fâcheuses pour les Helvètes. Préférant les riches plaines des Gaules à leur pays, ils partirent pour y émigrer, hommes, femmes, vieillards, enfants, emmenant avec eux d'abondantes provisions, et brûlèrent pour s'enlever l'idée du retour, tous leurs villages au nombre de 400, et 12 villes dont sept étaient sur le territoire du Canton de Vaud. — Apprenant cette émigration, les Romains envoient des troupes pour arrêter leur marche. Leur général, Jules César, les atteint avec son armée à leur entrée dans les Gaules, leur promet un libre passage, s'ils veulent respecter les peuplades Gauloises alliées des Romains, retourner dans leurs montagnes et lui donner des otages. « Non, Romain, répond fièrement le chef Helvète, nous n'avons pas appris de nos ancêtres à donner des otages, mais à en recevoir. » Ils poursuivirent obstinément leur route, mais ils durent céder à l'art militaire des Romains. Un grand combat eut lieu avec ceux-ci près de la ville de Bibracte (à présent Autun en France). Les Helvètes furent battus avec des pertes considérables, car de 263 mille qui avaient abandonné leur sol natal, il

n'y en eut que 110,000 qui y retournèrent ! Ces détails sont dûs à Jules César, à la fois célèbre écrivain et habile guerrier, et les Helvétiens, qu'il désigne sous le nom de Tigurini (aujourd'hui : Zurich, Thurgovie, Saint-Gall, Appenzell), Urbi-geni (Orbe), Tugeni (Zug) et Aventini (Avenches), étant rentrés, rebâtirent leurs habitations, et placés sous la domination des Romains dès la conquête des Gaules par ceux-ci qu'ils divisèrent en quatre grandes provinces, la Celtique, l'Aquitaine, la Belgique et la Lyonnaise, ils firent partie de cette dernière.

Cause de la domination des Romains en Valais. — A l'esprit des conquêtes prédominant chez les Romains, les Valaisans leur donnèrent une occasion de leur enlever leur liberté. Ranconnant leur commerce par des droits de péage et de transports excessifs, à l'instar des Salasses (pays d'Aoste), qui exigèrent à Decius Brutus passant par leur vallée en revenant de Modène, un denier par tête pour chacun de ses soldats, pillèrent les bagages de Jules César et l'argent dont il devait solder ses troupes ; celui-ci pourvut à la sûreté des communications, et fit vendre à l'encan dans la ville d'Ivrée 36,000 Salasses ; puis tournant ses armes sur l'autre versant des Alpes, il soumit les Valaisans pour les empêcher de causer à l'avenir ces abus au détriment des étrangers. Sergius Galba, commandant la 2^{me} Légion et

quelques escadrons de cavalerie, réduisit les Nantuates, les Véragres et les Séduniens. Après quelques combats, il les fit capituler, laissa deux cohortes chez les Nantuates, et alla passer l'hiver à Octodure (Martigny), qu'il fortifia.

Bataille d'Octodure (*54 ans avant J.-C.*). Le camp de Galba n'étant pas entièrement formé et muni de vivres, plus de deux cohortes ayant été détachées pour escorter les convois, les Véragres préférant le sacrifice de leur vie et de leurs enfants en ôtage, que la perte de leur liberté, s'emparèrent avec les Séduniens, un matin au lever de l'aurore, des hauteurs et du défilé. Galba fut environné, les secours et les vivres coupés, il fut attaqué de toutes parts. Après six heures de lutte, les Valaisans avaient comblé une partie des fossés et allaient forcer le retranchement, lorsque le 1^{er} capitaine de la légion, P. Sextius Bibaculus, et C. Volusenus, tribun militaire, engagèrent Galba de tenter une sortie; les cohortes se lancent courageusement, une partie s'empare des hauteurs, les indigènes sont cernés de trois côtés; ils sont forcés, malgré leurs efforts héroïques, de succomber; et sur 30,000, 10,000 tombent sous les coups des vainqueurs. Galba, manquant de vivres, incendia tout le bourg, leva son camp et alla établir son quartier d'hiver chez les Allobroges.

Pour veiller à la sûreté des passages, Jules

César établit des colonies romaines à l'entrée des vallées du Rhône et des Salasses, à Ivree et à Tarnade (St-Maurice), clefs naturelles de ces montagnes.

S. Galba mourut à Tarnade, on y a découvert sa pierre sépulcrale.

Placés sous la domination des Romains, le souvenir de leur indépendance ne tarda pas à porter les Valaisans à quelque révolte. Quoique non réduit en province romaine, le Valais fut réuni à l'empire romain par Auguste, en le comptant au nombre des quarante-quatre peuples vaincus.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : Domination des Romains (dès l'an 1 à 413 de J.-C.) — **Etablissement du christianisme en Valais, et massacre de la légion Thébéenne.** — **Saint Théodule le 1^{er} évêque du Valais** (an 349 dep. J.-C.) — **Le Valais réuni aux Gaules** (an 390). — **Invasion des Vandales en Valais** (an 407). — **Mort de Saint Florentin et d'Ilaire son diacre.** — **Emigration des Bourguignons en Valais** (412, 413).

La domination des Romains en Valais fut un progrès pour la civilisation de ce pays. Traités à l'égal des citoyens romains, les Valaisans reçurent

rent les premières notions des sciences et des arts. La langue qui leur devint familière fut le latin. L'agriculture surtout y prit d'utiles développements. Leurs terres, d'une fertilité remarquable, furent enrichies de graines des climats chauds; recouvertes d'arbres fruitiers et de vignes. Des gouverneurs et des garnisons avec des chefs furent stationnés sur divers points. Ils élevèrent des châteaux et des places fortes pour la défense du pays, et pour prévenir la rébellion. Les routes et les autres voies de communication furent améliorées. Des pierres milliaires (espace de chemin d'environ mille pas géométriques, équivalant à une demi-lieue commune de France), furent plantées sur le trajet de Martigny pour la voie du Mont Jou (le Grand St-Bernard) et pour celle du Simplon. — Tous les avantages dont ils étaient dotés, ne pouvaient comprimer les regrets de la perte de leur liberté; cependant quelques monuments élevés à l'honneur de leurs bienfaiteurs attestent de leur reconnaissance. Les Nantuates et les Sédu-niens proclament Auguste comme leur protecteur, et quatre peuplades de la vallée érigent un trophée, à Tarnade, consacré à la valeur et à l'intrépidité de Drusus, fils de Tibère. Octodure célèbre Licinius adopté par Maximien. Elle appelle Constance, fils du Grand Constantin, le bonheur de l'empire. Des pierres sépulcrales démontrent que le Valais fut en divers endroits le tombeau de

personnages romains importants. Campanus, préfet du prétoire de Maximien, avait son mausolée à Sion au bas du château de Valère, qui a conservé le nom de Valérie sa mère éplorée, qui l'avait fait élever. Octodure et Tarnade plus particulièrement reçurent leurs dépouilles mortelles. De nombreuses inscriptions tumulaires, des tombeaux romains, renfermant des ossements avec des objets numismatiques, ont été trouvés dans le cimetière de l'ancienne Eglise de cette ville. Cependant le Valais était encore plongé dans les ténèbres du paganisme, comme leurs maîtres. Ils consacraient leur culte à des divinités imaginaires. Le soleil, la lune, les astres, des hommes mêmes recevaient leurs hommages. Des prêtres et des prêtresses célébraient les obsèques selon le rit des Romains. Ils faisaient un service anniversaire les derniers jours de février qui durait onze jours ; aveuglés par l'idolâtrie, ils immolaient des hommes sur les autels de leurs faux dieux : tristes et barbares effets de l'ignorance ! Les Romains païens comme eux ne pouvaient les sortir de la superstition. Cependant le christianisme qui existait déjà en Grèce, en Asie, en Afrique et en Italie, devait bientôt apporter en Valais les bienfaits de sa lumière bienfaisante.

Établissement du christianisme en Valais et massacre de la légion Thébéenne. — L'an de J.-C. 302, Maximien se trouvait sur les bords

du Rhin pour y contenir les barbares qui menaçaient d'envahir les terres de l'empire, lorsqu'il apprit que les Maures désolaient l'Afrique. Il se dirige aussitôt sur l'Italie par le Valais, où il arrive après le milieu de septembre. Avant de passer les Alpes poénines, il veut se rendre favorable à la divinité à laquelle cette montagne était consacrée, et ordonne en conséquence un sacrifice à Jupiter, auquel un temple y avait été érigé. Parmi les troupes sous ses ordres, se trouvait une légion thébéenne, levée dans la Thébaïde d'Égypte, forte de 6600 hommes, étant composée de chrétiens et commandée par le primicier Maurice et ses lieutenants Exupère et Candide. Sachant ce qu'ils devaient au vrai Dieu, chefs et soldats déclarèrent à l'empereur qu'ils aimaient mieux mourir que de se souiller par un acte contraire à leur foi. Maximien ordonne qu'on les décime; cette exécution eut lieu et ne fit que de les raffermir. La décimation est répétée, mais ils restent inébranlables. Mais oubliant les nombreux services des Thébéens, qui avaient maintes fois contribué à sa gloire et partagé ses périls, le farouche et ingrat Maximien, ne pouvant surmonter ce divin courage, prend la résolution atroce de massacrer toute la légion.

Ce fut à Verolliaz, à 20 minutes de St-Maurice, qu'eut lieu le martirologe de ces vaillants soldats chrétiens.

Saint Théodule, le premier évêque du Valais. (*an 349 ap. J.-C.*) — Le sang des Thébéens fut la semence et la révélation du christianisme en Valais. St-Protas, archevêque de Milan, y envoya un évêque en la personne de St-Théodule qui fixa sa résidence à Octodure. Il vint avec des habitants d'Agaune, témoins du massacre des Thébéens, recueillir leurs dépouilles mortelles, ensevelies depuis près d'un demi-siècle, et leur translation se fit dans un temple élevé en l'honneur de ces martyrs. Le pieux évêque, rassemblant en communauté quelques solitaires qui s'étaient dévoués au service du culte de ce temple, ce fut le commencement de la célèbre Abbaye de St-Maurice. Elle fut dirigée par lui et ses successeurs jusqu'en 478, que l'évêque Léonce laissa le soin à St-Séverin, premier abbé tiré du sein de ses religieux. Saint Théodule assista aux conciles d'Aquilée en 381 et 390, et à celui de Milan de la Métropole duquel son évêché dépendait. Il mourut vers l'an 391. Son successeur fut Saint Florentin, moine d'Aquilée.

Le Valais réuni aux Gaules. (*an 390*). — Le Valais démembré de l'Italie fut réuni aux Gaules, et forma avec les Centrons (Tarentaise), la septième province viennoise. L'administration de ce pays par les Romains se faisait par des préteurs. Ce dernier connaissait des causes criminelles en dernier ressort; les villes qui avaient

acquis le droit de cité, avaient le privilège d'appeler à l'empereur de toutes les sentences de ce magistrat. Les quatre cités des Valaisans avaient leur administration municipale dirigée par des duumvirs, qui quelquefois marchaient précédés de haches et de faisceaux. — Tarnade compte parmi les siens Sextus Varenus, dont elle conserve aujourd'hui la pierre tumulaire; mais jointes aux Gaules, les Alpes pœnines étaient gouvernées par un président.

Invasion des Vandales au Valais (an 407).

Mort de St-Florentin et d'Hilaire son Diacre.

— Dès le commencement du cinquième siècle, un déluge de barbares inondait l'Europe; le Valais fut la proie des Vandales, hérétiques Ariens, qui y répandirent la désolation, comme dans toutes les contrées où ils passèrent. C'est par eux que Saint-Florentin, successeur de Saint-Théodule, fut mis à mort avec Hilaire son diacre à St-Pierre de Claves.

Emigration des Bourguignons en Valais. (412, 413). — Les Bourguignons, de race Germaine, inquiétaient aussi l'empire à la même époque. Aétius, fameux général romain, proposa de les transporter des bords du Rhin où ils avaient eu la permission de s'établir, dans le pays des Helvétiens presque inhabité depuis les invasions désastreuses des hordes du Nord, et ils vinrent se fixer sur le versant du Jura, dans la Savoie,

le Dauphiné, une partie de la Provence, sur les rives du Léman et dans la vallée du Rhône; c'est ainsi que le Valais passa sous la domination des Bourguignons.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Le Valais sous les Bourguignons (415-534). — Les Bourguignons, leur race, leur religion, leurs mœurs. — Les descendants de Gondioc. — Sigismond convole en secondes noces avec Constance. — Jalousie perfide contre son fils Sigeric, né d'Ostrogothe sa première femme. — Mort violente de Sigeric (an 522). — Châtiment de l'infanticide et ses funestes conséquences. — Mort de Sigismond et de Constance et des deux fils Gistold et Gondebald (an 523). — Mort de Clodomir, règne de Godomar. — Clotaire et Childibert, rois des Francs. — Fin du royaume de Bourgogne.

—

Les Bourguignons, habitants du nord de l'Europe et de l'Asie avant leur émigration, d'un caractère né pour la liberté et d'une race forte et vigoureuse, d'une taille haute de six à sept pieds, portaient pour vêtements des peaux non préparées; la hyène ¹ était l'emblème de leurs drapeaux.

¹ Animal féroce qui ressemble au loup, est un mammifère plantigrade qui n'a que quatre ongles aux pattes.

Ils se servaient de l'arc avec dextérité pour lancer des flèches empoisonnées en usage chez eux. Plongés dans la superstition comme les autres barbares, ils exerçaient un culte idolâtre; leur grand sacrificateur s'appelait *Siniste*. Arrivés dans les Gaules, ils reçurent les bienfaits du christianisme; ils avaient dans l'ordre civil des chefs appelés *Héndins*, qui étaient électifs, mais dont la dignité durait autant qu'eux.

Les Huns et Attila leur chef. — Fidèles au serment qu'ils avaient prêté aux Romains, qui leur avaient permis de se transplanter aux pieds des Alpes, et qui leur avaient accordé tout ce qui pouvait contribuer à leur donner une existence heureuse, ils leur marquèrent leur dévouement à défendre l'Italie contre l'invasion des Huns, commandés par Attila leur roi, le véritable fléau de Dieu, dont le nom rappelle les effrayants souvenirs de sa barbarie; mais le roi des Bourguignons fut massacré. Sa dynastie éteinte, ils demandèrent pour chef Gondioc, prince Visigoth qui mourut après un règne de 24 ans.

Les descendants de Gondioc. — Celui-ci laissa quatre fils. Chilpéric qui régna à Genève, Godegisel à Besançon, Godemar à Vienne et Gondebaud à Lyon. Ce dernier dépouilla ses frères de leurs états par la victoire et le fratricide. Il abdiqua ensuite en faveur de son fils aîné Sigismond en diète tenue à Quadrivium sa résidence

près Genève où il avait réuni la nation, Sigismond y fut proclamé roi.

Sigismond et l'Abbaye de St-Maurice (*an 515*). — Saint-Avit, archevêque de Vienne, ramena Sigismond et sa famille de l'hérésie des Ariens, et dès lors voué à la foi catholique, il répandit ses libéralités en faveur des ministres de celle-ci. Il restaura grandiosement le monastère de St-Maurice. Cinq cents religieux divisés en cinq chœurs y chantaient alternativement et sans interruption les louanges de Dieu et des martyrs. Il leur passa une Charte de dotation ratifiée le 30 avril 516, par laquelle il leur assigne des revenus dans les territoires de Lyon, de Vienne, de Grenoble, de Genève, de Vaud, de Besançon et d'Aoste; il leur inféoda la possession de Sierre, Loèche, Conthey, Bramois, Ollon, Vouvry, Autan, Salvan et Autanelle, et toutes les Alpes, depuis la tête du lac jusqu'à Martigny, avec tout ce qui dépendait en terres, édifices, esclaves, affranchis, habitants, vignes, forêts, bois d'oliviers, champs, prés, pâturages, eaux et droits de pêche, canaux, meubles, immeubles, dîmes, etc. L'investiture de ces droits fut le premier germe du pouvoir temporel du clergé en Valais et de l'assujettissement du peuple à la plus dure condition.

Le bourg d'Epaune. — Ce bourg appelé anciennement Epaone (aujourd'hui Epinassey), est

situé presque au pied de la chaîne du rocher appelé *Tauredunum* qui domine le territoire où fut massacrée la légion thébéenne, à une demi-lieue au nord de St-Maurice, fut construit par Sigismond pour y retirer tout ce qui était étranger au couvent qui, devenu si vaste, demandait tout l'emplacement d'Agaune. Le 6 septembre 516, un concile national s'y tint sous la présidence de Saint-Avit. Vingt-cinq évêques souscrivirent les quarante canons de discipline de l'Eglise Gallicane.

Sigismond convole en secondes noces avec Constance. Jalousie perfide de celle-ci contre son fils Sigeric, né d'Ostrogothe sa première femme. Mort violente de Sigeric. (an 522).

— Ostrogothe n'avait donné qu'un fils nommé Sigeric à son époux Sigismond. Devenue morte, celui-ci convola en secondes nocés avec Constance, femme d'un caractère inhumain, perfide et jaloux. La preuve en est, qu'elle conçut des craintes que tant que Sigeric vivrait, ses fils n'auraient aucune part dans le gouvernement de leur père; elle prend le parti de s'en débarrasser et l'accusa de mauvais desseins contre son père. Sigismond, d'une crédulité aveugle, la jalousie perfide de sa femme contre Sigeric, fait étrangler ce jeune prince innocent.

Châtiment de l'infanticide et ses funestes conséquences. Mort de Sigismond, de Cons-

tance et des deux fils Gistald et Gondebald.
(*an 523*). — Le repentir de l'infanticide commis par Sigismond sur la personne de son fils Sigeric, vient inutilement désarmer la colère de la Providence contre ce crime. Il croit venir à Agaune l'expier dans la pénitence. Ses sujets indignés se révoltent, les descendants de Chilperic saisissant l'occasion pour venger leur aïeul, envahissent son royaume. Sigismond cherche à repousser cette agression et d'apaiser son peuple, mais il est vaincu. Il cherche une retraite dans le monastère qu'il venait de quitter, poursuivi par les troupes de Clodomir roi d'Orléans.—Clodomir craignant que Sigismond et sa famille lui échappent, a recours à la ruse plutôt qu'à la force dans un lieu d'un abord aussi difficile comme Agaune. Quelques-uns des anciens sujets de Sigismond feignent de le suivre pour le défendre, et mettent le feu à l'Abbaye pour occuper les religieux pendant qu'on s'emparerait de Sigismond et de sa famille. Il fut fait captif avec la coupable Constance et ses deux fils Gistald et Gondebald et conduit à Orléans. L'année suivante, Godomar frère de Sigismond se fait déclarer roi de Bourgogne. Clodomir avant de marcher contre lui fait massacrer la famille captive à St-Simon près d'Orléans et jeter leurs cadavres dans un puits, d'où leurs dépouilles furent peu d'années après retirées

par Vénérand abbé de St-Maurice qui leur donna sépulture dans son abbaye.

Mort de Clodomir. Règne de Godomar. Clotaire et Childebert, rois des Francs. Fin du royaume de Bourgogne. — Clodomir fut vaincu par Godomar. Celui-ci lui fit trancher la tête, laquelle, placée au bout d'une pique, annonçait qu'il venait à son tour d'expier le meurtre de Sigismond. Clotaire roi de Soissons, et Childebert de Paris, s'emparèrent du royaume de Bourgogne. Le Valais, après être resté près de 121 ans sous cette dynastie, passa sous celle des Francs.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Domination des Francs (534-888). — Diverses catastrophes. — Chute de la montagne Tauredunum près Epinassey. — Irruption des Lombards et leur défaite (669). — Mortalité nombreuse causée par la petite vérole. — Débordement de la Drance, et l'évêque Agricola transfère son siège à Sion. — Domination des rois Francs. — Règne de Charlemagne. — Domination du pouvoir temporel du clergé en Valais. — La table d'or et autres présents de Charlemagne. — Les maisons hospitalières des cols des Alpes, le Grand St-Bernard (772-795). — Mort de Charlemagne. — Louis le Débonnaire, son fils et Wala abbé de Corbie. — Le prince Lothaire et son épouse Theutberge, son divorce et ses suites.

—

Domination des Francs (534-888). — Depuis Godomar, Gontran et Thierry furent les seuls princes de la maison royale de France qui aient pris le titre de roi de Bourgogne. Des patrices ou ducs gouvernaient tous les petits États dépendants, au nom du roi : la Savoie, la haute Bourgogne, le Valais, Genève, Fribourg, Berne et Soleure. Un de ces patrices et rejeton de l'ancienne race des rois de Bourgogne, fit une conjuration pour remonter sur le trône de ses ancêtres et met dans ses intérêts Leudmond évêque de Sion et le duc Herpon. Leurs projets échouent.

Ce dernier mourut victime pour y avoir pris part. Le patrice fut condamné, par Clotaire roi des Francs, à être décapité, et Leudmond fut relégué dans son diocèse sa vie durant. Ces faits eurent lieu vers l'an 614.

Diverses catastrophes. Chute de la montagne de Tauredunum près Epinassey. — Depuis la décadence de l'empire romain, les habitants du Valais eurent beaucoup à souffrir du passage de plusieurs hordes barbares. Ce fut en 663 qu'un événement terrible vint mettre la consternation. La montagne prédominant Epaone (Epinassey), appelée Tauredunum, faisant partie de la chaîne des Alpes du Valais, s'est écroulée, et ensevelit sous ses décombres le bourg d'Epaone et ses infortunés habitants. Le Rhône, qui avait son cours qui serpentait le long des monts de l'Ouest, près d'Epaone, comme on le remarque encore aujourd'hui à Verollierz, fut obstrué. Ses eaux accumulées, faisant irruption, inondèrent toute la plaine qui s'étendait plus haut du côté du Valais; et, se jetant dans le bassin du lac Léman, y causèrent un reflux qui submergea toutes les villes et bourgs situés sur ses bords.

Irruption des Lombards et leur défaite. (669). Mortalité nombreuse causée par la petite vérole. — Les Lombards conquièrent l'Italie, passent le St-Bernard, détruisent tout sur leur passage, villes épiscopales et monastères;

l'abbaye de St-Maurice fut pillée et incendiée par eux. Ils poussaient leurs dévastations au delà du Rhône, lorsqu'ils rencontrèrent, dans les plaines de Bex, le patrice Theudefried qui, avec de nombreuses troupes, les mit en déconfiture et força le petit nombre qui survécurent à repasser les Alpes. On a trouvé dans le petit lac de Luissel au dessus de Bex, maintenant desséché, des armures anciennes qu'on prétend avoir appartenu à des soldats Lombards qui périrent dans ses eaux. Outre leurs ravages, les Lombards laissèrent en Valais un fléau plus effrayant. Ils avaient apporté la petite vérole, et cette maladie d'un genre épidémique et dont malheureusement à cette époque le traitement était encore inconnu, causa des mortalités nombreuses. Les populations épouvantées quittaient les hameaux et les cités, et la panique était si grande et si générale, que les victimes du fléau restaient sans sépulture et les troupeaux sans bergers.

Débordement de la Drance. L'évêque Agricola transfère son siège à Sion. — En 580 le débordement de la Drance fut pour Octodure un malheur non moins grand que ceux qui avaient successivement affligé le Valais. Les eaux causèrent beaucoup plus de mal. A la suite de cette catastrophe, l'évêque Agricola préférant le site de Sion, soit par son aménité, soit parce que cette ville était fortifiée depuis les Romains, ce

qui le rendait plus à même de repousser les agressions des barbares, y transféra son siège.

Domination des rois Francs. — La domination des rois Francs en Valais depuis Clothaire II à Pépin, maire du palais, ne laissa aucune trace bien marquante en Valais, si ce n'est la reconstruction du monastère de St-Maurice détruit par les Lombards, la fondation par Thierry II en 602 d'un couvent de religieuses près d'Agaune, sous l'invocation de St-Martin, et la condamnation d'Amé (en 674) évêque de Sion, à l'exil perpétuel, par Thierry III, pour conspiration contre son pouvoir. Conduit à Péronne en Picardie et ensuite au monastère de Breuil (Pas de Calais), il y mourut en 690.

Règne de Charlemagne. — Charlemagne fils de Pépin, le meilleur et le plus puissant prince des rois Francs, monta sur le trône. Né l'an 742, il fut l'auteur d'une époque nouvelle. Il éloigna des frontières une multitude de barbares. Il reconstitua ses états sur de nouvelles bases et reprima l'ambition effrénée des seigneurs qui, sous ses prédécesseurs, exerçaient une tyrannie insupportable. Les pouvoirs furent concentrés et se raffermirent. Les propriétés et les magistratures qui changeaient sans cesse de main, et souvent par les armes, obtinrent de nouvelles règles ; elles devinrent peu-à-peu indépendantes et héréditaires. Ce fut l'inauguration du régime féodal.

Domination du pouvoir temporel du clergé en Valais. — Charlemagne, comme le prouve l'histoire de l'Allemagne, aimait à confier les droits régaliens et la garde des pays frontières aux évêques de préférence aux nobles. Ce fut cette raison qui l'engagea d'adopter la même mesure pour le Valais dont il lui importait de fermer les passages contre les agressions des Lombards, avec qui il était en lutte. L'évêque Villicaire avait occupé le siège de Vienne et avait été forcé de le quitter à l'invasion des Sarrasins en France. Il y voulut rentrer, mais trouva tous ses biens en la possession des laïques, circonstance qui le fit retirer en Valais, où après avoir été nommé abbé de St-Maurice (765), il devint évêque de Sion (771), et fut le premier prélat du royaume qui proclama Charles pour son roi. En retour d'un tel dévouement, qui n'était pas moins accompagné d'un désir caché de sa part, comme le prouve le fait antécédent, il obtint en retour d'être institué souverain temporel du Comté du Valais, titre qui resta trop longtemps attaché au siège de l'épiscopat de Sion, et qui donna aux évêques et au clergé du Valais une domination qui causa pendant une suite d'années des dissensions qui ensanglantèrent souvent le sol de ce pays.

La table d'or et autres présents de Charlemagne. — Althée fut le successeur de Villicaire,

parent du prince, il sut captiver ses faveurs. Il obtint de nouvelles possessions en France, dans le Comté de Sens, Ponthieu et au Diocèse d'Autun. Charlemagne fit présent à l'abbaye de St-Maurice d'une table d'or, ornée de pierres précieuses, d'un vase d'agate de grand prix, et d'une ampoule d'un travail arabe. L'on prétend qu'il passa dans ce monastère à la fin de 780, lorsque voulant appuyer les droits du St-Siège contre les Lombards, il expédia contre eux deux corps d'armée, l'un par le mont Cenis, et l'autre, sous le commandement de son oncle Bernard, par les Alpes pennines. La construction du pont Saint-Charles au bourg St-Pierre date probablement de cette époque. L'on ajoute qu'en 804, le pape Léon III se rendant en France, fut reçu à l'abbaye de St-Maurice par le fils de l'empereur.

Les maisons hospitalières des cols des Alpes, le Grand St-Bernard. (772-795). — Par une correspondance adressée par le pape Adrien I^{er} à Charlemagne, il appert qu'il recommanda à celui-ci, « de ne pas laisser envahir les maisons hospitalières situées dans les cols des Alpes. » Dès lors nous voyons la maison hospitalière du Grand St-Bernard, située au pied des glaces éternelles, desservie par des moines qui consacrent leur vie au service de l'humanité. Grande et belle œuvre, dont les bienfaits sont

inappréciables et méritent la récompense du Tout-Puissant.

Mort de Charlemagne. Louis le Débonnaire son fils, et Wala abbé de Corbie. — Charlemagne mourut le 28 janvier 814. Louis le Débonnaire son fils lui succéda. Ce prince faible avait reçu le Valais de son père (811), il fit enfermer au château de Chillon Wala abbé de Corbie, son parent, pour avoir pris parti contre lui dans ses brouilleries domestiques. Il eut deux fils, Arnoul et Lothaire; le dernier eut pour fils Lothaire qui porte son nom. En 824, l'existence du monastère de St-Maurice étant menacée par des dilapidations, et guidé par des vues politiques, le père des deux premiers substitua trente chanoines séculiers aux anciens religieux, et les plaça sous la surveillance d'Abdalong évêque de Sion.

Le prince Lothaire et son épouse Theutberge, son divorce et ses suites. — Lothaire eut le Valais en partage, et marié à Theutberge, il nomma Hucbert duc du pays entre le mont Jura et le mont Jou, et lui céda l'avouerie de St-Maurice. Accusée d'inceste avec son frère, elle est répudiée. Hucbert prend les armes pour venger cet affront. Il resta sur le champ de bataille à Orbe en 866, où ses troupes furent battues par celles de Louis II frère de Lothaire, à qui celui-ci abandonna l'Helvétie et nommément le comté de Sion. Conrad, comte d'Auxerre, qui comman-

dait l'armée de Louis, fut gratifié des terres du vaincu. Son fils Rodolphe lui succéda, et profitant de la circonstance du démembrement de l'empire de Charlemagne, il fit assembler à St-Maurice les seigneurs et évêques de son gouvernement, et se fit proclamer roi de la Bourgogne transjurane. On donne ce nom à toute la contrée qui s'étend depuis le Jura au Grand St-Bernard.

Conditions du régime féodal en Valais. —

Le régime féodal en Valais comprenait, depuis la dynastie des comtes, une multitude de petites souverainetés locales, qui administraient au nom de ceux-ci, et exerçaient une autorité presque illimitée. Le nom de *grands vassaux* ou seigneurs fut donné aux propriétaires de domaines qui payaient une redevance annuelle au souverain. Toute terre sujette à une redevance s'appelait un *fief*, et le peuple n'avait plus la qualité d'homme libre, et jouissant des droits attachés à ce titre; ses membres portaient le nom de serfs, ce qui signifie esclaves; ils étaient assujettis à trois conditions bien basses et bien dures. La taillabilité personnelle par laquelle ils étaient obligés de payer un droit au seigneur; les serfs de la glèbe qui ne pouvaient quitter la terre à laquelle ils étaient attachés sans la permission du seigneur; les mainmortables, qui ne pouvaient ni tester ni contracter, le mariage ne leur était permis qu'avec les serfs du même maître. Il y avait aussi les taillables

à miséricorde, qui ne trouvaient de limites dans le paiement que dans la compassion naturelle de celui qui le percevait. Traités inhumainement par leurs maîtres, ils étaient soumis à toutes sortes de privations et condamnés à un travail dur et opiniâtre. Celui qui possédait une terre en fief, était tenu d'en faire aveu au seigneur de qui il la tenait, c'est-à-dire qu'il en tenait la jouissance par la bienveillance de celui-ci. L'homme sans aveu était celui qui ne possédait rien. Tel fut le régime féodal en Valais, qui ne fut pour le peuple, dès son origine qui date de cette époque, qu'une servitude que les temps suivants vinrent souvent aggraver, et dont le peuple n'a obtenu sa délivrance que par la décadence successive du pouvoir temporel que le clergé avait su se ménager.

CHAPITRE V.

SOMMAIRE : Le deuxième royaume de Bourgogne. (888-1032). — Rodolphe I^{er}. — Rodolphe II son fils lui succède. — Invasion des Sarrasins en Valais. (939). — Rodolphe III, son caractère et son abdication. — St-Bernard et le dragon.

Enlevé aux Francs, le Valais fit partie du deuxième royaume de Bourgogne. Dès l'an 881, Rodolphe portait le titre de comte du Valais. Il

fut couronné roi à St-Maurice en 888. Walther, évêque de Sion, avait favorisé son élévation et était son chancelier, aussi lui laissa-t-il une preuve de sa gratitude par l'investiture du comté du Valais, dès qu'il eût, grâce aux passages difficiles des Alpes, repoussé de concert avec Gui, empereur d'Italie, les attaques de l'empereur Arnoul qui lui disputait sa conquête. Ses états eurent beaucoup à souffrir de ces guerres incessantes, qui portèrent le deuil dans les familles, dont les souffrances furent augmentées par la famine qui moissonna des milliers d'habitants. La terre restait presque sans culture faute de bras, personne n'osait ensemençer ses champs, n'étant pas sûr d'en recueillir les fruits. Ce fut à cette époque qu'on vit s'élever de toutes parts des forteresses pour s'abriter et mieux se défendre. La ville de Sion fut brûlée et pillée dans cette guerre. Enfin, dès que Rodolphe eut pu régner en paix, il s'efforça de rendre heureux son peuple. Il régna 24 ans, et mourut en 912; il fut enterré à St-Maurice. Payerne, au canton de Vaud, qu'il avait fait entourer de murs, était sa capitale.

Rodolphe II son fils, lui succède. — Ce roi augmenta de beaucoup ses états et mourut le 11 juillet 937; il reçut la sépulture au même lieu que son père. Il laissa pour successeur Conrad son fils, qui fut couronné à Lausanne.

Invasion des Sarrasins en Valais (939).

— Le Valais souffrit de rechef de l'arrivée de nouveaux barbares inconnus. Ce fut surtout de la part des Sarrasins, qui venus on ne sait comment de l'Afrique par l'Espagne et la Gaule, mirent à feu et à sang toute la vallée dont ils se rendirent maîtres. Ils s'y établirent, et ceux de ces barbares qui occupaient les principaux passages des Alpes, tels que le mont Jou, exerçaient un vrai brigandage dans le pays, rançonnaient les voyageurs, comme à d'autres ils leur donnaient la mort. St-Martin avait échappé miraculeusement au coup de hache levé sur sa tête. Robert I^{er}, depuis un de ses successeurs sur le siège de Tours, y avait été égorgé (731) avec toute sa suite. St-Mayeul, abbé de Clugny, fut retenu captif à Orsières (960-969). Il ne dut sa liberté qu'à la forte rançon que ses frères payèrent pour lui. Les pèlerins qui allaient à Rome n'osaient passer ces montagnes qu'en caravane. Les Normands, dont on voulait rançonner le passage, forcèrent le poste l'épée à la main. Mais le roi Conrad, qui était d'une grande valeur militaire, débarrassa le pays de ces hommes sanguinaires et régna pacifiquement. Son règne dura près de 57 ans, et il mourut le 19 octobre 993.

Rodolphe III, son caractère et son abdication. St-Bernard et le Dragon. — Rodolphe III, surnommé le fainéant, à cause de sa

faiblesse et de son indolence, eut un règne orageux par l'anarchie qui se déclara sans cesse dans ses états ; il assista à Rome au couronnement de Conrad le Salique en 1027. Ce fut à cette occasion que Canut, roi d'Angleterre et de Danemark, lui fit en présence du Pape, de vives plaintes sur le peu de sûreté que présentait la route du mont Jou, à laquelle il fut depuis pourvu. Il abdiqua en 1032 en faveur de Conrad le Salique, auquel il envoya la lance et l'anneau de St-Maurice, symbole de l'investiture du royaume de Bourgogne. Le Valais passa donc sous les empereurs d'Allemagne. Dès lors Bernard de Menthon, né d'une famille illustre dans le château de ce nom, sur les bords rians du lac d'Annecy, archidiacre d'Aoste, vint rétablir sur le mont Jou l'asile destiné aux malheureux. La maison hospitalière du St-Bernard en perpétue le nom, et pour démontrer le nouveau bienfait en regard des exactions des Savoisiens, l'on représente le saint personnage enlaçant de son étole, transformée en chaîne, un énorme dragon qu'il foule victorieusement à ses pieds, emblème, comme dit le savant chanoine Boccard, du triomphe de sa parole évangélique sur l'ennemi du genre humain et les barbares.

CHAPITRE VI.

SONMAIRE : Le Valais sous les empereurs. — La maison de Savoie. — Les Zæringen (1033-1243). — Ambition d'Eudes neveu de Rodolphe III, comte de Champagne, et Ernest, duc de Souabe. — Le Valais sous la maison de Savoie. — Concile de Mont-Rion et la trêve en Helvétie (1027-1038). — Ermanfroi évêque de Sion. — Nombreuses possessions de l'hospice du Grand St-Bernard. — Régime de Berthold IV et de Berthold V, ducs de Zæringen. — Bataille de Münster et de St-Léonard. — Nouvelle guerre avec Berthold V. — Les évêques de Sion, Guillaume de Saillon et Landri. — Bataille d'Ulrichen. — Vengeance horrible. — Mort de Berthold. — Etablissement de la bourgeoisie de Sion. — Le Major et le Vidame. — Différents entre les évêques de Sion et les comtes de Savoie. — Le traité de 1179. — Le traité de 1224 entre l'évêque Landri et le comte Thomas.

—

L'empereur Conrad le Salique conserva la nationalité Bourguignonne et s'en fit proclamer le souverain, en se soumettant à la formalité de l'élection dans l'assemblée des prélats, des grands et du peuple, à Payerne le 2 février 1033.

Ambition d'Eudes, neveu de Rodolphe III, comte de Champagne, et Ernest, duc de Souabe. — Le comte Eudes, neveu de Rodol-

phe III par sa mère, disputa à Conrad la couronne de Bourgogne; il porta ses armes dans nos vallées, il soumit Octodure et la vallée d'Aoste, mais il ne put se maintenir longtemps dans sa conquête. Le comte Humbert aux blanches mains, tige de l'illustre maison de Savoie, passa le mont Jou à la tête d'une armée d'Italiens, opéra sa jonction avec les troupes impériales et mit en déroute près de Genève les deux prétendants avec leurs partisans.

Le Valais sous la maison de Savoie.— Pour rémunération de ce dévouement et de cette victoire, Conrad céda à Humbert le Valais et la Savoie. Aimon, un des fils de celui-ci, occupa le siège épiscopal de Sion dès l'an 1040. Cet évêque fut chargé de l'administration du comté du lac en 1046, et laissa ensuite cette charge à son frère Burchard. Selon une chronique des archives de Valère, il lui donna le château de Saillon, des seigneuries à Sierre, Orsières, Grenziol, Ayent, Vissoye et Suen (vallée d'Hérens), avec les serfs pour en travailler les terres. Le comté du lac d'alors avait pour limites, Evian sur la rive gauche du lac, et la Veveyse sur la rive opposée. St-Maurice en était la capitale.

Concile de Mont-Rion et la trêve en Helvétie. (1027-1038). — Des contestations indéfinissables causaient des guerres partielles entre les seigneurs et leurs vassaux; Hugues,

évêque de Lausanne, convoque à Mont-Rion, près Lausanne, un concile pour y mettre un terme; les évêques de Vienne et de Besançon, de Sion et de Genève, y prennent part, et il fut décidé que les hostilités à main armée ne pourraient se faire depuis le soleil couchant du mercredi jusqu'au soleil levant du lundi; il restait pour se battre trois jours pleins de la semaine. La même défense existait depuis le premier jour de l'Avent jusqu'à l'octave de l'Épiphanie; depuis le lundi de la quinquagésime jusqu'au lendemain de l'octave de la Pentecôte, les veilles, jours et lendemains des fêtes solennelles, sous peine d'amende, confiscation du fief, excommunication et exil. Cette sorte de suspension d'armes réduisait à 95 le nombre des jours des hostilités. Les évêques et les conciles portaient les jugements et les chevaliers les faisaient respecter. C'est ce qu'on appela la Trêve de Dieu en Helvétie.

Ermanfroi, évêque de Sion. — Cet évêque fut le plus célèbre qui occupa le siège de Sion. Il facilita le passage par le St-Bernard des troupes d'Henri IV, excommunié par Grégoire VII, qui se rendaient en Italie (1076). Il reçut de ce prince pour récompense sa nomination de chancelier du royaume de Bourgogne, et la cession en sa faveur des terres de Naters et de Loèche. Ermanfroi fut légat des papes Victor II, Nicolas II, Alexandre II, près des cours de France et d'An-

gleterre. Le Valais continua sous la suzeraineté de la maison de Savoie et notamment du consentement d'Amédée III, l'abbaye de St-Maurice céda la vallée d'Abondance, le prieuré y fut érigé en abbaye en 1108, ne se réservant que le droit de chasse et l'épaule droite de tous les animaux qui y seraient pris; le prieur avait pris sous sa protection la maison hospitalière du St-Bernard et lui continua le droit d'échute sur tous les objets qui se perdraient dans la montagne. Il fit restituer à l'abbaye de St-Maurice les terres de Salvan et d'Autanelle, que les seigneurs d'Allinges leur avaient enlevées (1138). Le même Amédée III, lors de sa participation aux croisades en Terre Sainte, emprunta aux chanoines d'Agaune, la table d'or, cadeau de Charlemagne, pour laquelle il leur hypothéqua ses droits sur la vallée de Bagnes et de Vollège, cédées plus tard par son fils Humbert III, faute de restitution. Les abbés de St-Maurice conservèrent jusqu'en 1798 la seigneurie de cette hypothèque. Ils conservent toujours maintenant la collature de ces paroisses.

Nombreuses possessions de l'hospice du Grand St-Bernard. — Le comte Amédée III l'investit (1125) de tout ce que Bozon et Amédée d'Allinges, Pierre de la Porte de St-Ours et d'autres de ses vassaux tenaient en fief, depuis la Fontaine couverte jusqu'au pied du val Nior. En 1137 le monastère a reçu en don les belles terres

dites la Grange de St-Oyen. Alexandre III lui confirma en 1177 divers bénéfices en Valais, en Piémont, en France, en Sicile, en Savoie, en Helvétie, même jusque en Angleterre. Thomas, comte de Maurienne, lui accorda en 1189 les bois de Ferret avec ceux avoisinant la maison, le libre pâturage pour les chevaux employés au transport et autorisa les religieux à tracer la route la plus convenable. Les habitants d'Orsières voulurent faire des entraves à cela, mais le châtelain de Chillon fut chargé de les punir, d'employer au besoin la confiscation des biens, le bannissement et même la peine de mort.

Régime de Berthold IV et de Berthold V, ducs de Zæringen. Bataille de Munster et de St-Léonard. — Les ducs de Zæringen, disgraciés d'abord, rentrèrent en faveur auprès des empereurs d'Allemagne. Berthold IV fut réintégré dans le gouvernement de son frère en 1156 avec l'avouerie des évéchés de Sion, de Lausanne et de Genève. Mais ce gouverneur, de langue et de mœurs étrangères à ses nouveaux sujets, ne fut pas bien agréé par eux. Les autres se soumirent, et il n'y eut que les Valaisans qui prirent les armes pour la défense de leur liberté. Berthold IV passa les Alpes avec une colonne impériale, vint en Valais étayer par la force son avouerie et son protectorat (1160). Mais ce succès ne consolida pas pour toujours ses titres de suzeraineté, les

Valaisans s'insurgèrent de nouveau, et Berthold arriva avec une armée plus forte que la première (1182), et fut battu à Munster. Irrité de cet échec, il tente une troisième invasion, traverse les montagnes à l'improviste et surprend les rebelles à St-Léonard entre Sion et Sierre (1184), là, après un combat sanglant, il remporte une victoire chèrement payée, et les Valaisans lui prêtent forcément, au Grand Sable noir près Sierre, le serment de fidélité. Ce duc eut pour successeur son fils Berthold V. Il requit des Valaisans le même hommage dans les champs de Loèche (1186), mais il lui fut répondu qu'un serment forcé ne saurait lier, et ils protestèrent énergiquement contre le joug qu'on voulait leur imposer. Il marcha contre eux en 1187, mais il n'obtint d'eux qu'une obéissance simulée. — Berthold V accompagna l'empereur Frédéric Barberousse dans la grande expédition en Terre Sainte; ses vassaux profitèrent de son absence pour s'émanciper; mais de retour en 1190, il les dompta par deux victoires remportées, la première sur les grands du pays révoltés contre lui, et la seconde, en 1191, dans les montagnes à l'entrée du Grindelwald, sur les barons et les Valaisans. Ce fut la même année que ce prince jeta les premiers fondements de la ville de Berne.

Nouvelle guerre avec Berthold V. Les évêques de Sion, Guillaume de Saillon et Landri.

Bataille d'Ulrichen. — La cause de cette guerre continuelle avec les Zæringen provenait, tant des prétentions des évêques de Sion, qui considéraient le Valais comme un patrimoine héréditaire, que de l'opposition des Valaisans de se soumettre à leur domination. Guillaume de Saillon, élevé au siège de Sion en 1203, revendiqua les mêmes droits. En avril 1211, Berthold résolut de surprendre les Valaisans avant que les passages des Alpes fussent débarrassés des neiges ; il détacha un corps de gens d'armes pour feindre une attaque par la Gemmi, pendant que lui-même se dirige avec le gros de son armée directement sur Sion par les gorges de la Lent (vallée bernoise) qui aboutissent au mont Rawyl. Les Haut-Valaisans, soutenus par les vassaux du comte Thomas, accourus du Bas-Valais à leur secours, se portent sur les hauteurs qui dominent les passages étroits de la montagne, et font rouler des masses de rochers et de gros arbres, auxquels le duc et les siens n'échappèrent qu'avec beaucoup de difficulté. Pour laver cet affront, il réclame l'appui des seigneurs de l'Oberland, et paraît peu de temps après sur le Grimsel avec 13,000 hommes. Il s'avance dans la vallée de Conches, mettant tout à feu et à sang ; la fumée des hameaux incendiés annonce l'approche de l'ennemi. Les Valaisans, sous la bannière de leur évêque Landri, vont l'attendre près du village d'Ulrichen, et là,

après un vaillant combat, Berthold fut mis dans une déroute complète. Cette première victoire sur les Allemands fut un commencement de liberté pour les Valaisans, et les couvrit de gloire, tout en leur donnant une nouvelle ardeur pour voler à d'autres combats.

L'année suivante (1212), les partisans de Zæringen vinrent, dans un moment qu'on s'y attendait le moins, parcourir en tous sens la vallée de Loèche, et déjà ils avaient pénétré dans celle de Baldschieder sans avoir trouvé aucune résistance. Un pâtre, le seul gardien d'un nombreux troupeau, touché du danger de sa patrie, et sans s'occuper du sien, escalada la pointe du plus haut rocher, et à l'aide de son cornet donna l'alarme au pays. Il fut entendu et compris à Viège et dans les environs. Bientôt quatre bannières sont réunies à Rarogne, et remportèrent une victoire signalée sur leurs ennemis, qui dès lors ne tentèrent plus rien contre la valeur et le patriotisme des Valaisans.

Vengeance horrible. Mort de Berthold. — Le bon pâtre de la vallée avait bien mérité de sa patrie, aussi les vainqueurs s'empressent-ils de l'aller chercher pour lui faire la plus grande part de leur triomphe, mais quel affreux spectacle se présente à leurs yeux! Son cadavre est gisant tout mutilé, ils l'ont fait bouillir dans une chaudière de lait; il est mort, mais mort pour la patrie.

Quelle horrible vengeance il a subi, mais quel glorieux dévouement de sa part ! Une bannière conquise dans cette bataille, se voit encore dans l'église de Mund. Berthold V mourut sans postérité en 1218 à Fribourg en Brisgau, où il fut enterré. La domination des Zæringen en Valais fut ainsi éteinte. Mais il faut remarquer qu'en résistant à leur avouerie, les Valaisans n'osaient faire place qu'à celle des comtes de Savoie, qui l'ont exercée pendant le douzième siècle durant la disgrâce des premiers. Le mariage d'Humbert III avec Germaine de Zæringen, sœur du dernier duc de ce nom, contribua certainement à l'acquisition des droits sur le pays. Ce prince fut mis au ban de l'empire, pour n'avoir pas épousé les querelles de Barberousse contre le St-Siège. Son fils Thomas en fut aussi exclu, quoique réconcilié avec Henri VI et son père, l'empire se réservant l'investiture de cet évêché avec hommage de trois verres en cristal et d'un mulet blanc ferré en argent aux quatre pieds, mais les évêques ne se prévalurent jamais de ce titre et continuèrent de le recevoir des comtes.

Etablissement de la bourgeoisie de Sion.
Le major et le Vidame. — Dès cette époque, la ville de Sion établit sa bourgeoisie et son administration municipale. Le major et le vidame y rendaient la justice au nom de l'évêque haut seigneur de la ville. Ces deux offices étaient quel-

quefois réunis sur la même tête. Le major portait en temps de guerre la bannière de l'évêque. Le vidame rendait la justice en appel aux sujets du prélat, et était en même temps chef de la noblesse valaisanne. Le baron Guillaume de la Tour exerça cet office. Il fut aussi vidame des abbés de St-Maurice dans leurs seigneuries d'Ollon et de Vouvry, il eut de violents démêlés avec eux. Un traité fut cependant conclu avec l'évêque, par lequel celui-ci conserva la haute et basse justice dans la ville de Sion, l'usage de la milice en cas de besoin, les impôts annuels et extraordinaires et la seigneurie des étrangers. Les difficultés des feudataires se jugeaient en première instance par la cour du major ou du seigneur respectif, et la partie qui se croyait lésée pouvait en appeler à l'évêque.

Différents entre les évêques de Sion et les comtes de Savoie. Le traité de 1179. — Les évêques de Sion eurent des différends avec les comtes de Savoie par suite des mélanges de leurs fiefs, parce que l'évêque en avait sur le territoire du comte et celui-ci sur celui de l'évêque. Par exemple, l'évêque possédait dans le Bas-Valais le château de Chillon et la baronnie du Châtelard; des fiefs à Bex, la seigneurie de Massonger, la châtelainie de Martigny et la majorie d'Ardon. Le comte avait dans le Haut-Valais le petit comté de Mœrel; les seigneurs d'Anniviers, d'Ayent,

étaient ses nobles vassaux, les barons de Rarogne lui prêtaient hommage pour le fief d'Hérémence ; les comtes de Grange pour leur château ; les majors de Drona (Savièse) étaient ses hommes liges. Les de la Tour nobles vassaux de l'évêque comme vidames et majors de Sion, l'étaient aussi du comte pour leur château de Chillon, et comme vidames d'Ollon et de Vouvry, etc. Il y avait des hommes liges du comte qui tenaient de l'évêque des terres en fief et vice versa, d'où les uns devaient hommage et fidélité au comte et les autres pour leur fief devaient à l'évêque des manœuvres et des reconnaissances. Quand ils manquaient à leurs devoirs, envers l'un, ils cherchaient asile chez l'autre, ce qui nécessita le traité de 1179, par lequel le comte ne devait point recevoir un sujet de l'évêque sous sa protection au préjudice des droits de ce dernier. Il devait aider celui-ci à l'entretien de la route sur son territoire, et rendre à l'église de Sion les terres qu'elle possédait lors du départ d'Amédée pour la croisade. Le terme d'une année était fixé pour terminer leur différent dont l'archevêque de Tarentaise était nommé arbitre, et si la sentence qu'il portait ne convenait pas aux deux parties, les hostilités ne pouvaient commencer avant 40 jours. Les Barons des deux parties s'en portèrent garants, leurs noms nous indiquent les possessions respectives de ceux-ci. Les barons d'Humbert III étaient : Guillaume de

Festerne, Borcard d'Aigle, Girolde de Bex, Aimon de Saillon, Falcon de Concise, Rainaud d'Octiez (Vollège), Humbert de Conthey, Louis de Granges. Ceux de l'évêque de Sion étaient : le major Pierre de la Tour, Guillaume vidame de Sion, Guillaume de Mont-Jovet, Guillaume major de Sierre, Guillaume de Martigny, Guillaume de Chamozan, Borcard d'Ardon, Manfred d'Aigle, sénéchal du prélat. Puis l'évêque recevait l'investiture du comte pour la régalie et la chancellerie, pour la grande route depuis la croix d'Autan au-dessous de Martigny, jusqu'au sommet du pays pour les droits de souste et de péage, sous une redevance féodale à chaque mutation de prélat. Le comte lui faisait hommage du château de Chillon et de la baronnie du Châtelard, de la monnaie mauricioise qui avait cours dans le diocèse, après avoir été approuvée par l'évêque. La livre mauricioise valait 13 batz et demi. Des nobles savoisiens et dauphinois s'étaient établis dans le Haut-Valais; la maison de Savoie avait fait construire l'église de Valère, avait donné Loèche et Naters à l'évêché, le prieuré-hôpital de Sarquène dépendant de la commanderie de Conflans, la fondation d'un monastère de filles à Loèche, prouvaient son ancienne domination. Cet état de choses ne pouvait de moins que de susciter divers conflits sur des prétentions si mêlées.

Le traité de 1224 entre l'évêque Landri et le comte Thomas. — L'évêque Landri fit élever en 1219 le château de la Soie sur un plateau escarpé des rives de la Morge, limite des deux états. Le comte Thomas crut y voir des intentions hostiles, ils en vinrent aux armes, et ce différent se termina par le traité de 1224, par lequel les partis se promettent bonne justice sur le territoire respectif. Le comte accorda à la mense épiscopale le comté de Moerell en augmentation du fief, sous la redevance de 15 livres mauricoises à chaque mutation d'évêque, et 75 livres pour investiture des droits régaliens. L'évêque de Sion devait aider le comte dans ses guerres jusqu'au ruisseau de l'eau froide à Villeneuve, et jusqu'au sommet du mont Jou, ainsi que secourir le château de Chillon s'il était menacé. L'archevêque de Tarentaise pouvait mettre en interdit les terres de la partie qui contreviendrait au traité; l'évêque lui-même en ce cas (*ipso facto*), serait privé de faire l'office divin. L'évêque et son chapitre, des bourgeois de Sion et des citoyens, jurèrent l'observation de ce traité.

Cause de quelques bienfaits d'émancipation. — L'union que le peuple avait montrée dans les luttes qu'ils avaient eues à soutenir, et l'institution de la bourgeoisie qui concentrait des intérêts communs, contribuèrent beaucoup à lui faire sentir sa dignité et la force des droits qu'il devait

faire prévaloir contre l'esprit dominateur des vassaux. Ce fut l'initiative de l'établissement d'un peu plus de liberté. Parmi ceux-ci s'en trouvèrent qui allégèrent le joug qui pesait sur leurs serfs, pour se concilier leur amour, comme d'autres cessèrent aussi la rapacité qu'ils avaient d'accroître leur richesse, en voyant que le peuple comprenait son émancipation. Dès lors on croit se racheter des droits féodaux. Les habitants de Biel en Conches, rendent leurs terres exemptes de redevances. Les comtes de Blandrate renoncent en faveur de leurs serfs de Saas (Viège), des pâturages qui sont de leur fief. L'agriculture et le commerce prenaient de l'accroissement. A St-Germain sur Rarogne le 13 mai 1271, les marchands du pays traitent avec l'évêque. Le peuple, disons-nous, fut consulté sur les affaires publiques. C'est de cette manière que se développèrent les faibles germes de son émancipation, soit de la liberté dont ils commençaient à jouir.

Aimon de Savoie et l'évêque Landri. Le traité du 18 mai 1233. Jacques de Grilly. — Aimon de Savoie causa à l'évêque Landri un différent du même genre que ce dernier avait causé à son père, le comte Thomas. Ce prince, suzerain du Bas-Valais, résidait dans son château de Choëx. Il fit construire le château de Mont-Orge sur les terres de l'évêque. Celui-ci ne voulut souffrir cet empiétement, et prit les armes. Cependant, le

différent s'aplanit le 18 mai 1233, sur les bords de la Morge, où Aimon consentit à la destruction de ce château, et reconnut à l'évêque la propriété des châteaux de la Soie et de Chamoson. Le contrevenant à ce traité devait payer une amende de 21 livres mauricoises; Jacques de Grilly, chanoine de Sion, devait en faire l'application. Aimon se plaignait que des marchands lombards avaient été pillés en traversant le territoire de l'évêque, et entendait de protéger le commerce, pour augmenter ses revenus du péage de Villeneuve, où venaient aboutir les marchandises du Simplon, du Grand St-Bernard et de Genève.

Ambition des nobles de la Tour, et leur antipathie pour les évêques de Sion. — Nous avons vu que la famille de la Tour occupait de hautes charges dans le pays. L'intention des nobles de la Tour était certainement d'enlever tôt ou tard à l'évêché ses droits temporels pour s'en revêtir. Mais l'évêque et son chapitre prévinrent leur ambition et arrêterent avec eux par une transaction leurs droits respectifs sur la ville de Sion.

En punition de leur félonie, une partie de leurs biens fut confisquée, et ils durent donner au chapitre, en réparation du dommage, la somme de 1000 sols.

Les clauses de cette transaction portaient entre autres : que celui qui s'était fixé à Sion depuis un an et un jour, devait prendre de l'évêque une

terre en fief, lui prêter obéissance de préférence à tout autre seigneur ; qu'un feudataire opprimé pouvait recourir à l'évêque ; qu'en cas d'offense à celui-ci, après trois avertissements de comparaître à sa cour, il était contraint en lui faisant donner caution, au défaut de laquelle il pouvait confisquer son bétail, ses meubles, découvrir sa maison et même le faire saisir. L'évêque s'était aussi réservé un droit de dix livres de taille, payable à Pâques, sur ceux qui achetaient ou vendaient en ville, ainsi qu'un autre droit sur toute bête vendue hors des foires. La ville devait lui faire un don lorsqu'il allait à Rome et lorsqu'il faisait des acquisitions pour son église.

L'évêque devait avoir, moyennant caution, un crédit de 40 jours, le vidame 20, le major et chaque chanoine 15 ; que les meubles et les marchandises de celui qui mourait sans héritier, au 1^{er} ou 2^{me} degré, appartenaient à l'évêque. Que le noble n'était point châtié pour avoir frappé un vilain qui l'insulte ; que s'il était frappé à mort, l'évêque percevait une amende qu'il partageait avec ses officiers, le vidame, le sénéchal, le major, le sauthier. Enfin que pour un soufflet et un coup de poing, on payerait un ban de 60 sols, et si l'on avait employé un bâton ou un couteau, qu'il serait de 60 livres. Ces moyens de répression en usage dans ces temps-là, étaient dictés par la fiscalité.

Bozon, descendant des comtes de Granges, succéda à Landri et mourut en 1243, à son retour d'un pèlerinage en Terre Sainte.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Guerres de Pierre de Savoie en Valais (1243-1274). — Alliance du Valais avec Berne. — Nouvelles dissensions avec Pierre de Savoie. — Traité de septembre 1260. — Dernière bataille avec Pierre en 1266. — Destruction du château de Chamoson. — Mort du comte Pierre (1268). — Philippe son frère, son successeur.

Les terres du Bas-Valais étaient devenues, après la mort du prince Aimon, l'apanage de son frère Pierre, surnommé le petit Charlemagne. L'évêque Henri de Rarogne profita pour s'en emparer de l'absence de celui-ci, qui se trouvait retenu à la cour d'Angleterre par son oncle Henri III. A son retour, Pierre, de concert avec son frère Amédée IV, jurèrent sur leurs épées de se venger de l'ambition du prélat. Un plan de guerre fut arrêté. Leur armée divisée en deux colonnes, dont l'une, commandée par Amédée, devait entrer dans la vallée d'Aoste et le Valais, par la Tarentaise; et Pierre devait venir sur les frontières du Chablais avec l'autre. Eberard de Nidow, envoyé par Guillaume de Hollande, concurrent

de Frédéric II à l'empire, avec le titre de gouverneur, plutôt pour aider l'évêque du Valais dans sa conquête, appela à son aide les troupes du Haut-Valais, au nombre de trois mille. Elles occupèrent « un pas de roche sur le lac qu'on nomme le Bret, qui est un lieu très-fort et quasi impossible de forcer, quelque multitude qui y vienne, tant est étroit aisé à garder avec bien peu de gens. » Pierre voyant la difficulté de cette position, détacha une partie de ses troupes, auxquelles il fit contourner le mont de la vallée d'Abondance, et arriva par Monthey sur les derrières de l'armée valaisanne. Craignant d'être enveloppée, celle-ci se débanda sans qu'il fut possible à ses chefs de la rallier. Elle avait gagné la plaine de Port-Valais lorsqu'elle rencontra l'ennemi. Ce ne fut pas un combat, mais une boucherie. Le gouverneur, Jean d'Arberg son neveu, deux fils du sire d'Avenches et plusieurs nobles, furent tués. Le vainqueur s'avança dans la vallée sans obstacle, et tout le restant du pays tomba en son pouvoir. Ce fut au retour de cette campagne, que Pierre reçut de l'abbé Nanthelme un des anneaux de St-Maurice.

Alliance du Valais avec Berne. — La bourgeoisie de Berne avait pris de l'accroissement, l'évêque Henri prévoyant que son appui lui serait tôt ou tard d'un grand secours lui proposa un traité pour 10 ans, qui se conclut à Loèche le

17 juillet 1252, par lequel ils se garantissaient un appui mutuel. Tout différend devait se régler sur le mont Sanetsch, par l'arbitrage d'un tribunal mixte.

Nouvelles dissensions avec Pierre de Savoie. — L'accord entre Pierre de Savoie et l'évêque Henri ne fut pas de longue durée. Des griefs réciproques amenèrent une nouvelle collision. L'évêque se plaignait de violation de territoire, d'arrestations arbitraires, de pillages, incendies, assassinats, envers ses sujets, de la part de ceux d'Henri qui voyait cela sans les réprimer. Pierre, de son côté, réclamait le fief d'Hérémençe tombé en commise, parce que l'hommage requis n'avait pas été rendu en son temps; la restitution de diverses seigneuries, le comté de Mœrel, la moitié du château de la Soie bâti dans des pâturages communs et indivis, la démolition de la forteresse de Mont-Orge; et se plaignait aussi de dommages et vexations envers ses vassaux et ses sujets. En janvier 1260, Pierre fit une agression et vint faire le siège du château de Martigny, dont les murailles s'écroulèrent sous les efforts des mineurs. Le château leur fut remis, et plusieurs nobles qui refusaient à s'en reconnaître les vassaux, durent payer de fortes amendes, ce que l'on voit par les comptes de Pierre Does, receveur à Martigny pour le prince en 1260. Le château du Crest subit le même sort.

Traité de Septembre 1260. — Les parties belligérantes en vinrent à un arrangement. L'évêque, obligé de rembourser les frais de guerre, mais ne pouvant le faire, laissa en gage au comte Pierre les deux châteaux dont il s'était emparé, en y ajoutant celui de Chamoson ; puis survint le traité de septembre 1260, par lequel il fut convenu que voulant séparer totalement leurs intérêts, l'évêque renonçait à ses droits sur le Bas-Valais, et le comte aux siens sur le Haut, la Morge servant de ligne de délimitation.

Henri se vengea des nobles de la Tour, qui avaient pris parti pour Pierre de Savoie, il les priva de la vidamie de Sion, pour en faire l'apanage de sa famille. Quatre ans après les hostilités recommencèrent, le comte se trouvait en Flandre, l'évêque reprit le château de Martigny et détruisit celui de Brignon, bâti par le prince à l'entrée de la vallée de Nenda, plus tard résidence de ses majors.

Dernière bataille avec Pierre en 1266.
Destruction du château de Chamoson — Cette agression de l'évêque Henri eut pour conséquence une nouvelle et dernière bataille avec le prince en 1266. Les Valaisans furent battus, ils laissèrent entre ses mains des prisonniers qui furent transférés à Chillon. Le château de Chamoson fut démoli, opération qui dura neuf jours.

Mort du comte Pierre (1268). Philippe son frère, son successeur. — Pierre mourut en 1268. Philippe son frère, prince d'un caractère pacifique, lui succéda. Il signa un traité avec Henri à Martigny le 14 novembre de la même année, par lequel il rétablissait les choses à peu près dans l'état où elles étaient avant l'échange de 1260.

Rodolphe de Valpelline, successeur d'Henri de Rarogne (1271). — Il fit une ligue avec Pilippe le 7 octobre 1271, par laquelle ils se promettaient un secours réciproque dans les diocèses de Genève, Lausanne, Aoste, Sion, la Léventine et l'Ossola.

Cette époque de notre histoire nous apprend que pour rétablir le commerce qui s'était ralenti, par suite de ces guerres, Philippe et Rodolphe de Rarogne, vidame de Sion, envoyèrent à Milan et à Novarre le châtelain de Chillon et le juge du Chablais, pour donner aux négociants de ces villes les assurances nécessaires. L'abbaye de St-Maurice recevait (1261) de Louis IX roi de France, une épine de la couronne du Sauveur.

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : L'évêque Pierre d'Oron. — Alliance contre Rodolphe de Habsbourg. — Nouvelle frappe de monnaie Mauricoise, sa valeur. — Les nobles du Valais font les croisades de Louis IX. — Le féodalisme à son apogée en Valais par l'ambition des nobles et de l'évêque. — Boniface de Challand et Amédée V. — Insurrection des nobles contre l'évêque. — Organisation civile du Valais. — Martin de St-Joire premier bailli du Valais. — Les Guelphes et les Gibelins. — Politique de Boniface de Challand. — Nouvelle conjuration et cruelle punition. — Traité du 20 décembre 1301 avec la maison de Savoie. — Impôt extraordinaire. — Aimon de Châtillon, successeur de Boniface. — Guerre avec les seigneurs de l'Oberland. — Bataille de Loèche. — Le pré des larmes et des soupirs. — Mort d'Aimon de Châtillon. — Aimon IV de la Tour. — Emeute populaire. — Durée et fin de l'épiscopat d'Aimon IV.

Pierre 1^{er} d'Oron, famille distinguée du Canton de Vaud, lui succéda. Craignant l'esprit de conquête de Rodolphe de Habsbourg, né en Argovie dans le château de ses ancêtres, qui pensait rétablir le royaume de Bourgogne, pour placer Hartmann son fils; il contracta alliance offensive et défensive contre lui avec Frédéric, comte de Montfort, évêque de Coire, l'abbé de St-Gall et d'au-

tres nobles leurs adhérents. Il fit réparer ses châteaux, stationner des troupes à Mont-Orge, élever des fortifications à Sion, Ardon et Martigny, où il dépensa en réparations deux mille livres. Son trésor épuisé, il alla engager à Vevey, pour un nouvel emprunt, sa crosse et les ornements de sa chapelle. Mais tous ces préparatifs furent superflus : comme ses alliés, il fut mis au ban de l'état; 1500 marcs d'argent, payés à Rodolphe par l'évêque, calmèrent son irritation.

Nouvelle frappe de monnaie mauricoise, sa valeur. — Le siège de Sion était vacant par la mort de Pierre d'Oron. Philippe de Savoie avait fait une nouvelle frappe de monnaie provisoire, ce fut le chapitre qui lui donna, le 7 mai 1274, l'approbation requise pour la mettre en circulation dans les terres de l'évêché où elle avait cours. Cette monnaie s'appelait Mauricoise parce qu'elle portait l'empreinte de St-Maurice. La valeur du denier Mauricois était portée à 42 centimes de France. On ne frappait ni sols ni livres, c'étaient des monnaies idéales qui représentaient 12 ou 240 deniers. Le maître des monnaies à St-Maurice en 1278, était un nommé Moïse Millemère.

Les nobles du Valais font la croisade de Louis IX. — Les croisades en Orient, pour la conquête des lieux Saints, virent sous leurs drapeaux plusieurs nobles du Valais poussés par un saint élan. En 1217, Seguin, Guillaume, de

Grions, le seigneur d'Arbignon et puis Aimon de la Tour, Boson, major de Monthey et d'autres, prirent part à la septième et huitième croisade avec Louis IX.

Le féodalisme à son apogée en Valais par l'ambition des nobles et de l'évêque. — Le féodalisme faisait peser son régime de fer en Valais. Il n'y avait pas d'endroit qui ne fût sous la dépendance d'un seigneur laïque ou ecclésiastique. Ulrichen, Ernen, Mühlbach, Moerell, Naters, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Anniviers, Sion, Conthey, Saillon, Martigny, Saint-Brancher, Bagnes, Bex, Ollon, Aigle, Monthey, Vouvry, etc., avaient eu des vidames ou des majors. Tous ces châteaux que nous voyons en ruine dans notre pays étaient occupés par une noblesse ambitieuse et exigeante. Le peuple réduit à l'état de servage, souffrait beaucoup de sa rapacité. Leur autorité relevant de celle de l'évêque, ils jalousaient celle de ce dernier, qui craignait leurs empiétements ; aussi pour se ménager l'appui du peuple, l'évêque lui accordait de plus des libertés et des franchises.

Boniface de Challand et Amédée V. — Boniface de Challand des vicomtes d'Aoste, succéda en 1290 à Pierre d'Oron. Il emprunta 1200 livres tournoises d'Amédée V, pour payer les dettes contractées par son prédécesseur. Boniface reconnut à la Morge le 2 août 1293, tenir en

fief du comte, la régalie, le chemin public, le droit de chancellerie, le comté de Mœrell, et lui devoir 90 livres pour l'investiture, et le comte n'en payait à l'évêque que 25 pour l'hommage du château de Chillon et la châtelainie de Montreux.

Insurrection des nobles contre l'évêque. —

Les nobles de la Tour, de Rarogne, de Viège et de Mœrell, pendant la vacance du siège, s'étaient emparés de quelques fiefs et châteaux appartenants à l'évêché. De concert avec les vidames de Sion, de Naters, Jean Fontana seigneur d'Ayent⁴, les seigneurs du Simplon, formèrent une ligue pour enlever à l'évêque son pouvoir temporel sur le Valais. Une armée de 11,000 hommes, commandée par Pierre de la Tour, vint camper à Loèche (1294). Elle dut reculer devant la masse du peuple, fidèle et dévoué à la bannière de l'évêque. Ses chefs se réfugièrent dans le château du roc de Naters, qui dut céder aux béliers et autres machines de guerre employés par les assiégeants. Ils furent faits prisonniers et payèrent, les uns de leur tête et les autres de leurs biens, leur félonie envers leur évêque. La médiation des seigneurs de Weissembourg et de Strättlingen de Berne, amena cependant une pacification entre eux.

Organisation civile du Valais. Martin de

⁴ Ses biens furent confisqués.

St-Joire premier bailli du Valais. — Boniface de Challand organisa le Valais à l'instar des comtes de Savoie pour leurs provinces eltramontaines. Martin de St-Joire, seigneur du bourg St-Pierre, fut le premier institué bailli. Il tenait ses assises de dixain en dixain. L'évêque nommait les châtelains (gardiens des châteaux), dont le nom s'est perpétué jusqu'à nos jours, et qui rendaient la justice de première instance. Les vidames exerçaient les droits seigneuriaux. Les seigneuries confisquées furent remises à des nobles d'origine italienne, comme le Simplon aux Castellario, Viège et Naters aux comtes de Blandrate, Mœrell aux Botza, etc.

Les Guelphes et les Gibelins. Politique de Boniface de Challand. — Boniface appartenait à la faction des Gibelins, et les nobles du Valais à celle des Guelphes, partisans du pape. Il appréhendait que celui-ci ne vînt en aide aux premiers dans les défaites qu'ils venaient d'éprouver. Habile dans sa politique, il s'assure l'appui des communautés de Berne, de Soleure et de la vallée de Hasli, en leur promettant 100 livres mauricoises (12,595 fr.), pour fermer tout passage à ses ennemis. Il fait un traité de co-bourgeoisie pour dix ans avec Berne, contre les seigneurs de Weissenbourg, Wediswill, les Rarogne seigneurs de Mannenberg, tous du parti Guelphe.

Il restaure aussi le château de Tourbillon, placé sur une des éminences qui dominent Sion.

Nouvelle conjuration et cruelle punition. — Malgré la soumission de Pierre de la Tour, quelques conjurés, à qui le château relevé de ses ruines faisait ombrage, tentèrent par trahison de le livrer à l'ennemi. Une vingtaine de coupables furent exécutés. Le chevalier Anselme de Saxon fut décapité à Sion sur le grand pont, et ses propriétés furent confisquées, le 30 avril 1300, au profit de l'évêché et de la ville. Thomas de Rarogne compromis avec sa famille, fut dépouillé de ses biens et privé de la vidamie de Sion. Les Sédunois et leur évêque traquèrent ces malheureux jusque dans le bourg de Domo d'Ossola, où ils s'étaient réfugiés, et saccagèrent ce bourg, qui s'entoura ensuite de murs pour se prémunir à l'avenir contre toutes tentatives de ce genre.

Le traité du 20 décembre 1301 avec la maison de Savoie. Impôt extraordinaire. — Depuis la soumission des nobles, l'évêque Boniface eut aussi des démêlés avec la maison de Savoie, dont les détails nous manquent. Le château fort des Ruffini (famille qui passa plus tard en Savoie), situé près du pont de Riddes, fut détruit, et le traité du 20 décembre 1301, qui porte la remise mutuelle entre l'évêque et la maison de Savoie, d'incendies, ravages et meurtres, prouvent qu'il s'était passé d'horribles choses dans leurs

états respectifs. Rentré dans les bonnes grâces des comtes de Savoie, Boniface figure au nombre des conseillers d'Amédée. Une imposition générale vint, par décision capitulaire du 1^{er} mai 1315, frapper tout le pays pour couvrir les frais de la guerre, rebâtir les deux églises de Sion et aider à satisfaire aux dépenses de l'évêché.

Aimon de Châtillon, successeur de Boniface. — Aimon III de Châtillon, élu dès le mois de juillet 1308, succéda à Boniface de Challand. Le 16 décembre 1308, il se prêta à la Morge hommage réciproque avec Amédée V.

Guerre avec les seigneurs de l'Oberland. Bataille de Loèche. Le pré des larmes et des soupirs. Mort d'Aimon de Châtillon. — Le nouvel évêque Aimon eut à lutter contre les seigneurs de l'Oberland ainsi que contre les nobles du pays. Ceux de Frutigen envisagèrent comme une entrave à la liberté de communication, une tour élevée à Loèche par un nommé Bergmann. Voilà une cause de démêlés : ce dernier fut chassé. Mais les seigneurs de la Tour saisirent cette occasion pour une révolte contre l'évêque, et firent appel à leurs amis. Une armée de 40,000 hommes, selon quelques-uns de nos chroniqueurs, commandée par les seigneurs de Weissenbourg, Frutigen, de Wyl et de Wimmis, avec des troupes fournies par les comtes de Gruyères, de Kibourg et de Strasberg, passa la Gemmi en 1318,

traversa la vallée des Bains en ravageant tout, occupa le bourg de Loèche et vint camper dans la plaine de Tourtemagne. Les Valaisans, dont le courage et le dévouement à leur évêque ne faisait jamais défaut, joint à l'amour de leur liberté, volèrent aux armes et vinrent assiéger le camp de leurs ennemis. Ceux-ci furent enveloppés et pris sans qu'ils pussent se défendre. Ils furent impitoyablement massacrés. Les sanglots et les soupirs que poussaient ces malheureux, firent donner à la plaine où se passa cette sanglante scène, le nom de Pré des larmes et des soupirs; la petite chapelle qui se voit dans ce lieu fut élevée pour remercier le Dieu des armées qui donne la victoire à qui il lui plaît.

Depuis, l'on remarqua sous le siège d'Aimon, le passage par le Simplon d'un légat de Jean XXII, à qui l'on fit payer trois deniers mauricois pour droit de péage des quarante chevaux de son équipage et de sa suite, ce dont il se plaignit à son arrivée à Sion au chapitre qui promit de les lui rendre et de punir les coupables. Aimon mourut le 16 juillet 1323, et fut remplacé par Aimon IV, fils de Pierre, bailli de ce nom.

Aimon IV de la Tour. Emeute populaire.
— Pierre de la Tour, neveu du prélat, fut comme ses ancêtres l'implacable ennemi des évêques. Plus adroit que ses devanciers, il se ménagea l'amitié du peuple et le fit entrer dans ses intérêts,

proclamant hautement que le peuple avait des libertés à acquérir, que ses droits avaient été violés, qu'il fallait secouer le joug des évêques. Le but n'était que celui d'enlever à l'évêque son pouvoir temporel, et restituer au peuple sa souveraineté que les concessions des princes lui avaient enlevée. Aussi le 22 juin 1335, Pierre de la Tour et quelques autres seigneurs, au nom de leurs juridictionnaires, levèrent l'étendard de l'insurrection à la tête de toutes les communes du Valais épiscopal. On y voyait des députés de Martigny, Ardon, Chamoson, Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue, Mœrell. Aimon s'était fortifié dans [Tourbillon]. Ils lui demandèrent la révocation de certains édits, procès, etc., relatifs aux notaires et à l'exercice de leurs fonctions. La prudence d'Aimon lui conseilla d'accéder à leurs demandes, et tout rentra dans le calme.

Durée et fin de l'épiscopat d'Aimon IV. — Avant la fin de son règne, Aimon faillit avoir une difficulté avec le comte de Savoie et la ville de Sion, au sujet des 10 livres qu'elle devait annuellement à l'évêque, pour la garde du château de Mont-Orge, mais cela n'eut pas de suites. Aimon décéda le 24 avril 1338. Son épiscopat avait duré 14 ans. Il eut pour successeur Philippe I^{er} de Gastons, transféré en 1342 à l'évêché de Nice. Le 22 juin 1339, les Valaisans assistèrent à la bataille de Laupen.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Nomination des évêques et leur cérémonial. — Épiscopat de Guichard de Tavelli, — Qualification de comte et préfet du Valais. — Peste horrible. — L'excommunication et ses suites. — Félonie de Guichard et intervention du comte Verd, Amédée VI de Savoie. — Insurrection et ses malheureuses suites. — Charles IV, Burchard Münch et les dixains supérieurs. — Pierre d'Arberg. — Nouvelle guerre et traité du 9 octobre 1360. — Résistance de Conches et Mœrell. — Des démêlés de Guichard avec les nobles Jean et Antoine de la Tour. — Leurs griefs réciproques. — Sentence arbitrale du comte Amédée de Savoie. — Usage des armes à feu en Valais. — Fin tragique de Guichard de Tavelli et émigration des de la Tour. — Combat d'Arbaz entre son beau-frère Thuring et les Sédunois. — Le château de la Majorie.

Le Saint-Siège nommait directement l'évêque. Le Conseil général du pays s'assemblait pour le recevoir et lui faire promettre le maintien et l'observance des franchises. Il prêtait le serment sur les saints Évangiles et les reliques de Valère. Il en faisait de même au chapitre pour ses immunités. De là, reconnu seigneur du pays au temporel et au spirituel, on lui jurait fidélité, obéissance. La cérémonie avait lieu à Sion au pré de

la Planta, d'où il était reconduit processionnellement dans sa cathédrale. Le clergé lui devait à l'occasion de son avènement un don sous le nom de joyeux avènement. A cette époque, il était seigneur de Sion, dont il confirmait les franchises, et juge de tous les délits civils et criminels. L'administration supérieure du pays se partageait entre lui, le chapitre et les nobles. Il n'était obligé de consulter le conseil général que pour les affaires d'un intérêt majeur.

Episcopat de Guichard de Tavelli. — Guichard de Tavelli, fils du premier syndic de Genève, fut élu évêque de Sion le 14 septembre 1342. De bien fâcheux événements se passèrent sous son épiscopat. Sa famille possédait toute la confiance des comtes de Savoie; lui-même fut un des exécuteurs testamentaires du comte Aimon en 1343, et conseiller de tutelle d'Amédée VI, qui en 1360 le nomma son chancelier.

Qualification de comte et préfet du Valais. — Guichard fut le premier évêque qui se qualifia de comte et préfet du Valais. Il eut un différend avec la ville de Sion, qui s'aplanit par le traité du 22 mai 1344, où les deux partis se pardonnent réciproquement pillages et incendies; et il en eut un autre avec le chapitre au sujet de la succession d'un chanoine, dont il s'était emparé, et que la mense capitulaire réclamait. Il formait aussi des prétentions sur le château de Valère,

dont l'omnimode juridiction appartenait au chapitre. Les de la Tour et leurs partisans lui suscitèrent une nouvelle anarchie. Son autorité était méconnue; ses vassaux et ses sujets attaquèrent en sa présence les gens de sa suite, dont quelques-uns furent blessés mortellement; ses terres ses châteaux, furent pillés, incendiés, et d'autres grands désordres eurent lieu, sans qu'il pût les réprimer.

Peste horrible. L'excommunication et ses suites. — Outre la guerre civile entre l'évêque et ses sujets, un plus grand fléau vint augmenter les maux du pays. D'avril en août 1349, la peste fit des ravages affreux; on l'appela *extra-mors*, à cause du grand nombre de ses victimes, et de là ce proverbe : *de cent ne reste que neuf*. Le mandement de Monthey perdit la moitié de sa population. Le bourg vit s'éteindre 85 feux. Trois-Torrents 141, Choëx et Outrevièze 95, Colombey-Muraz 45. St-Maurice fut réduit à 23 familles. Elle était plus meurtrière dans les montagnes que dans la plaine. Des lazarets ou maladreries étaient élevés, éloignés des habitations, pour recevoir ceux qui étaient atteints d'une maladie contagieuse.

La seule arme qui restait à Guichard, c'était l'excommunication; il l'obtient du Saint-Siège. Par lettre d'Avignon du 7 janvier 1352, le cardinal de St-Rufine et Guy, évêque de Porto, or-

donna aux archevêques et évêques de Tarentaise, d'Aoste, de Lausanne, de Genève, de Maurienne et de Belley, d'anathématiser les principaux coupables et leurs adhérents, d'employer les voies les plus propres pour réparer le mal et l'arrêter. Cette sentence fut fulminée dans toutes les églises du diocèse, et dans celle de Valère, le jour de St-Grégoire, mais elle ne produisit aucun effet. Les nobles anathématisés étaient : Pierre de la Tour, Henri de Blonay, Jean et Pierre de Rarogne, Pierre comte de Gruyères, les seigneurs de Bellegarde, de Blanc-Châtel, le châtelain de Grassbourg, etc.

Félonie de Guichard et intervention du comte Verd, Amédée VI de Savoie. — Guichard voyant l'impuissance des foudres ecclésiastiques, recourut à l'intervention du comte Verd, Amédée VI de Savoie. Celui-ci profita de l'occasion pour agrandir ses états. Il arrive en Valais à la tête d'une armée. Sion lui fait une soumission complète. Les syndics lui prêtent serment et reçoivent le chevalier Humbert de Corgeron pour bailli, auquel ils s'engagent de payer annuellement par feu un denier gros tournois d'argent, et en outre 2000 florins d'or d'introge. Cette honteuse capitulation fut signée le 25 avril 1352 par 14 citoyens et par plus de 240 autres le lendemain. Les jeunes gens devaient jurer l'observation de ce traité à l'âge de 14 ans, et chaque

habitant de la ville dans la huitaine dès sa réception.

Insurrection et ses malheureuses suites. —

Cette humiliation ne tarda pas à surexciter les citoyens, qui l'automne suivant prennent les armes. Amédée réunit ses troupes à St-Maurice et en donne le commandement au seigneur de Grandson. Il arrive près de Sion et assaillit si vigoureusement les patriotes postés sur les hauteurs, qu'il les met en déroute et fait trancher la tête à leur chef. Il marche sur la ville et en fait l'assaut de trois côtés à la fois. Le corps de ceux d'Aoste et du châtelain opèrent d'un côté, celui des Bourguignons, des Allemands et des communes de Vaud de l'autre; enfin le comte, celui de Genève avec la noblesse savoisiennne, se réservèrent la partie la mieux fortifiée. Avant l'attaque, le comte demanda au seigneur Guillaume de la Baume, d'être fait chevalier de par St-Georges (200 nobles obtinrent la même faveur). Des deux côtés l'on se battit à outrance dès devant le jour jusqu'à la basse nonne. Les assiégés cédèrent et la ville fut pillée et incendiée. La Majorie de Valère, les châteaux de Tourbillon, de Mont-Orge et d'Ayent ne tardèrent pas à se rendre. Un traité fut conclu par lequel les Valaisans devaient fournir au comte, pendant six semaines, chaque année 300 hommes armés faisant la guerre dans et hors des ses états, et plus longtemps s'il le fallait; ils touchaient

la solde accoutumée dans le comté de Savoie, le tribut par feu était réduit à un demi denier tournois ; 28,000 florins devaient couvrir les frais de guerre et délivrer les prisonniers, et les communes livrèrent 60 ôtages en garantie de ce traité. Loèche et Sion souscrivirent aussi à ces conditions.

Charles IV, Burchard Münch et les dixains supérieurs. Pierre d'Arberg. — Rarogne, Viège, Naters, auxquels se joignit Loèche, voyant leur indépendance menacée d'une ruine complète, recoururent à la protection de l'empereur Charles IV, et lui envoient des députés à son camp de Regensberg près Zurich. Il reçoit leur serment de fidélité, et leur envoie pour les gouverner Burchard Münch, noble bâlois, sous le titre de capitaine général du Valais. Son diplôme du 31 août 1354, traite l'évêque de félon et le comte d'usurpateur, pour n'avoir pas demandé à l'empereur l'investiture de leurs comtés. Pierre d'Arberg remplaça Münch. Les Valaisans lui payaient la capitation, soit le denier souverain en retour de la protection de son maître.

Nouvelle guerre et traité du 9 octobre 1360. Résistance de Conches et Mœrell. — Six ans après, les Haut-Valaisans tentèrent une agression contre le comte de Savoie, et vinrent assiéger Tourbillon. Le comte vint à la tête de ses troupes au secours de ce château, et cette guerre se termina par le traité du 9 octobre 1360, par lequel

le comte se désista de toutes ses prétentions sur le territoire épiscopal et rentra dans ses limites ; 13,000 florins furent mis pour condition en faveur du prince pour frais de guerre. Conches et Mœrell refusèrent leur part des frais. Guichard voulut les y contraindre par la force, mais fait prisonnier avec les siens près de Naters et conduit à Ernen, il fut obligé de signer le 15 janvier 1362 une capitulation dont on ne connaît pas la teneur.

Des démêlés de Guichard avec les nobles Jean et Antoine de la Tour. Leurs griefs réciproques. Sentence arbitrale du comte Amédée de Savoie. Usage des armes à feu en Valais. — Un nouveau conflit éclata entre Guichard et les de la Tour ; il y eut une reprise d'armes dont les détails nous sont donnés par la sentence qui la termina. Ce fut à cette occasion, 20 avril 1366, que l'on fit usage des armes à feu, dont on se servit pour tirer depuis l'église de Valère.

Le comte Amédée était rentré dans les bonnes grâces de l'empereur. Par lettres-patentes datées de Chambéry du 12 mai 1365, celui-ci lui conférait le vicariat de l'empire, c'est-à-dire le droit d'accorder l'investiture des fiefs impériaux, et d'y exercer l'autorité souveraine en son nom dans les diocèses de Sion, Genève, Lausanne, Aoste, etc. Les évêques de Lausanne et de Genève ob-

tinrent la révocation de ce décret impérial, mais Guichard ne fit aucune démarche à ce sujet, il se hâta de reconnaître Amédée et de soumettre à son arbitrage ses démêlés avec les de la Tour. La sentence qu'il porta le 27 octobre 1368, fait ressortir les nombreux griefs qui les divisaient. L'évêque prétendait à la commise de quelques-uns de ses fiefs. Une reprise d'armes amena la mort, par les patriotes, d'Isabelle comtesse de Blandrate et de son fils Antoine, au pont du Rhône près de Naters. Au bas Châtillon le château et 30 maisons, dans la vallée de Loetsch 1012 maisons ou granges, à Conthey 30 maisons, avaient été la proie des flammes. Les vignes de Zeudra vendangées, quatre vassaux prisonniers et plusieurs meurtres commis, tels étaient les griefs des frères de la Tour. Ils demandaient une somme de 300 florins; Guichard fut condamné à la quinzième partie de cette somme et à ériger un tombeau à ses frais à la dame Isabelle et à son fils.

Fin tragique de Guichard de Tavelli et émigration des de la Tour. Combat d'Arbaz entre son beau-frère Thuring et les Sédunois.

— Antoine était un des plus puissants seigneurs de la Suisse occidentale. Altier et riche, il couvait dans son cœur une noire vengeance contre l'évêque Guichard qui avait si habilement déjoué ses projets. — Quoique petit-neveu de celui-ci, ni la voix du sang, ni la dignité que revêtait Guichard,

ne pouvaient le retenir dans son irritation contre lui. Il soudoie ses agents qui le précipitent du château de la Soie avec son chapelain, le 8 août 1375, par les fenêtres qui donnent sur le village de Chandolin. Ce crime souleva d'indignation tous ses juridictionnaires qui lui portaient beaucoup d'attachement. Les dixains de Conches, Brigue, Loèche, Sierre et Sion, prirent les armes. Antoine de la Tour appela à son secours les nobles, ses clients et ses alliés. Les deux armées se rencontrèrent à St-Léonard, mais les partisans d'Antoine succombèrent, et lui-même, avec sa famille, fut banni du Valais et alla terminer ses jours à la cour de Savoie, où il vint à bout de rentrer en grâce. Ses châteaux furent détruits et Thuring, baron de Brandis dans l'Emmenthal (Berne), son beau-frère, crut tenter un coup de main pour le relever, passa le mont Rawyl avec une armée, mais il fut battu à Arbaz par les Sédunois, et eut la tête tranchée. Ceci date de 1376.

Le château de la Majorie. — Le château de la Majorie fut acquis par l'évêque Guichard, de Barthélemy de Gresiac major de Sion et co-seigneur de Bex, pour le prix de 500 florins, le 15 janvier 1373. Il fut jusqu'en 1788 la résidence des évêques. Une de ses salles servait pour la réunion du conseil général des députés des dixains.

Ainsi finit la carrière orageuse de Guichard de Tavelli, qui ne fut qu'une source de calamités pour le peuple et lui.

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : Suite des insurrections contre les évêques (1376-1400). — L'évêque Edouard de Savoie et l'émigration de la famille de la Tour. — Acquisition de l'évêque Édouard (9 juillet 1376). — Disgrâce d'Edouard; son expulsion. — Mort d'Amédée VI. — Amédée VII appelé le comte rouge. — Guerre formidable. — Édouard passe son exil à la cour de Chambéry. — Coalition du comte rouge avec ses alliés contre les Valaisans. — Prise et incendie de Sion. — Capitulation du 21 août 1384. — Bel exemple de dévouement des chanoines de Sion. — Départ de l'évêque Édouard. — Le schisme. — Deux évêques en Valais. — Hostilité de Rodolphe comte de Gruyères avec les Hauts-Valaisans, — Traité du 24 novembre 1392, entre les Valaisans et Bone de Bourbon. — Querelle entre les habitants de Frutigen et les Valaisans.

De nouvelles insurrections eurent lieu contre les évêques. Édouard prince de Savoie, évêque de Belley, transféra avec l'adhésion des Valaisans, son siège à Sion. La famille de la Tour se voyant l'objet des persécutions du comte Amédée, se décida à s'expatrier définitivement, et vendit à Amédée VI, en 1376, toutes ses prétentions au diocèse de Sion, et employa ces fonds à l'acquisition des seigneuries d'Illens et d'Arconciel dont les châteaux situés en face l'un de l'autre sur

les bords de la Sarine, furent détruits dans la guerre de Bourgogne.

Acquisition de l'évêque Édouard (*9 juillet 1376*). — L'évêque Édouard acheta du comte son cousin la vallée de Loetsch avec son château et tous les fiefs des de la Tour au-dessus de la Morge pour le prix de 46,000 florins d'or, et pour assurance de cette acquisition, il s'obligea de mettre entre les mains du comte ses châteaux de Martigny, de la Soie et de Mont-Orge jusqu'à plein paiement.

Disgrâce d'Edouard; son expulsion. Mort d'Amédée VI. — Cette acquisition, favorable à la maison de Savoie, indisposa les Haut-Valaisans contre l'évêque Édouard; ils prirent les armes et le chassèrent une seconde fois, n'ayant plus pour appui le comte Amédée VI, mort de la peste, qui avait déjà comprimé une première insurrection. L'étendard de Milan fut arboré sur la Majorie, Tourbillon et Valère, et ils s'emparèrent des possessions de la maison de Savoie et entrèrent même dans le Chablais.

Amédée VII, appelé le comte rouge. Guerre formidable. Edouard passe son exil à la cour de Chambéry. — Amédée VII, appelé le comte rouge, prince belliqueux, jura de venger l'affront fait à son parent par les Valaisans. Jean du Vernay, maréchal de Savoie, et le sei-

gneur de la Tour, furent chargés de venir soumettre avec cent hommes d'élite, les châteaux d'Ardon et de Chamoson, dont les garnisons faisaient quelques sorties pour s'approvisionner. Moitié de ces hommes fut postée au pont de Riddes et l'autre à Conthey. Cette troupe, de force insuffisante, nécessita l'aide de 500 fantassins avec de l'artillerie légère, qui ayant à leur tête François de Pont-Verre et quelques gentilshommes de la Savoie, passèrent de Bex aux Diablerets et vinrent, de concert avec du Vernay et de la Tour, assiéger ces deux forteresses qui ne tardèrent pas à se rendre; suivant la chronique il y eut beaucoup de sang versé, puisque « nulz d'Ardon ne demoura qui ne fust mort ou pris ».

Coalition du Comte rouge avec ses alliés contre les Valaisans. Prise et incendie de Sion. Capitulation du 21 août 1384. Bel exemple de dévouement des chanoines de Sion. — Le Comte rouge se coalisa avec ses alliés, les seigneurs de la Haute-Bourgogne, de Vaud, de la Bresse, du Dauphiné et du Piémont pour faire subir aux Valaisans tout le poids de sa vengeance. On vit accourir sur le mont St-Bernard Amédée et Louis de Savoie, prince de Morée, neveu de l'évêque, suivis d'une nombreuse armée de Piémontais. Jean d'Anelot avec sa milice bourguignonne, Henri de Montbelliard avec ses guerriers d'Échallens et d'Orbe, Humbert de Col-

lombier avec ses communautés de Vaud, contentes de se venger de l'équipée que les Haut-Valaisans avaient faite sur Payerne onze ans auparavant ; le comte Rodolphe de Gruyères et Raoul son fils, Guillaume de Grandson et d'Aubonne, Nicod de Blonay, Nicod, seigneur de la Sarraz. La ville de Berne fournit aussi mille hommes d'armes couverts de fer, et Fribourg cinquants. Le roi de France, les ducs de Berry et de Bourbon envoyaient aussi 1600 auxiliaires, commandés par le maréchal d'Auxerre. Que pouvaient faire les Valaisans en présence de cette masse d'hommes recrutés adroitement par la haine implacable du Comte rouge ? La force moins que la ruse triompha de la valeur. Arrivés sous les murs de Sion, ils firent le siège de cette cité qui se défendit à outrance, de laquelle les femmes même se signalèrent par leur dévouement, jetant sur les assiégeants « multitude d'eau bouillant et fagotz expris et embrasés de feu, chaux vive, cendre et pouldres. » Cependant ils n'en eurent la victoire qu'à un stratagème. Le combat dura depuis le matin jusqu'au soir. On allait faire sonner la retraite quand le bailli de Vaud, Humbert de Collombier, craignant le découragement, monta sa mule et piquant des deux éperons, se dirigea vers les Vaudois et les sergents de Berne et de Fribourg, criant d'une voix de stentor, que les Bourguignons ont pénétré dans la ville et que s'ils

ne se hâtaient, ils n'auraient aucune part au butin; la cupidité les entraîna, et les assiégés entendant le même cri, ne sachant ce qui se passait hors de leurs positions, y ajoutèrent foi et se retirèrent vers le château de la Majorie; mais malgré ses efforts vraiment héroïques, la ville tomba au pouvoir de ses ennemis, et après le pillage tout devint la proie des flammes « n'y demorait toit ne maison que tout ne fust ars et brulé. » Les fortifications et le château d'Ayent furent rasés. L'élite des troupes Haut-Valaisannes avait couru vers Gandeck au fond de la vallée de Loetsch, pour arrêter les mille Bernois, mais ce fut en vain; ils apprirent que l'ennemi avait forcé la ville de Sion de venir signer dans son camp la capitulation le 21 août 1384. Les conditions posées, étaient : 1° Que les châteaux de Tourbillon, de la Soie et de la Majorie seraient incessamment remis à l'évêque, qui se trouvait dans le camp et qui avait assisté au drame lugubre qui venait de se passer dans le chef-lieu de son siège; 2° que pour indemniser le comte des dommages que lui causait la ruine du château de Châtillon, l'évêque lui céda à perpétuité les mandements de Martigny, d'Ardon, de Chamoson et tout ce que la mense épiscopale possédait depuis la Morge en bas. 3° Que pour les pertes causées à Hérémence, Nenda, Conthey, Saillon et ailleurs, il serait payé au comte 45,000 florins en deux termes, à la

St-André et à Pâques. 4^o Que si les dixains supérieurs à Loèche se refusaient de contribuer au paiement de cette somme, les inférieurs seraient tenus au tiers et feraient la guerre aux récalcitrants conjointement avec l'évêque, pour les contraindre aux deux tiers. La paix fut traitée par l'organe de Guillaume Guidon, chanoine-chantre, les patriotes présents ratifièrent ces conditions, cinq citoyens des dixains supérieurs se constituèrent en ôtages jusqu'au plein paiement, et pour majeure assurance, les chanoines s'engagèrent à payer la portion de la somme que ne solderaient pas les dixains allemands. Bel exemple de dévouement de leur part, qui contraste hautement avec la conduite de leur évêque, qui, pour des intérêts de famille, venait de faire subir au peuple valaisan tous les maux d'une guerre déplorable!.....

Départ de l'évêque Edouard. — Toute réconciliation avec ses ouailles étant impossible, Edouard alla le 19 mars 1386 remplacer sur le siège de Tarentaise un archevêque assassiné dans son château avec toute sa maison.

Le schisme. Deux évêques en Valais. — Durant le grand schisme, Avignon et Rome pourvoyaient chacune de leur côté le diocèse de Sion. Le Haut-Valais adhérait à Rome et avait élu pour évêque, Girard de Tavelli, Henri de Blanches de

Vellate, Guillaume de Rarogne dit le Bon, tandis que dans le Bas-Valais, Guillaume de la Baume, Hmbert de Billens recevaient leur confirmation de Clément VII et de Benoit XIII. Cet état de choses dura jusqu'en 1444, que sous Jean XXIII le Valais n'eut qu'un seul évêque, Guillaume II de Rarogne.

Hostilités de Rodolphe, comte de Gruyères avec les Haut-Valaisans. — Humbert de Billens, sujet de la Savoie, adhérent à Clément VII, était vu de mauvais œil par les Haut-Valaisans, attachés à Urbain VI. Les hostilités recommencèrent. Rodolphe comte de Gruyères, bailli du pays pour l'évêque son neveu, occupait les châteaux de la Soie, de Mont-Orge, de Tourbillon et de la Majorie, et avait déjà eu des rencontres avec les Haut-Valaisans, il envahit le territoire soulevé avec un nombreux corps de troupes et poussa jusqu'à Viège. A peine y avait-il établi son camp qu'il s'y vit attaqué. Les gens du pays mirent le feu aux granges où dormaient ses soldats, et fondirent sur eux à l'improviste, 4000 cadavres jonchèrent le champ de bataille; 400 hommes du Gessenay eurent grand'peine à sauver le comte. Cela se passa le 20 décembre 1388. On voyait encore au commencement du 17^{me} siècle dans l'église de Gliss quelques drapeaux enlevés dans cette journée. Force lui fut de bat-

tre en retraite sur Sierre, il fit en passant abattre le pont de la Dalla. Voyant sa faiblesse il recourut à l'appui du Comte rouge. Celui-ci entra en Valais avec une armée, au commencement du printemps et vint occuper Sarquène, ne voulant pas tenter le passage de Finges occupé par les dixains supérieurs. C'est dans ce camp que Sion et Sierre vinrent lui renouveler leur soumission en lui promettant main forte contre les récalcitrants. Loèche craignant pour son bourg, vint se rendre. Le château de Beauregard, situé à l'entrée de la vallée d'Anniviers, seigneurie de Rarogne, fut pris, et cette vallée occupée en éprouva beaucoup de dommages. La résistance de ces Valléicoles fut inutile. Il s'y fit du carnage puisque le comte parcourait la vallée ayant « ex poings une hache, fit de paisans si grand chapple que Valoysiens uoyant que Pierre vers eulx ne venoit » ils prirent tous la fuite. Deux enfants de Pierre de Rarogne furent faits prisonniers et payèrent de leurs têtes la cause de leur père. Les dixains supérieurs se soumirent, les troupes de Savoie emmenèrent prisonniers Aimon Ab-Vilère, major de Conches, capitaine général de l'armée des patriotes, et Jean Under Lowinen, son lieutenant. Une assemblée des dixains de Conches, Viège et Rarogne, se réunit à Brigue les 19 et 20 avril 1389, pour s'occuper de leur délivrance. On paya la rançon exigée de 90 livres mauricoises. Cette somme fut

réalisée par la vente des dîmes d'Antoine de la Tour échues en partage aux communautés présentes à la réunion.

Traité du 24 novembre 1392 entre les Valaisans et Bone de Bourbon. — A la suite de toutes ces hostilités, survint le traité du 24 novembre 1392, passé à Sion entre Bone de Bourbon, aïeule et régente des États de Savoie pendant la minorité d'Amédée VIII, ratifié par 27 députés de Conches, Brigue, Viège et Moerell, et 132 de Loèche, Sierre et Sion. Ces derniers s'engagèrent de payer 25,000 florins pour frais de guerre et donnèrent pour assurance les châteaux de Tourbillon, Mont-Orge et de la Majorie remis à la garde d'Yblet de Challand, seigneur de Mont-Jovet jusqu'à plein paiement. Amédée VIII, devenu majeur, confirma ce traité le 11 décembre 1399.

Querelle entre les habitants de Frutigen et les Valaisans. — Des querelles avaient surgi entre les habitants de Frutigen et les Valaisans, par suite de dommages causés par ces derniers sur les terrains des premiers. Pour aplanir ces différends, une conférence fut ouverte à Lucerne le 18 mai 1391. Les députés de Berne, Rodolphe et Guichard de Rarogne, s'y trouvèrent, et ces différends furent arbitrés par les cantons d'Uri, Schwitz et Unterwald qui condamnèrent les Va-

laisans à 3000 florins d'indemnité et décidèrent qu'en cas de différends entre le Hasli, Frutigen, le Simmenthal, la déclaration de guerre faite par lettres scellées du sceau de l'État et non par des hérauts, devait être suivie de deux mois de trêve.

CHAPITRE XI.

SOMMAIRE : Episcopat de Guillaume II de Rarogne, surnommé le Jeune. — Le capitaine général Guichard de Rarogne, — Qu'était-ce que la Matze ou massue. — L'exil de la famille de Rarogne. — Assemblée populaire de la Planta du 4 mai 1416. — Le guet-apens et l'attentat coupable de Jean de Cervent. — Prise de l'Ossola par les Waldstetten. — Violation de la parole donnée par le conseil de Loèche. — Vengeance d'Amédée VIII. — Incendie de Sion (1417) et autres désastres. — Alliance du 15 décembre 1416 entre le dixain de Conches, Unterwald, Uri et Lucerne. — Conquête de l'Ossola. — Adhésion des dixains de Brigue et de Viège à la même alliance. — Siège du château de la Soie. — Intervention diplomatique des confédérés. — Destruction du château de la Soie. — Départ de l'évêque et de la famille de Rarogne et dernière ruine des Rarogne. — L'autorité temporelle et spirituelle de l'évêque méconnue. — Disposition de l'évêque Guillaume. — Excommunication des Haut-Valaisans par le concile de Constance. — Acte de pillage du baron Guichard. — Nouvelles diètes convoquées au sujet de la famille de Rarogne. — Guichard entre en Valais. — Pillage et incendie. — Arbitrage de l'affaire de Rarogne. — Bataille d'Ulrichen (29 septembre 1419) — L'intrépide Thomas In-der-Bündt. — Une singulière ruse. — L'arrêté de Zurich. — Conférence à Zug le 20 décembre. — La trêve de 20 jours. — La médiation et solution de l'affaire de Rarogne. — Réaction contre l'évêque administrateur. — Nouvelle excommunication. Mort de l'évêque Guillaume. — Convention entre l'évêque de Gualdo et les patriotes.

(1400-1437)

Guillaume II, appelé le Jeune, à cause de son âge peu avancé lorsqu'il fut revêtu de la dignité

d'évêque, était fils de Guillaume, seigneur d'Anniviers. Son épiscopat est fécond en événements. L'opulence de la famille de Rarogne et le partage des biens des nobles de la Tour, donna lieu à bien des démêlés. Les communes voulaient garder ces biens comme prix du sang que leurs populations avaient répandu, et l'évêque y prétendait aussi comme seigneur suzerain. Mais ce dernier fut obligé de donner la main à ces concessions légitimes.

Le capitaine général Guichard de Rarogne.

— La famille de Rarogne comptait parmi ses membres un puissant seigneur qui était Guichard de Rarogne, oncle de l'évêque. Investi du grade de capitaine général, il jouissait de grandes richesses et d'un grand crédit. Fier et hautain, des propos hostiles qu'il avait tenus contre les Suisses lors de leur conquête de l'Ossola, en disant : « Que pas un d'entre eux n'aurait échappé s'il les eût combattus », lui avaient attiré l'animadversion de ceux-ci, et particulièrement des habitants d'Uri et d'Unterwald, animadversion qui mit à son comble celle des Valaisans contre lui, pour avoir déjà facilité à Chevron, général des Savoyens, la prise de l'Ossola en lui livrant passage par le Valais en 1440. Le traité que Guichard avait fait avec la Savoie n'indisposa pas moins les Valaisans contre lui. Il paraît aussi que le peuple était traité durement par ce chef. Une réaction ne

tarda pas à éclater. Brigue en fut le foyer. Le désarmement qui s'y fit, accompagné de mauvais traitements de quelques soldats savoisiens, venant de l'Ossola, en fut le prélude.

Qu'était-ce que la Matze ou massue? L'exil de la famille de Rarogne. — C'était une espèce d'Ostracisme connu sous le nom de Matze. Un jeune bouleau arraché de son tronc, sculpté avec la forme d'une tête humaine, représentait allégoriquement et la volonté du peuple, et la misère en butte à l'oppression. Placé sur la grande route, chacun de ceux qui voulaient contribuer à la délivrance commune enfonçait un clou dans la tige du bouleau pour indiquer sa résolution. On l'interrogeait sur les motifs de sa plainte. On lui demanda enfin : Sont-ce les Rarogne? elle s'inclina alors en signe d'affirmation. Les assistants levèrent en même temps la main au ciel sur ce pronunciamiento qui était censé l'expression générale. Le peuple se souleva contre l'évêque, les Rarogne et leurs partisans. Châteaux et manoirs sont occupés. Meubles et provisions sont distribués. Guichard s'était réfugié à Fribourg, d'où il fit passer aux Valaisans la démission de ses charges, pour apaiser leur vengeance.

Il rentra en Valais par l'intervention d'Amédée VIII, duquel il implora le secours en s'adressant à lui à St-Maurice, où il se trouvait le 18 septembre 1415. Amédée de Challand, bailli du Cha-

blais, fut dépêché avec des forces suffisantes et vint prendre possession des châteaux de la Majorie, de Tourbillon et de Mont-Orge, et y plaça des garnisons. Le baron de Rarogne de son côté rassembla ses forces et se renferma avec sa femme, Marguerite de Rœzuns, sœur du comte de Toggenbourg, l'évêque, les enfants et les vieillards de sa maison dans le château de la Soie. Une forte garnison lui gardait celui de Beauregard, mais la disette la força de se rendre (1415), et ce château, surnommé l'imprenable, devint la proie des flammes.

Assemblée populaire à la Planta du 4 mai 1416. Le guet-apens et l'attentat coupable de Jean de Cervent. — Les communautés étaient réunies à la Planta pour délibérer sur leurs intérêts. Un de leurs ennemis, Jean de Cervent, gentilhomme de Conthey, vint en véritable sbire, fondre sur l'assemblée à main armée, en faisant beaucoup de victimes, et s'empara des chevaux qui s'y trouvaient. Le sauf-conduit délivré par l'évêque et Guichard à cette occasion, porterait plutôt à croire à un guet-apens préparé avec beaucoup d'astuce de la part de ceux-ci.

Prise de l'Ossola par les Waldstetten. Violation de la parole donnée par le conseil de Loèche. — Apprenant une invasion de l'Ossola par les Waldstetten, le prince de Savoie se hâta d'y envoyer des troupes accompagnées de Pierre

Garetti son secrétaire, lesquelles traversèrent le Valais en Juin. Elles stationnèrent au château de Granges du noble Edouard Cavelli, pendant que leurs chefs se rendaient auprès du Major de Loèche pour lui notifier leur destination. Le conseil consulté, il fut adhéré à leur demande avec toute assurance. Les troupes se rendirent dans ce bourg le même jour. Les autres dixains en avaient reçu avis, et peu confiants dans les Savoisiens, avec lesquels ils avaient eu si souvent des difficultés, leur soupçonnèrent des intentions adverses. Des détachements de gens armés arrivèrent et vinrent les déclarer prisonniers. Ils furent transférés ignominieusement au château du Roc à Naters, liés deux à deux, la plupart sans chaussure, sans habits et sans coiffure, et ce ne fut qu'après avoir été sept mois détenus dupes de la parole donnée, ils n'en sortirent qu'avec une rançon de 1443 écus d'or.

Vengeance d'Amédée VIII. Incendie de Sion (1417) et autres désastres. — Amédée nommé duc par l'empereur Sigismond, ne tarda pas à se venger d'un tel affront. Des troupes, venues de la Roche et de Chambéry, pillèrent et incendièrent Sion. Hugonin, vice-châtelain de Conthey envahit la vallée d'Hérens, mit le feu à plusieurs villages, emmena du bétail et commit nombre d'autres excès. Les pertes causées dans

ces diverses localités sont portées à 50,000 ducats d'or de Venise, et le sac de Sion à 100,000.

Alliance du 15 décembre 1416 entre le dixain de Conches, Unterwald, Uri et Lucerne. Conquête de l'Ossola. — L'envie de Guichard de Rarogne de rentrer en Valais amena cette alliance. Il avait vivement engagé les Bernois à s'intéresser à son malheureux sort. Le dixain de Conches le premier pressentit cela, et voulut prévenir toute attaque de leur part. Il conclut une alliance perpétuelle avec les Waldstetten, par laquelle ceux-ci s'engageraient d'empêcher tout passage de troupes bernoises par le Grimsel, et lui à son tour leur promettait son appui pour la conquête de l'Ossola. Lucerne entra aussi dans cette alliance, dont la charte rédigée le jour de la Saint-Thomas, est confirmée par le serment de tous ceux qui avaient 14 ans et au-dessus. Bientôt les bannières d'Unterwald, d'Uri, de Lucerne, de Zurich et de Schwitz, passèrent le St-Gothard, pendant que Conches fermait le Simplon aux troupes savoisiennes. La réduction de l'Ossola ne tarda pas. Le comte Carmagnola, général des ducs de Milan et de Savoie, en fut chassé. Le courage des Lombards dans cette expédition fut admirable.

Adhésion des dixains de Brigue et de Viège à la même alliance. Siège du château de la Soie. — Les Bernois, chargés par l'empereur

Sigismond de rétablir Guichard dans sa fortune, continuaient d'insister à cette demande. Le danger éveilla les dixains de Brigue et de Viège. Le 8 août 1417 le premier entra dans cette alliance, et le second de même le 11 avril s'écutif. Trois jours après, les Valaisans mirent le siège devant la Soie.

Intervention diplomatique des Confédérés. Destruction du château de la Soie. Départ de l'évêque et de la famille de Rarogne et dernière ruine des Rarogne.— Les Confédérés se réunirent le 22 août 1417 à Lucerne pour s'occuper des troubles du Valais. Uri, Unterwald et Lucerne soutenaient les Valaisans et Berne les Rarogne. Les trois premiers cantons avec Fribourg, intervinrent le 11 septembre dans le camp de la Soie pour faire suspendre les hostilités. Les Valaisans s'y refusèrent, exigeant la reddition du château, consentant toutefois à laisser sortir librement ceux qui y étaient renfermés. L'évêque, la dame de Rarogne et sa famille profitèrent de cette condescendance et se rendirent à Berne. Au même instant le peuple, armé de torches, mit le feu au château de la Soie et acheva la ruine des Rarogne.

L'autorité temporelle et spirituelle de l'évêque méconnue. Excommunication des Haut-Valaisans par le concile de Constance. Déposition de l'évêque Guillaume.— Arrivé à Berne

le 29 septembre, l'évêque, par lettre du 1^{er} octobre, avait institué un vicaire et un bailli pour gouverner en son nom le diocèse et le pays; aussi les Valaisans méconnurent son autorité. Cette obstination toute naturelle, fondée sur la souveraineté du peuple, leur attira une sentence d'excommunication et d'interdit, de par le concile de Constance, qui fut publiée solennellement à St-Maurice sur la place, par laquelle il était défendu à tous les Bas-Valaisans de commercer avec ceux du Haut, et d'y conduire des vivres et des marchandises quelconques. Cependant le concile, voyant que cet ordre de choses continuait, et considérant la négligence de Guillaume qui ne s'était point fait sacrer, et qui du reste s'était aliéné les sympathies des Valaisans pour soutenir des intérêts de famille, nomma André Gualdo, archevêque de Colocza en Hongrie, noble Florentin, administrateur perpétuel de l'évêché de Sion. Brigue, le 3 janvier 1418, assignait déjà le salaire de ses juges-châtelains sur les revenus de la mense épiscopale.

Acte de pillage du baron Guichard. — A l'aide de quelques bergers touchés de son infortune, le baron Guichard qui habitait l'Oberland, passa les hauteurs escarpées du Sanetsch et vint par surprise piller les pâturages alpestres, principale richesse des Valaisans.

Nouvelles diètes convoquées au sujet de la famille de Rarogne. Guichard entre en Valais. Pillage et incendie. — Le 27 juillet et 28 août deux diètes se tinrent à Lucerne et une troisième à Hasli le 15 septembre pour traiter l'affaire de Rarogne, les parties présentes; mais ce fut infructueusement, on se sépara sans rien avancer. Guichard retourna dans l'Oberland, et s'associa les jeunes gens de Frutigen, du Simmenthal et de Saanen, pour faire un coup de main sur le Valais. Ils passent le Sanetsch et parurent devant Sion en octobre 1418, au moment où chaque bourgeois était à dîner. Sion fut bientôt occupée et pillée; l'église cathédrale, St-Théodule, la chapelle de Ste-Croix, une tour et cinq granges appartenant à l'évêque et trente-trois maisons du chapitre devinrent la proie des flammes, selon ce que nous apprend une chronique du 17^{me} siècle. Apprenant la mise en marche des dixains supérieurs, ils se retirèrent au bout de trois jours, après avoir ravagé et brûlé les environs, n'ayant perdu que cinq hommes trop avides de pillage.

Arbitrage de l'affaire de Rarogne. — Cette affaire d'une solution si opiniâtre, était un levain de discorde dans la confédération naissante. Les cantons neutres, Zurich, Schwitz, Zug et Glaris, se réunissent inutilement à cet effet à Lucerne, à Beckenried et à Einsiedlen. Berne requiert ses alliés, Uri et Unterwald, de lui prêter appui con-

tre les Valaisans. Ceux-ci se font requérir à leur tour par Lucerne contre Rarogne. Les quatre cantons neutres envoient, malgré les neiges qui recouvrent les Alpes, des députés en Valais, pour obtenir que deux hommes assermentés de chacun de ces cantons fussent agréés comme arbitres. Des mémoires volumineux furent déposés. L'archevêque de Colocza parla contre Guichard. Enfin le 2 mai 1419, un jugement fut porté par lequel le Valais devait rétablir le sire de Rarogne dans ses seigneuries et biens mobiliers, avec un dédommagement de 6000 écus de France pour les causes dont on lui avait fait tort. L'archevêque administrateur s'opposa à cette sentence, en disant qu'elle touchait à des points que des laïques n'avaient pas le droit de juger; mais Geoffroi, abbé de Rûti et Conrad Elye, official de Constance, prononcèrent le 17 mai la nullité de sa réclamation. La soustraction de 600 moutons et de 20 chevaux, et puis de 700 autres, quinze jours après dans l'Oberhasli, amena une nouvelle complication avec Berne. Le gouvernement de cette ville déploya sa bannière et lui adjoignit 100 hommes de Fribourg et 100 de Soleure, avec les milices auxiliaires de Neuchâtel et Valengin. A l'arrivée de ces troupes dans l'Oberland, un détachement fut chargé d'aller débloquer le passage de la Gemmi; ceux de Saanen passèrent le Sannetsch et enlevèrent 300 moutons. Le corps d'ar-

mée, fort de 5000 hommes, s'avança par Frutigen et mit en déroute les avant-gardes des Valaisans à Schœnenbühel sous Gandeck, sur les sommités du val de Loetsch. Les Bernois y passèrent la nuit, et le lendemain les habitants de la vallée prêtaient serment d'obtempérer à tout ce qui serait consenti par l'universalité du Valais. Leurs voisins de l'Oberland furent chargés de juger sur la contribution qu'ils devaient payer sous peine du feu. La diète fut encore convoquée à Kienholz, près du lac de Brienz, le 17 août. On y proposa de forcer les dixains à obéir au réquisitoire de la Confédération. Schwitz ne s'y opposait pas, mais demandait une suspension d'armes. Pendant les pourparlers, l'ennemi passa le Rawin et vint entre autres piller et brûler deux villages de Lens.

Bataille d'Ulrichen (29 septembre 1419), L'intrépide Thomas In-der-Bündt. Une singulière ruse. — Berne lassée de tant de moyens inutiles, mit sur pied toute sa milice vers la fin de septembre. Elle comptait autant de bataillons que de districts : Fribourg, Soleure, Bienne, Neuchâtel, Valengin, Frédéric de Falkenstein et 300 Schwitzois y étaient aussi joints. Cette armée, forte de 13,000 hommes, s'avança par les Alpes sur le dixain de Conches, tandis que les habitants de Saanen, d'Oesch, de Gruyères, de Frutigen et du Simmenthal, passèrent le Sa-

netsch et firent une irruption près de Sion. Les Conchards pensèrent cependant à se défendre, malgré que l'épouvante était grande parmi eux de voir déboucher l'armée des Bernois par le Grimsel, et entendant de tous côtés sonner le tocsin. Le ravage commença à Gestelen à une lieue et demie de la Furka. Tout cédait sous la flamme et le fer ennemi. Femmes et enfants purent à peine sauver quelque chose; les villages d'Oberwald, de Gestelen et d'Unterwassern furent réduits en cendres. Une fuite générale avait lieu sur le village d'Ulrichen, quand un homme du peuple, Thomas In-der-Bündt calma cette panique et exhorta ses concitoyens à se dévouer à la défense de leur patrie en danger. Il réunit 200 hommes et vole occuper la hauteur qui domine Ulrichen. Sur l'appel du chapelain Jacques Minichow, animé du même esprit, les habitants de Münster viennent s'y joindre, Minichow à leur tête. Cette troupe, qui compte 600 hommes, brille d'enthousiasme. Des détachements bernois s'avancent sans ordre; les 600 valaisans tombent sur eux. Thomas In-der-Bündt se couvre de gloire; armé d'une massue il renverse tout sur son passage. Il en avait déjà terrassé une centaine. Mais il est abattu de fatigue et ses pieds ne peuvent plus le soutenir, il tombe sur ses genoux, ses ennemis accourent à lui pour venger leurs frères dans le sang de l'athlète mourant, mais dix-huit d'entre eux mor-

dent encore la poussière avant qu'on puisse l'atteindre. Mais à la force le courage n'a pu résister. Il succombe en héros, heureux d'avoir donné sa vie pour sa patrie. Les Bernois perdirent 300 des leurs, selon une note du notaire Thomas Zuren qui avait assisté à la bataille. Une autre version porte à 700 Bernois et 37 autres. Les Oberlandais brûlèrent Ulrichen. Le lendemain les troupes évacuèrent le pays. Pour favoriser la retraite, ils eurent recours à une singulière ruse. On attachait des chiens à des pieux, les aboiements firent croire à la présence de l'ennemi. Lorsque l'aurore vint éclairer cette ruse, il était trop tard pour poursuivre les fuyards. Le souvenir de cette victoire fut perpétué par une croix surmontée d'une inscription et placée à côté de celle de la défaite des Zæringen. La colonne qui avait fait irruption sur la capitale ne fut pas repoussée avec moins de succès à Grimisuat qu'à Ulrichen. Les habitants des environs avaient pris leurs positions au village de Chandolin.

L'arrêté de Zurich. Conférence à Zug le 20 décembre. La trêve de vingt jours. La médiation et solution de l'affaire des Rarogne. — Une conférence eut lieu à Zug. Les députés de Conches se montrèrent intraitables. Un arrêté de Zurich, ratifié par les alliés, posa une trêve de vingt jours. En suite de cet arrêté, une réunion devait avoir lieu à Evian sur le lac de Genève

pour terminer cette affaire. Une médiation fut réservée par les cantons neutres, du duc de Savoie Amédée VIII, Jean de Bertrand, archevêque de Tarentaise et Guillaume de Challand, évêque de Lausanne. L'acte de médiation fut prononcé dans cette ville le 25 janvier 1420, en présence des ambassadeurs de Berne, munis de pleins-pouvoirs des Rarogne. Ceux de Fribourg, de Soleure et des cantons neutres, l'archevêque administrateur, la députation du chapitre et des dixains, à l'exception de celui de Conches, assistaient au jugement dont voici la teneur : Guichard de Rarogne rentrera dans ses seigneuries ; il lui sera payé 10,000 florins pour les biens meubles, pour les cens qu'on lui a retirés et pour tous les dommages qu'il a éprouvés. Les Valaisans paieront 4000 florins d'indemnité à l'évêché de Sion ; 10,000 florins à Berne pour les frais de guerre, et 1000 aux arbitres. On eut beaucoup de peine à faire accepter ces conditions au dixain de Conches. Guichard entra dans la possession de ses biens, et André Gualdo lui conféra, le 8 janvier 1421, la vidamie d'Anniviers. Tels furent les effets de ce jugement, où les plus forts se firent la part du lion, et ainsi se termina cette lutte difficile dans laquelle le courage et la fermeté des Valaisans se montra à l'envi de la pusillanimité des uns et de la tergiversation des autres.

Réaction contre l'évêque administrateur.

Nouvelle excommunication. Mort de l'évêque Guillaume. — En février et avril 1423 la Matze leva de nouveau la tête contre l'évêque administrateur. Une soixantaine de Conchards viennent l'assiéger au château de la Majorie. Il ne dut son salut qu'au sacrifice d'une partie de sa fortune et d'un exil volontaire de quelques mois. Ce mouvement avait été poussé par le prélat dépossédé. L'évêque administrateur lança le 24 octobre 1424 contre ce dernier et ses adhérents, une sentence d'excommunication, de dégradation, de peines canoniques et corporelles s'ils venaient à tomber sous le bras séculier. Mandé à Rome, Guillaume y termina sa carrière, et ce ne fut qu'après sa mort qu'André Gualdo, par bulle d'Eugène IV du 17 avril 1431, fut institué évêque de Sion et put en prendre le titre.

Convention entre l'évêque de Gualdo et les patriotes. — A force de luttes, le peuple conquérait insensiblement ses droits. Le 16 mars 1425, les patriotes obligèrent l'évêque de souscrire à la convention suivante, qui démontre une légitime énergie de sa part, et dont voici les clauses entre autres : Que l'évêque n'établira ses officiers spirituels qu'avec le consentement des communautés et de leurs députés ; qu'il ne peut fulminer ni interdire, ni excommunier, si ce n'est contre les débiteurs et les cautions de mauvaise foi ; que dans les différends que l'évêque pourrait

avoir au spirituel, il devra être jugé sans appel par l'official et des assesseurs ecclésiastiques; que si quelqu'un se plaint d'une excommunication en donnant caution de paraître en jugement, l'évêque est tenu de l'absoudre; que le prélat promet sous serment de ne solliciter, ni à Rome ni ailleurs, aucune excommunication contre aucun citoyen ». Les cinq dixains supérieurs demandèrent le 6 avril 1426 les deux tiers des revenus des seigneuries de la Tour, avec le droit d'envoyer à tour chaque année un châtelain pour gouverner Châtillon et la vallée de Loetsch. André Gualdo confirma en 1419 les franchises de Loèche. Il assista aux premières séances du concile de Bâle et introduisit en 1425 les carmes à Géronde. En 1428 on leva une dîme sur tous les bénéfices ecclésiastiques, pour subvenir aux frais de la guerre contre les hussites de Bohême. Il mourut le 17 avril 1437. Ainsi finit cette période pleine de faits mémorables.

CHAPITRE XII.

SOMMAIRE : Guillaume VI de Rarogne successeur d'André de Gualdo. — Trêve du 1^{er} avril 1440 entre Brigue, Viège et l'Ossola. — L'évêque Guillaume et le peuple Valaisan. — Sa mort. — Henri d'Asperling. — Révocation des articles de Naters. — Son successeur. — Walther Supersaxo. — Grande inondation en Valais. — Rupture avec la Savoie. — Bataille de la Planta et conquête du Bas-Valais. — Soumission de Vouvry et du haut et bas Chablais. — Combat partiel. — Les vallées de Bagne et d'Entremont restent fidèles au duc de Savoie. — Diète du 31 décembre 1476. — Régularisation de l'administration du Valais. — Walther et la Caroline. — Walther et l'abbaye de St-Maurice. — Dernier acte administratif de Walther. — Sa mort. — La langue romane et la langue allemande.

(1437-1482).

Guillaume VI de Rarogne fut le successeur d'André de Gualdo. Il fut élu évêque le 24 avril 1437 à l'âge de trente ans par la diète et sa nomination fut confirmée le 2 juin même année. C'était la première fois que le peuple valaisan prenait part à cette élection.

Les pâturages alpestres sur les frontières de l'Italie et de la Savoie furent souvent la cause de rixes violentes. Des soustractions de bétail se faisaient de part et d'autres ; il était temps d'y mettre un terme : aussi le 13 avril 1440, une trêve fut conclue à ce sujet entre les communautés de

Brigue et de Viège et les habitants de l'Ossola, de Matarello, de Dovedro et de Bugniancho. Une querelle à peu près semblable divisait les communes de Conthey et de Savièses, au sujet des montagnes situées entre les deux torrents qui forment la Morge. Les baillis des deux territoires n'y pouvaient rien; on eut recours à l'arbitrage des deux avoyers de Berne et de Fribourg, qui tranchèrent ce différend le 20 octobre 1440.

L'évêque Guillaume et le peuple Valaisan. Sa mort. — Le peuple Valaisan comprenait déjà que les fonctions temporelles sont peu compatibles avec les spirituelles. Que ceux qui avaient reçu la grande et noble mission de remplir celles-ci, n'avaient pas reçu celle de gouverner le peuple et de le traiter en vassal ou en serf comme l'avaient fait jusqu'alors les évêques ses prédécesseurs. Restant sourd aux sollicitations qui lui étaient adressées le 28 janvier 1446 ¹, 2000 personnes se rendirent en son château de Naters, où il était, et le firent consentir à renoncer aux principaux droits régaliens dont il jouissait, ainsi qu'à l'exercice de la justice, tant civile que criminelle, pour en revêtir des hommes du peuple. Ce fut un grand pas d'émancipation et le commencement de la fortune publique. En 1450 la cour de Rome cita à

¹ Ce fut la même année que les châteaux de la Majorie et de Tourbillon, détruits dans la guerre de Rarogne, furent relevés.

sa barre le prélat pour rendre raison de cet abandon de ses droits; mais ayant compris que le peuple Valaisan n'avait fait qu'exercer un droit qui se rattache à sa souveraineté, il ne fut pas procédé plus loin contre lui. Il mourut en janvier de l'année suivante à Palanza sur le lac Majeur, lorsqu'il rentrait en Valais.

Henri d'Asperling. Révocation des articles de Naters. Son successeur. — Le 13 mars 1451, le pape Nicolas V nomma Guillaume VII d'Estaing, lorrain, cardinal de Sainte-Sabine, en qualité d'administrateur perpétuel de l'église de Sion. Le chapitre de son côté élut le doyen Henri III d'Asperling de Rarogne, à qui le cardinal céda ses droits en 1454. Ce prélat n'accepta son élection qu'après la révocation pure et simple des articles de Naters qu'il arracha fanatiquement dans l'église de Valère de 300 députés du peuple. Sa carrière fut courte, il mourut le 15 décembre 1457. Walther Supersaxo, curé d'Ernen au diocèse de Conches sa patrie, lui succéda. Son élection selon l'usage, fut annoncée au peuple dans les deux langues.

Walther Supersaxo. Grande inondation en Valais. Rupture avec la Savoie. — Walther savait combien son siège avait subi d'humiliations de la part du Comte rouge, il en méditait une juste réparation; et dans l'intervalle qu'elle arrivât, un grand malheur vint désoler la Valais.

Des pluies diluviennes et notamment une trombe d'eau qui tomba sur les vallées d'Entremont et de Bagnes causèrent le 7 août 1469 une grande inondation du Rhône et de la Dranse. Tous les ponts furent emportés et le bourg de Martigny fut couvert d'eau. Les pertes en général furent immenses. Revenant à Walther, celui-ci voyant que la duchesse Yolande régente du mineur Philibert I^{er}, venait d'ordonner le 16 février 1473 à ses officiers du Chablais et aux châtelains de Conthey et de Saillon des mesures vexatoires contre les forains habitants sous la Morge, la plupart Haut-Valaisans, de contribuer aux charges publiques par tous les moyens de justice, tels que la confiscation et incarcération suivis de la défense faite à ses sujets, le 19 septembre, et en particulier à ceux de Conthey, de porter vendre leurs denrées sur le territoire épiscopal, il s'empessa pour se ménager un appui, de renouveler l'alliance de 1417 avec les cantons de Lucerne, Unterwald et Uri, et de contracter une alliance offensive. A ces vexations vint se joindre le recours à la protection ducale de Rodolphe d'Asperling, successeur aux droits des Rarogne, contre Walther qui s'opposait au rétablissement d'une seigneurie indépendante dans la vallée d'Anniviers. Les motifs étaient assez graves pour amener une rupture avec la Savoie, qui en effet ne tarda pas. Son invasion en Valais fut décidée.

Bataille de la Planta et conquête du Bas-Valais. — Jean-Louis de Savoie, évêque de Genève, tuteur du jeune duc son neveu, voulut venir examiner les lieux qui doivent être le théâtre de la guerre. Enfermé dans le château de Conthey, où il avait fait venir quelques canons de Genève, il y fut assiégé par les Haut-Valaisans. Pierre de Gingins, sire du Châtelard, ayant rassemblé tous les vassaux du Chablais le délivra, tandis que Amédée de Gingins son frère, arrivait par le St-Bernard avec des troupes du pays de Gex, du Faucigny et de la vallée d'Aoste, guidé par Rodolphe d'Asperling. L'armée savoisienne, forte de 10,000 hommes, marcha sur Sion. Les Valaisans, renforcés par un petit nombre de Grisons venus à leur secours, furent obligés de se renfermer dans la ville. Savièse était déjà incendié et sa population en partie massacrée par l'ennemi. Toutes sommations de ce dernier furent repoussées par les Sédunois. Au son du tocsin la Landsturm (la masse populaire) du Haut-Valais se leva au nombre de 4000 hommes; 300 Bernois et Soleurois arrivèrent aussi par le Sanetsch. Avec le puissant secours de ces fidèles alliés la bataille se livra à la Planta, où le capitaine général de l'armée savoisienne avait dû accepter le combat; mais il paya cher son agression, il fut pleinement battu, il laissa sur le champ de bataille 300 gentilshommes et plus de 1000 soldats. On amena

triomphalement à Sion le même soir cent-vingt magnifiques chevaux, les ornements et les armures des gentilshommes de Savoie avec cinq bannières, et les débris de l'armée savoisiennne ne purent opérer leur retraite que par les montagnes du Faucigny. Les vainqueurs parcoururent l'Entremont et le Bas-Valais jusqu'à St-Maurice, et détruisirent tous les châteaux et places fortes au nombre de seize. Martigny leur prêta serment de fidélité par 166 citoyens. En commémoration de cette victoire, Walther ordonna qu'on chômerait à l'avenir au jour anniversaire dans tout le diocèse la fête des sept joies de la Vierge, qu'on réciterait les psaumes de la pénitence et les collectes pour les morts, après avoir lu les noms de ceux qui avaient pris part au combat. Rentrés dans leurs foyers à cause de la saison trop avancée, ils se remirent en campagne au printemps de 1476, et le 16 mars, arrivés à St-Maurice, ils requirèrent la bourgeoisie et les habitants du mont et de la plaine de prêter serment de fidélité et d'obéissance. Nicolas Scharnachthal, avoyer de Berne, qui commandait les Bernois et les Fribourgeois qui occupaient cette ville, fit solennellement cession de ce mandement au bailli du Valais et aux capitaines de la milice de St-Théodule en déliant les habitants de leur foi jurée au duc et à leur souverain, sous la réserve du maintien de leurs franchises et libertés. St-Maurice abjura la

domination savoisienne pour passer sous celle du Haut-Valais.

Soumission de Vouvry et du Haut et Bas-Chablais. — Les Valaisans poussèrent leur conquête jusque dans le Chablais. Une de leurs colonnes occupait déjà la vallée d'Abondance, quand ses habitants leur envoyèrent le 23 mars des députés à St-Maurice, qui convinrent avec ceux des sept dixains et les chefs de l'expédition, de payer la somme de 840 florins. Vouvry en donna 50 pour sa part des frais de la guerre; Evian, le 17 juin, fut imposée de 300 florins valant 12 gros chacun, et Thonon le 3 juillet promit de payer au bailli du Valais, Perrin de Cabanis, 800 florins d'or de 24 gros. Marin, Féterne, Larringes, Publier, Vinzier, en donnèrent 120. Ils rapportèrent de cette expédition des canons aux armes de Blonay pris à Evian, et un orgue existant encore à Valère enlevée à l'abbaye d'Abondance ou de St-Jean d'Aulph.

Combats partiels. — Depuis, les Haut-Valaisans eurent quelques combats partiels avec Amédée de Gingins capitaine général de l'armée savoisienne qui occupait la rive inférieure du Rhône jusqu'à St-Maurice, mais qui furent sans résultat. 4000 Italiens qui arrivaient par le St-Bernard pour venir renforcer les troupes du duc de Bourgogne, dont le camp était établi à Lausanne, furent vainement repoussés à St-Brancher

par un poste Haut-Valaisan trop faible pour résister, lequel se replia et porta l'alarme. Le 10 avril la masse se jeta sur eux et leur tua beaucoup de monde, ceux qui échappèrent gagnèrent les rives du lac, la Tour de Peilz, Vevey et Ouchy, et de là le camp du duc. Le capitaine Zerkinden, châtelain du Haut-Simmenthal, sur les ordres de Berne, avait reçu la mission de descendre par le Sanetsch dans le Bas-Valais, pour arrêter la marche des Italiens, il arriva, paraît-il, trop tard, mais il ne poursuivit pas moins sa proie. Il emporte d'assaut la Tour, passe sa garnison au fil de l'épée, y met le feu, et se jette sur Vevey que ses habitants avaient abandonnée. Il la livra au feu après trois jours de pillage. 2000 Lombards qui tentèrent de passer le Simplon, furent pareillement défaits à sa descente, et ceux qui échappèrent périrent de faim et de froid dans les montagnes de Viège.

Les vallées de Bagnes et d'Entremont restent fidèles au duc de Savoie. — Les vallées de Bagnes et d'Entremont restèrent fidèles à leurs anciens maîtres les ducs de Savoie. Dès que les Haut-Valaisans se furent débarrassés des Italiens ils vinrent les obliger à faire leur soumission. Irrités de cette rebellion contre eux, quelques-uns de leurs hameaux furent incendiés et Bagnes ne se préserva de la même extrémité qu'en payant une somme de 1400 livres mauricoises avec la

promesse de payer à chacun des sept dixains une somme annuelle de 10 livres. Ce qui se voit dans l'acte du 19 avril 1476, déposé dans les archives de Bagnes.

Diète du 31 décembre 1476. Régularisation de l'administration du Valais. — La Diète assemblée le 31 décembre arrêta : « Que le pays, dès la Morge de Conthey en bas, ainsi que les domaines du duc dans le Haut-Valais, seraient réunis à l'église de Sion et à la patrie du Valais, et que les habitants, nobles ou paysans, moyennant leur serment de fidélité, sont pris sous la protection de l'évêque et des patriotes, et maintenus dans la possession de leurs biens, meubles et immeubles; que l'évêque et l'état se réservent le domaine direct de toutes les seigneuries, vu qu'il ne saurait y avoir qu'un seul seigneur temporel et spirituel, qui est l'évêque, et à qui seul appartient de nommer les officiers de ces juridictions; que, comme il est juste de laisser aux nobles de quoi vivre et servir en cas de besoin la patrie, il est ordonné à tous les censitaires de payer fidèlement à tous ceux qui auront prêté hommage et fidélité, tous les droits féodaux dont ils jouissaient avant la conquête; que les taillables à miséricorde et les sujets main-mortables sont affranchis à perpétuité, sauf les impositions pour la défense du pays, que les nobles qui avaient émigré et qui rentreraient en prêtant l'hommage qu'ils devaient au duc, se-

raient mis en possession de leurs biens meubles et immeubles. Pour couvrir les frais de l'expédition, tous les habitants du Bas-Valais, nobles ou non, qui ont quitté le pays pendant la lutte et qui veulent y retourner, sont imposés du huitième de tous leurs avoirs, tant meubles et immeubles que droits féodaux, ceux qui s'obstineraient à ne pas rentrer seraient traités beaucoup moins favorablement. Quant aux feudataires et censitaires, on leur fait la remise d'une année de paiement pour le dédommagement des pertes causées par la guerre. »

Walther et la Caroline. — Pour mieux cimenter ses droits à l'évêché, Walther répandit à cette époque des copies de la vie de St-Théodule, extraite d'un manuscrit de Valère, document qui attestait de la donation du comté et de la préfecture du Valais à cet évêque par Charlemagne; c'est cet acte qu'on a appelé depuis, la Caroline. D'après ce titre, il ressortait évidemment que les ducs de Savoie n'avaient été que les usurpateurs du Bas-Valais, puisque tout devait appartenir à l'évêché.

Walther et l'abbaye de St-Maurice. — L'abbaye de St-Maurice avait plusieurs possessions dans la vallée de Bagnes, Salvan, etc. Walther les séquestra après la soumission des habitants de cette vallée, à la révolte desquels l'abbaye n'était pas restée étrangère, dans l'espoir de con-

server ce pays aux ducs de Savoie, ses vieux protecteurs. Elle recourut même au Saint-Siège, mais les ordres de celui-ci furent méconnus en pareil cas.

Dernier acte administratif de Walther. Sa mort. — Walther convoqua par une circulaire du 6 février 1482, les dixains à un conseil général. Elle démontre que la fermeté de son caractère n'était point amortie par les glaces de la vieillesse. Il engageait les différents partis dans leurs délibérations de n'avoir en vue que le bien public plutôt que l'intérêt particulier, qu'il fallait recourir à la justice et non aux voies de fait, qu'occasionnait l'usage ridicule de la Matze, qu'enfin la plus parfaite obéissance était due à l'église ou à ses ministres. Ce langage, pris dans les limites de la raison, prouve son esprit avancé. Ce fut le premier évêque qui ait frappé de la monnaie. Ses kreutzers portent d'un côté la croix tréflée et de l'autre ses armoiries. Il mourut dans son château de Tourbillon le 7 juillet 1482.

La langue romane et la langue allemande. — Nous avons vu que des carmes de la province de Toulouse occupaient le couvent de Géronde, et que l'on avait par là procuré aux dixains de Loèche des prédicateurs français. Les évêques, les chanoines, la plupart du temps savoisiens, vaudois, val-d'Aostains, avaient fait prévaloir la

langue qu'ils parlaient, qui était la romane (composée de celtique et de latin, mais où ce dernier dominait). Mais dès la conquête du Bas-Valais, le chapitre de Sion, rejetant de son sein tous les étrangers qui n'étaient pas allemands, contribua beaucoup à faire dominer la langue allemande dans la capitale et dans d'autres localités.

CHAPITRE XIII.

SOMMAIRE : Jodoc de Syllinen. — Guerre dans l'Ossola. — Transaction du 28 février 1483 entre l'évêque et le Haut-Valais pour le Bas-Valais. — Guerre avec les Milanais. — Détail des griefs. — Nouvelle attaque dans l'Ossola. — Retraite des Valaisans. — Actes de barbarie des Italiens. — Nouvelle expédition dans l'Ossola. — Georges Supersaxo et Jodoc de Syllinen. — Charles VIII et Jodoc. — Grande peste en Valais. — Manœuvre de Georges Supersaxo. — Disgrâce de Jodoc et de sa famille. — Son exil et sa mort. — La guerre de Souabe et le bataillon valaisan. — L'indépendance des sept dixains du Valais.

(1482-1500).

Un homme qui jouissait d'une grande considération à cette époque, c'était Jodoc de Syllinen né à Kussnacht, d'une famille illustre, d'abord prévôt de Munster (Lucerne) et puis évêque de Gre-

noble, ayant joué un grand rôle politique en Suisse et à l'étranger, connu des Valaisans par son frère Heismand de Syllinen, qui avait été leur bailli épiscopal en 1434; ce fut sur lui que ceux-ci jetèrent les yeux pour remplacer Walther Supersaxo. Il arriva à Sion le 24 septembre 1482, où il fut reçu processionnellement.

Transaction du 28 février 1483 entre l'évêque et le Haut-Valais pour le Bas-Valais.

— Cette transaction régla les droits de l'évêque et du Haut-Valais sur les sujets du Bas-Valais. Chaque dixain devait percevoir annuellement 200 florins. L'évêque ne pouvait y nommer pour officiers que des patriotes haut-valaisans.

Guerre avec le Milanais. Détail des griefs.

— Les comtes d'Arona et les ducs de Milan, avaient dépouillé l'évêché de Sion des terres et des droits sur une centaine d'hommes du village de Patrisano, vallée de Dovedro; d'une seigneurie dans le duché de Milan; des pâturages appartenant aux juridictionnaires de Sion à Canto, Molta et Inerlino. Jodoc avait aussi à se plaindre de péages arbitraires et de plusieurs actes de brutalité, de rapine, etc., de la part des habitants de ces vallées. L'agression à coups de pierres, dans les gorges du Simplon, de quelques Valaisans qui étaient allés en dévotion à Dovedro, le jour de St-Marc sa fête patronale, et la tentative d'empoisonnement ou d'assassinat de l'évêque par un

scélérat soudoyé par Vitalien Borromée, comte d'Arona, les mauvais traitements, pour ne pas dire l'assassinat des magistrats, envoyés à Domo pour demander des explications, étaient des griefs assez forts pour demander vengeance et réparation. La guerre leur fut déclarée par l'évêque. Le chevalier Albin son frère, qui avait été commandant de la garnison d'Yverdon, et capitaine des troupes de Lucerne aux combats de Morat et de Nancy, passa le Simplon (1484) à la tête des Valaisans et de quelques confédérés, porta le fer et le feu sur le territoire ennemi et s'empara, au nom de l'église de Sion, de quelques seigneuries et domaines. Il aurait poussé plus loin sa conquête sans l'intervention des confédérés. Deux ans se passèrent sans pouvoir aplanir ces différends, et la sentence portée à Zurich en septembre 1486 ne produisit aucun effet.

Nouvelle attaque dans l'Ossola. Retraite des Valaisans. Actes de barbarie des Italiens.

— Le 13 avril, Albin fondit à l'improviste sur l'Ossola à la tête d'une forte colonne, avec 1000 Suisses auxiliaires qui revenaient de la guerre de Saluces, et que l'évêque retint à son service. Domo assiégée est secourue par René Trivulce capitaine ducal. Les Valaisans se retirent vers Crévola. Là, après un combat opiniâtre, les Valaisans furent obligés de battre en retraite, en éprouvant la perte de leurs drapeaux, de 700

hommes et 300 Lucernois, restés sur le champ de bataille; il y eut un grand nombre de blessés, parmi lesquels leur général lui-même. Les Italiens, dont le caractère est si vindicatif, commirent des atrocités sur les cadavres. On cite que leurs femmes leur arrachaient les entrailles pour les faire manger à leurs camarades. A Domo, on porta des têtes sur des piques, on mit des doigts coupés aux chapeaux, on fit des mannequins avec des habits suisses remplis de paille auxquels on prodiguait insultes et railleries. Un traité conclu à Domo en juillet jeta un voile sur ces divisions.

Nouvelle expédition dans l'Ossola. Georges Supersaxo et Jodoc de Syllinen. — Le duc de Milan et ses sujets faisaient de nouvelles invectives aux Valaisans. Le 23 mars 1495 il fait une nouvelle expédition, dont il commandait en personne le principal corps et Georges Supersaxo une colonne. Cette dernière devait se porter sur Crévola dans la vallée d'Ovascha, tandis que l'autre corps d'armée, sur Domo. Mais Georges vint faire connaître à Jodoc le découragement de sa colonne. Celui-ci, tout en attribuant cette démarche à la perfidie de Georges qu'il supposait que l'or du duc de Milan avait gagné, n'en continua pas moins son expédition, mais il fut repoussé avec pertes, et obligé de reprendre le chemin du Valais. De retour il rejeta son mauvais succès sur Supersaxo, ce qui fut la cause de la

terrible inimitié qui les fit plus tard, l'un et l'autre, mourir en exil hors de leur patrie.

Charles VIII et Jodoc. Grande peste en Valais. — Jodoc était grandement estimé à la cour de France. Il avait fait partie du conseil de Louis XI. Il avait été employé dans diverses ambassades près des ducs de Bourgogne, dont il avait reçu en récompense l'évêché de Grenoble qu'il occupait avant celui du Valais. Charles VIII ambitionnait le royaume de Naples. Jodoc ne négligea rien pour seconder son dessein. Il travailla en Valais et en Suisse pour lui fournir des auxiliaires, et le 7 octobre 1495 il se présenta au roi à Verceil à la tête de 8 à 10,000 Suisses. Les succès de cette expédition, quoique brillants au commencement, finirent par tourner en faveur du duc de Milan, Louis Sforce. Cette même année (1495), le Valais fut ravagé par une grande peste et Sion particulièrement. Elle enleva 1400 âmes dans le dixain de Brigue.

Manœuvre de Georges Supersaxo. Disgrâce de Jodoc et de sa famille. Son exil et sa mort. — Georges Supersaxo exploita adroitement cette circonstance pour mettre Jodoc en défaveur auprès des Valaisans et des Confédérés, en le démontrant comme traître et félon en ayant fait verser le sang de leurs frères dans l'Ossola et les plaines de l'Italie pour les intérêts d'une puissance étrangère. Il y en eut assez. Six arbitres

de Lucerne, Berne, Uri, Schwitz, Unterwald et Fribourg, juges entre l'évêque et le parti Supersaxo, le condamnèrent, le 18 avril 1496, à résigner l'évêché et à quitter le pays avec quatre chevaux, ses hardes et son bréviaire. Ses biens et ceux de sa famille, furent séquestrés jusqu'à plein paiement de leurs dettes, que l'on disait être immenses. Cette sentence lui fut notifiée le même jour à l'église de Valère. Syllinen alla protester auprès du St-Siège contre tous ces actes, mais ce fut en vain. Alexandre VI, irrité de ce qu'il avait pris le parti de Charles VIII, expédia à Nicolas Schinner, qui venait d'être élu, des lettres de vicaire général du diocèse de Sion, et donna commission en plein consistoire, le 27 août, à Guillaume Bernardi, abbé de St-Maurice, de mettre en possession Nicolas de l'évêché, et de fulminer une bulle d'excommunication contre lui pour avoir cherché à se faire des adhérents en Valais. Il mourut à Rome, laissant en Valais des monuments qui honorent sa mémoire. Il fit restaurer les châteaux de Naters et de Loèche, rebâtir celui de Martigny, des réparations aux bains de Loèche, des maisons pour les baigneurs, une église paroissiale; les mines d'argent de la vallée de Bagnes furent exploitées durant son siège. Il fit aussi construire le pont de St-Maurice, hardiment jeté sur les deux rochers qui encaissent les

eaux du Rhône, et qui résiste encore maintenant aux injures du temps et des saisons.

La guerre de Souabe et le bataillon valaisan. L'indépendance des sept dixains du Valais. — Dans la guerre de Souabe (1499), le Valais envoya un secours de 800 hommes aux Suisses. Ce bataillon, composé de beaux hommes et d'une excellente tenue, arriva à Zurich le jour de la St-Georges 23 avril. Il fut dirigé sur Stein près du Rhin. Avertis que le prévôt d'OEningen transportait ses richesses au delà de Constance, pour les sauver des mains des Confédérés, ils prirent la résolution d'arrêter le convoi. Mais par stratagème, le prévôt ayant laissé sur la route trois bœufs, un tonneau de vin et des graines en abondance, pendant qu'ils s'occupaient de cette capture, la proie qu'ils avaient en vue leur échappa. De là ils se rendirent dans le Schwaderloch, et en retour de leurs bons services, les Suisses firent stipuler l'indépendance des sept dixains du Valais dans le traité de paix avec l'empereur, signé à Bâle le 22 septembre 1499.

CHAPITRE XIV.

SOMMAIRE : Episcopat de Matthieu Schiner, cardinal (1500-1522). — Portrait de Matthieu Schiner. — Sa naissance, son génie. — Matthieu Schiner, Louis XII et Louis Sforcec duc de Milan. — Traité de Milan. — Celui d'Arona. — Matthieu et Charles III, surnommé le Bon, duc de Savoie. — Fin de l'alliance avec la France. — Alliance avec le pape Jules II, 4 mars 1510. — Récompense de Jules II en faveur de Matthieu. — Haute mission. — Prise du Milanais à la France. — Plainte du cardinal Schiner contre les religieux du Grand St-Bernard. — Mort de Jules II. — Léon X et le cardinal Schiner. — L'évêché de Sion est exempt de la suffragance de Tarentaise. — Bataille de Novarre et siège de Dijon. — Mission de Matthieu Schiner. — Son antipathie pour le roi de France. — Paroles curieuses de ces deux personnages. — Traité du 8 septembre 1513 entre les Suisses et François I^{er}. — Bataille de Marignan (14 septembre). — Opposition du cardinal et traité avec la France, du 25 novembre 1516. — Matthieu Schiner et Georges Supersaxo. — Cause de leurs dissentiments. — Sa haine et ses persécutions contre Supersaxo. — Rentrée en Valais de Supersaxo. — Ses débats avec Matthieu. — Manque de parole de Jules II. — Départ de Matthieu pour Rome, déguisé en lépreux. — Suite des débats de Supersaxo et de Matthieu Schiner. — Diète à Martigny. — Diète de Sion du 23 mai. — Commission arbitrale du 26 juillet. — Diète d'Ernen du 1^{er} septembre. — Exil du cardinal Schiner. — Diète du 12 septembre et ses décisions. — Citation à Zurich. —

Destruction du château de Martigny. — Mouvement des gens de Munster, Grengiols et Mœrell. Bulle d'excommunication de Léon X. — L'interdit putride. — Fin de la carrière du cardinal Schiner et de Georges Supersaxo. — Bataille de Vauri, victoire de la Bicoque.

Nicolas Schiner était parvenu à l'épiscopat par les intrigues de Supersaxo. Arrivé à la caducité de l'âge, il était sans force et sans génie. Aussi ne tarda-t-il pas à se décharger de l'administration du diocèse, en résignant l'évêché en faveur de son neveu, Matthieu Schiner doyen de Valère, dont Supersaxo protégea l'élévation.

Portrait de Matthieu Schiner. Sa naissance, son génie. — Matthieu Schiner, surnommé le long Suisse à cause de sa stature, avait une physionomie mâle et pleine d'expresion, des yeux vifs et imposants. Il naquit de parents pauvres au chétif hameau de Mühlibach, paroisse d'Ernen, dans la vallée de Conches. Il commença ses études à Sion, fit ses humanités à Berne et à Zurich, et alla se perfectionner à Come sous la discipline du célèbre Théodore Lucin. Ses progrès furent si rapides, que lorsque son maître était empêché, il occupait sa chaire avec distinction. Sa mémoire, son éloquence, les rares qualités de son esprit, faisaient l'étonnement des Italiens et des Allemands, tout annonçait en lui un

personnage d'un génie supérieur. Il embrassa la carrière ecclésiastique et devint curé de village. Jodoc de Syllinen, en faisant sa visite pastorale, admira les talents de ce prêtre et favorisa son entrée au Chapitre. Ses admirables prédications dans la chaire de la cathédrale, donnèrent au peuple une haute idée de son mérite.

Matthieu Schiner, Louis XII et Louis Sforce duc de Milan. — Dans la lutte pour la possession du Milanais, les Valaisans comme une partie des Confédérés, inclinèrent pour le duc Louis, et les autres pour Louis XII. La diète envoya à Novarre deux députés de chaque canton en invitant l'évêque du Valais à s'y rendre personnellement comme médiateur, afin d'éviter une collision entre les enfants d'une même patrie. Cette guerre se termina par une trahison qui se lava dans le sang du coupable.

Traité de Milan. Celui d'Arona. — Le Valais conclut le 9 mai 1500 un traité avec la France, par lequel Louis XII promettait de payer à ce pays des pensions aussi fortes qu'aux cantons, et de le faire jouir des mêmes prérogatives, à condition que les Valaisans s'engagent à servir ses intérêts et à lui fournir des troupes. Cette alliance faillit être rompue avec cette puissance par les prétentions d'Uri sur Bellinzona. La médiation de Matthieu termina ce conflit par le traité

d'Arona du 11 avril 1503 qui maintenait Uri dans son possessoire.

Matthieu et Charles III, surnommé le Bon, duc de Savoie. — Matthieu qui tenait à faire respecter le territoire qui lui était confié, demanda à la Savoie la délimitation des deux états. Une contestation s'éleva et des hostilités s'ensuivirent. Le Valais requit le secours de Lucerne, Uri, Unterwald, et le duc celui de Soleure, Fribourg et Berne. Cette ville avait fourni 3000 hommes, et Genève le 22 avril 1506 un bataillon. François de Luxembourg vicomte de Martigues, occupait Evian avec 10,000 hommes. Un retard trop prolongé sur les bords enchanteurs du lac Léman, fut cause que les Confédérés profitèrent de cette circonstance pour amener une trêve. Martigues s'en retourna comme il était venu, en se plaignant au duc des Genevois, qui ne lui avaient pas envoyé l'artillerie demandée. Cette trêve de la durée de dix-huit ans, fut arrêtée à Ivree le 3 mars 1507. On prétend que le diplôme impérial d'Ymbst (15 octobre 1503), par lequel Maximilien donnait à Philibert le Beau, prédécesseur de Charles, le vicariat de l'empire sur l'évêché de Sion, avait principalement suscité cette querelle de par les Valaisans.

Fin de l'alliance avec la France. Alliance avec le pape Jules II (4 mars 1510). — Les Valaisans ne voulurent renouveler l'alliance

avec la France qu'au moyen d'un augment de pension de 20,000 francs par an. Louis XII s'y refusa en disant qu'il ne voulait pas payer si cher l'amitié d'un seul homme. Matthieu en fut indigné et se promit de l'en faire repentir. La circonstance était favorable, Jules II était alarmé des progrès de la France en Italie. Il lui fallait de l'appui. Matthieu fut envoyé en qualité de légat, porteur d'un bref flatteur pour les cantons, pour conclure une alliance de cinq ans, et il obtint 6000 hommes pour la défense du pape et de l'église, levée que la diète de Lucerne du 23 juillet porta à 8000 hommes. Cette armée fut réunie dans les environs de Martigny pour passer le St-Bernard, mais le duc de Savoie les força de choisir une autre route. Elle pénètre cependant en Italie en longeant la Treiss qui se jette dans le lac Majeur. Mais l'armée française lui barra passage, et après quelques marches et contre-marches, manquant de vivres et de solde, elle rentra dans ses foyers.

Matthieu Schiner et Georges Supersaxo. Cause de leurs dissentiments. Sa haine et ses persécutions contre Supersaxo. — Les Français avaient des partisans secrets en Valais, le glaive en atteignit même quelques-uns comme coupables de félonie. Georges Supersaxo en était le chef. C'est lui qui fit conclure le 13 février 1510 par les trois dixains de Conches, Brigue et

Viége une alliance avec Louis XII, et avait envoyé dans le Milanais au service de ce prince, son fils à la tête d'une compagnie. Une pension annuelle de 2000 livres de France était promise aux dixains. La solde de chaque soldat était de six francs par mois et à un franc pour le retour. Libre passage était aussi garanti aux troupes du roi. Ce traité avait porté l'irritation de Matthieu à son comble contre Supersaxo et ses partisans. Il l'accusa vainement devant le pape de concussion dans le service militaire, le cita plusieurs fois au tribunal de son évêque, mais il refusa d'y paraître en personne, et chargea de sa défense son fils François, doyen du chapitre de Sion. Celui-ci fut jeté en prison et dépouillé de ses bénéfices. Georges, dont la conduite avait déplu aux Confédérés, à cause de son dévouement à la France, recourut inutilement à leur protection.

Berne l'effaça du nombre de ses bourgeois; arrêté à Fribourg, il fut mis à la torture. Sa femme et sa fille exilées du Valais, ayant favorisé son évasion, il se retira à Neuchâtel. L'avoyer d'Arrent de Fribourg, soupçonné d'avoir connivé à la délivrance de Georges, fut impitoyablement jugé et décapité le 18 mars 1544. Sur la sommation de Fribourg, les Neuchâtelois livrèrent Georges à la garde de Berne et son innocence fut proclamée par le conseil des Deux-Cents de Berne. Il sortit de son cachot, sa femme et sa fille, dé-

tenues à Fribourg furent relâchées en payant 40 livres avec la perte de ses chevaux et de tous ses effets.

Rentrée en Valais de Georges Supersaxo. Ses débats avec Matthieu. — Georges pensait à rentrer en Valais, mais le cardinal avait pris les mesures pour le faire prisonnier. Averti de cela, il obtint de ses amis une escorte de 200 hommes, et comme ses maisons avaient été pillées, il ne trouva d'asile que dans celle de son épouse à Brigue d'où il demanda justice; mais n'obtenant rien, il marcha sur Sion à la tête de 1000 hommes, où il fut accueilli favorablement. Matthieu avait quitté le Valais quand Georges y entra. Apprenant ce qui venait de se passer, il convoqua une diète à Ernen, en demandant que Georges y fut conduit prisonnier ou condamné à l'exil, mais les députés s'y refusèrent. Matthieu alors réunit 300 hommes, et ordonna à 1500 des dixains inférieurs de se rendre à Brigue. Georges, de son côté, marchait à la tête de 3000 hommes, et du sang allait se verser sans l'interposition des députés qui convoquèrent une diète à Sion, où six chanoines et quatre délégués de chaque dixain devaient juger (28 juillet) entre les deux parties. Mais Matthieu ne s'y présenta pas.

Manque de parole de Jules II. Départ de Matthieu pour Rome, déguisé en lépreux. — Aux différents que Matthieu avait avec Georges

Supersaxo, il faut ajouter l'irritation des Suisses contre lui, provenant de ce que Jules II avait refusé la solde de la dernière troupe qu'ils lui avaient fournie. Cette irritation fut si grande qu'il fut prudent pour lui de prendre la route de Rome où il parvint déguisé en lépreux. C'est là qu'il fit citer ses juges et ses adversaires, ainsi que les prêtres qui étaient du nombre, sous peine, ces derniers, de perdre leurs bénéfices, et les séculiers, d'une amende de cinq-cents ducats. Les inculpés s'étaient contentés d'y déléguer un défenseur. Le cardinal lança contre eux l'excommunication, et sommés une seconde fois de paraître au tribunal romain, ils obéirent. Leur procès dura sept mois, et ils furent tour à tour emprisonnés dans le château de St-Ange ou élargis. Enfin obtinrent-ils leur absolution du souverain pontife.

Récompense de Jules II en faveur de Matthieu. Haute mission. Prise du Milanais à la France. — Jules II pour récompenser Matthieu si digne de sa confiance, le nomma cardinal-prêtre du titre de Sainte-Potentienne, à Ravenne le 20 mars 1511, et légat du St-Siège dans tous les pays où il pourrait se trouver. Deux Suisses, un Fribourgeois et l'autre Schwitzois, porteurs de lettres de Matthieu, furent arrêtés à Lugano par les Français et jetés dans le lac, et leurs costumes aux couleurs cantonales mis à l'enchère par dé-

rision. A cette nouvelle, Matthieu vole en Suisse et engage Fribourg et Schwitz à tirer vengeance. Le secours fédéral est requis et 10,000 hommes passent les monts en novembre 1511, et mettent tout à feu et à sang jusqu'à Côme. Ils ne rentrent dans leurs foyers qu'après avoir rasé plusieurs places fortes et détruit la cavalerie française.

La France perd le Milanais et entrée solennelle dans Milan du duc Maximilien Sforce.

— Matthieu se trouva l'année suivante (1512) à Venise, où il eut l'occasion de voir deux députés du Corps Helvétique auprès de la République de cette ville. Ceux-ci l'engagèrent, en qualité de plénipotentiaire du pape, de réclamer à celui-ci les soldes arriérées qu'il devait aux Suisses. Cette demande leur fut accordée par Jules II qui leur envoya de l'argent et une ambassade. Bientôt le cardinal Schiner obtint 20,000 confédérés, qui, joints à l'armée vénitienne, s'emparèrent de toutes les places fortes de Vérone, Valeggio, Crémone, Pavie, etc. La France avait perdu le Milanais, et le duc Maximilien faisait le 31 décembre son entrée solennelle dans Milan, accompagné du cardinal, des ambassadeurs suisses et de ses troupes. En reconnaissance, Jules II donna entre autres à chaque état de la Confédération une bannière aux armes du St-Siège, dont on en voit encore une dans ce moment à l'église de Schwitz. Le cardinal reçut du duc le marquisat de Vige-

vano, Gravelona, Villanova. Le pape ajouta à ces faveurs l'évêché de Novarre.

Plaintes du cardinal Schiner contre les religieux du Grand St-Bernard. — Le cardinal avait eu à se plaindre des religieux du Grand St-Bernard. Ils refusaient l'hommage dû aux évêques de Sion; le service de l'hospice se faisait très-mal, disait-il, et les aumônes recevaient un très-mauvais emploi; ce qui l'obligea de leur défendre de quêter dans son diocèse et les lieux de sa juridiction, sous peine d'être exposés à être traités comme rôdeurs et vagabonds. Aussi fallut-il toute l'autorité du pape et du duc de Savoie pour mettre fin à ces plaintes.

Mort de Jules II. Léon X et le cardinal Schiner. L'évêché de Sion est exempt de la suffragance de Tarentaise. — Jules II mourut le 21 février 1513 et Léon X lui succéda. Le cardinal Schiner fut non moins dans les bonnes grâces du nouveau pape. Il fut chargé par lui d'arrêter les bases pour une réforme de la Cour romaine et des employés de la Chambre apostolique. L'exemption de la juridiction archiépiscopale de Tarentaise fut accordée à l'évêché de Sion. Schiner avait assisté en 1513 au 5^{me} concile œcuménique de Latran.

Bataille de Novarre et siège de Dijon. — Louis XII avait résolu de reprendre le Milanais. Il y fit passer une armée nombreuse, mais 12,000

Suisses et Valaisans la battirent complètement à Novarre (6 juin). L'héroïsme dont ils firent preuve dans cette bataille surpassa, selon Guichardin, tout ce que nous lisons des Grecs et des Romains. Maximilien les engagea depuis de faire une irruption sur la Bourgogne, sur laquelle il conservait des prétentions par son mariage avec Marie fille de Charles le Téméraire, et 16,000 Suisses, unis aux Impériaux, allèrent faire en août et septembre le siège de Dijon. Dans cette expédition, les Valaisans formaient alternativement l'arrière-garde avec ceux de Lucerne, Uri, Schwitz, Unterwald, Zug et Glaris.

Mission de Matthieu Schiner. Son antipathie pour le roi de France. Paroles curieuses de ces deux personnages. — Après la bataille de Novarre, Matthieu fut envoyé par le pape et l'empereur auprès d'Henri VIII roi d'Angleterre, pour l'engager à continuer la guerre contre Louis XII. Là, en présence du parlement, il donna essor à toute son éloquence, et plaida fortement pour que : « l'on ne se contentât pas de rogner les ongles des Français, mais pour qu'on les leur arrachât. » La force de ses expressions nous a fait comprendre pourquoi François I^{er}, successeur de Louis XII, disait : « qu'il craignait plus la plume du cardinal de Sion que toutes les piques de ses Suisses. » Il disait aussi « que ce soldat tondu lui avait donné autant de besogne qu'aucune

autre tête à couronne, » ce qui fait ressortir toute la prépondérance dont jouissait le cardinal.

Traité du 8 septembre 1515 entre les Suisses et François I^{er}. Bataille de Marignan (14 septembre). — François I^{er}, qui avait succédé à Louis le 15 janvier 1515, se disposait à entrer dans le Milanais ; à cette nouvelle les Suisses l'envahirent avec une armée de 40,000 hommes. Sur les propositions de paix de celui-ci, un traité fut conclu le 8 septembre, entre lui et les ambassadeurs des cantons. Les troupes de Berne, Soleure, Bienne et une partie des Valaisans, reprirent le chemin de leur pays, mais les autres se laissèrent entraîner par l'éloquence du cardinal Schiner et se dirigèrent sur Milan au nombre de 24,000 hommes avec huit pièces de campagne. L'attaque eut lieu à Marignan, petite ville à quelques lieues de Milan, et le combat fut opiniâtre au point qu'on ne cessa de se battre que vers minuit, lorsque la lune cessa d'éclairer le massacre ; tous couchèrent sur le champ de bataille ; la lutte recommença à l'aube du jour et dura quatre heures, sans que l'on sût à qui resterait la victoire. Attaqués de trois côtés à la fois, les Suisses sonnèrent la retraite, chargèrent leur artillerie sur leurs épaules, et marchèrent sur Milan en bon ordre sans être inquiétés par l'ennemi. On prétend que dans cette fameuse journée ils perdirent 6000 hommes et que la perte des Français fut

égale. Le maréchal Trivulce et le chevalier Bayard trouvèrent que ç'avait été un combat de géants. Cette victoire avait rendu le Milanais à la France.

Opposition du cardinal, et traité avec la France du 25 novembre 1516. — Après la bataille de Marignan, le cardinal se retira dans la Valteline avec quelques escadrons de cavalerie papale et quelques compagnies de fantassins Valaisans, d'où il se rendit à Trente et de là à Inspruck près de l'empereur, et le printemps suivant il se trouvait à Bellinzona à la tête d'une armée impériale. François I^{er} vint à bout de conclure un traité avec les Suisses, le 25 novembre 1516, et Matthieu, quoique sollicité par le pape pour venir cimenter en Suisse la réconciliation avec la France, ne persista pas moins dans son opposition.

Suite des débats de Georges Supersaxo et de Matthieu Schiner. Diète à Martigny. — La perte de la bataille de Marignan avait fini de déconsidérer le cardinal Schiner aux yeux des Valaisans, et le traité qui venait de se conclure avec la France consolidait la faction Supersaxo. Le moment était propice pour que celui-ci fît éclater sa vengeance contre le cardinal. Des griefs sans nombre furent mis au jour : Il avait foulé aux pieds les concordats passés avec ses prédécesseurs au sujet de la conquête du Bas-Valais ; il s'était adjugé les mines de Bagnes ; il s'était approprié Saillon et Saxon taillables à l'état ; il

avait porté des lois arbitraires et exercé toutes sortes de persécutions. Le despotisme de son frère Pierre, châtelain de Martigny, devait être réprimé. Une diète fut convoquée à Martigny par Georges Supersaxo, où il fut arrêté que l'on écrirait au St-Siège contre le cardinal au sujet de ces griefs, et un ordre fut intimé le 31 mars 1517, à son frère Pierre Schiner, par les délégués de Lucerne, Uri et Unterwald, qui avaient assisté à cette assemblée, de sortir du château de la Batiaz et de fournir caution suffisante pour tous les délits dont il était accusé, et sur lesquels il devait être jugé par les députés des dixains. Pierre donna trois cautions et se soumit au jugement qu'en porterait le bailli accompagné de deux chanoines ou de deux confédérés. Le 10 mai fut fixé pour la conférence. Dans l'intervalle, les gens du château avaient fait une sortie et maltraité le châtelain établi en la ville de Martigny par la dernière assemblée, et l'avaient conduit prisonnier dans le fort. Les partisans du cardinal avaient aussi commis de graves désordres à Sion même, avec effusion de sang. Georges allait déployer sa bannière, mais les Confédérés prévinrent cette collision et leur firent déposer les armes.

Diète de Sion du 23 mai. Commission arbitrale du 26 juillet. Diète d'Ernen du 1^{er} septembre. Exil du cardinal Schiner. — La diète de Sion du 23 mai confirma l'arrêté de celle

de Martigny. Elle soumit les autres différends à une commission arbitrale, composée de l'avoyer de Lucerne et de trois députés de chacun des cantons d'Uri, Unterwald et Lucerne, qui devaient juger sans appel. Le cardinal s'y présenta avec ses frères le 26 juillet, mais ne fit que d'y opposer leur incompétence et de protester contre tous les arrêtés des diètes en demandant la réintégration dans ses droits, et déclarant excommuniés ceux qui avaient méprisé ses monitions dont il déposa la liste. — Le chapitre, les députés de Loèche et d'autres, ne voulurent pas reconnaître les Confédérés comme juges légitimes de ces conflits.

Sur ce, ceux-ci les abandonnèrent à eux-mêmes. Un accommodement fut inutilement tenté à Lucerne le 10 août suivant. Poussés à bout par les invectives furibondes du cardinal, les sept bannerets invitèrent les patriotes aux armes, dont le mouvement fut arrêté par la diète d'Ernen du 1^{er} septembre, où l'exil du cardinal fut décrété jusqu'à décision formelle du St-Siège, auquel on déclarait se soumettre, « pourvu qu'il rendît justice aux pauvres opprimés. » L'évêque de Constance fut nommé administrateur spirituel.

Diète du 12 septembre et ses décisions.— Georges Supersaxo profita de ces circonstances pour diminuer, en faveur de la souveraineté du peuple, le pouvoir temporel du prince évêque. La diète du 12 septembre arrêta un programme que

Chaque évêque devait signer avant d'être mis en possession. Le bailli devait demeurer dans le château épiscopal avec une garnison nourrie aux frais de l'évêché; le prélat ne pouvait s'absenter du diocèse sans la permission de l'État, et s'il s'éloignait sans cette autorisation au delà de six semaines et trois jours, on procédait à une nouvelle élection. Il était défendu de citer quelqu'un devant une cour étrangère ou de le faire excommunier, sous peine d'être puni en son corps et ses biens, et il était même permis de le tuer sans en répondre devant la justice. Le gouverneur devait faire prêter serment de fidélité à toutes les communes du Bas-Valais qui s'étaient armées pour le cardinal. Une enquête fut ordonnée par les moteurs, qui devaient être sévèrement punis et leurs biens confisqués.

Citation à Zurich. Destruction du château de Martigny. — Le cardinal s'était réfugié à Zurich où il cita ses adversaires. Les Confédérés devaient juger ce qui avait trait au temporel et le nonce Veroli les affaires ecclésiastiques. Le cardinal y consentit en exceptant la personne de Georges. Mais sa faction n'en voulut rien entendre, et le château de Martigny, assiégé depuis plusieurs mois, tomba en leur pouvoir et fut détruit le 15 janvier 1518. Les bannières inférieures à la Morge durent payer pour les frais de ce siège la somme de 12,200 florins.

Mouvement des gens de Munster, Grengiols et Mœrell. — Trois cents hommes de Münster, Grengiols et Mœrell descendirent sur Naters pour aider la rentrée en Valais du cardinal, mais ils furent repoussés avec perte et la diète qui eut lieu à Brigue le 24 mars fit tomber sur eux des châtimens sévères.

Bulle d'excommunication de Léon X. L'interdit putride. — Georges Supersaxo avait re-pourvu à l'administration de l'évêché par son fils François comme prévôt du chapitre. Cette cause d'une nouvelle indignation pour le cardinal porta Léon X à lancer le 11 juillet 1519, contre Georges, contre six chanoines, sept autres ecclésiastiques et cent cinquante-six laïques les censures portées dans la bulle in Cœna Domini, contre les détenteurs des biens ecclésiastiques. Georges et les prétendus coupables restèrent insensibles à ses foudres. L'interdit qui suivit et qu'il qualifia lui-même d'interdit putride, resta aussi sans effet.

Fin de la carrière du cardinal Schiner et de Georges Supersaxo. Bataille de Vauri, victoire de la Bicoque. — Le cardinal Schiner voyant ses efforts épuisés contre son antagoniste Georges Supersaxo, passa le restant de sa vie tantôt à Zurich, tantôt à la cour des papes et des empereurs. Il assista avec 6000 Suisses à la bataille de Vauri livrée par les impériaux aux troupes françaises, et le duc François-Marie Sforce,

par la victoire de la Bicoque (22 avril 1522), fut remis dans l'entière possession de ses états. Antoine de Courten commandait en cette journée 300 Valaisans au service de la France. Le cardinal assista au couronnement de Charles-Quint à Aix-la-Chapelle le 23 octobre 1520. Il obtint de lui le 28 février 1521, la confirmation de la Caroline et le titre de prince de l'empire romain pour les évêques du Valais. Il assista aussi au conclave où fut élu (9 janvier 1522) le pape Adrien VI, et à son couronnement qui se fit le 31 août. Enfin, la mort vint, le 30 septembre, mettre un terme à sa carrière orageuse et il fut enseveli dans une église de la nation germanique, dite Sainte-Marie de animâ. Quant à Georges, il ne tarda pas à tomber en défaveur auprès des siens. Accusé d'avoir voulu vendre aux Bernois les mines de Bagnes, et à la Savoie la montagne de la Durance, il fut condamné en février 1529 à une amende de 12,000 écus. Ses correspondances étrangères, de grandes sommes de la France qu'il avait retenues achevèrent de le compromettre, et prévoyant que la Matze lui serait portée à son tour, il partit de nuit sur un traîneau, se réfugia à Vevey où il mourut bientôt, et fut enseveli dans la grande église.

Glis était son pays natal, on voit encore son château; et dans une des chapelles de l'église est un tableau qui représente Georges, sa femme

leurs douze fils et onze filles. — Ainsi tinrent dans l'exil les deux personnages qui, représentant l'un l'élément laïque et l'autre l'élément ecclésiastique, avaient si longtemps agité le Valais, soit pour leurs intérêts diamétralement opposés, soit pour ceux des puissances étrangères dont au fond le peuple n'avait eu qu'à souffrir.

CHAPITRE XV.

SOMMAIRE : Révolution religieuse. — Invasion du Chablais (1522-1600). — L'évêque de Platea. — Bataille de la Sessia et de Pavie. — Conflit entre Philippe de Platea et la cour romaine. — Réformation. — La ligue du Valais ou alliance des cantons catholiques. — Sacre de l'évêque Adrien de Riedmatten. — Le doyen Pierre Allet. — La première guerre de Cappel (Zurich). — La seconde guerre de Cappel. — L'idole noire. — Les Bernois contre Charles III duc de Savoie. — Conférence de St-Maurice. — Le pays du Chablais de St-Maurice en bas. — Les gouvernements de Monthey, d'Evian et des Alpes. — Jean Jordan successeur d'Adrien. — Les vicaires admodiateurs et les curés en titre. — Insurrection des serfs des seigneurs de la Tour. — L'abbaye de Notre-Dame des Alpes (St-Jean d'Aulph). — Contestation entre le Valais et les sujets du duc de Savoie au sujet de la montagne de Chermontanaz. — Charles IX et les Valaisans. — Progrès de la Réforme. — Le duc Emmanuel Philibert et les Valaisans. — Traité de Thonon du 4 mars 1569. — Les statuts ou nouvelle législation du Valais. — Translation des reliques de St-Maurice à Turin. — Nouvelles complications avec le duc de Savoie. — Le traité de St-Julien du 21 juillet 1603.

Le siège de l'évêché de Sion étant devenu vacant par la mort du cardinal, on s'empressa d'y repourvoir. Le chanoine Philippe de Platea pro-

posé par ses dix-huit confrères, fut accepté par l'état.

Bataille de la Sessia et de Pavie. — François I^{er} n'avait point encore renoncé à ses prétentions sur le Milanais. En 1523, il sollicita de nouveaux secours des Suisses; il obtint 12 à 15 mille hommes, dont 2000 étaient Valaisans; ils assistèrent à la fameuse journée de la Sessia, et furent forcés de regagner leur pays par la vallée d'Aoste. Les maladies les avaient décimés. Depuis, pour seconder les nouveaux efforts de François I^{er}, six mille Suisses lui furent encore accordés, dont 2000 Valaisans; mais ceux-ci éprouvèrent une perte considérable dans une sortie que fit la garnison de Pavie et les autres trouvèrent la mort dans la bataille qui s'en suivit où François I^{er} perdit tout *fors l'honneur*.

Conflit entre Philippe de Platea et la cour romaine. — En vertu du concordat germanique, le pape s'était réservé la nomination à tous les évêchés vacants en cour romaine. Adrien VI et Clément VII refusèrent de reconnaître le choix de Philippe de Platea. Les cardinaux Jean Piccolomini et Cési furent successivement investi du siège de Sion. Voyant cette persistance, Philippe résigna l'évêché en 1529.

Réformation. La ligue du Valais ou alliance des cantons catholiques. — Zwingli et ses principaux adhérents, Farel, Bonnivard, Berthold

Haller et Calvin propageaient leurs réformes religieuses en Suisse. Le district d'Aigle et les Ormonts, malgré toute leur aberration pour la nouvelle doctrine, avaient été forcés de la recevoir (1526). Bien des citoyens du canton de Vaud préférèrent l'exil à la honte de l'apostasie et vinrent chercher en Valais et en Savoie un abri contre les persécutions dont ils étaient l'objet. De nombreuses familles émigrèrent dans ces deux pays à cette époque. Alarmés des progrès de l'hérésie, les cantons catholiques sentirent le besoin de s'unir. Un traité d'alliance connu sous le nom de Ligue du Valais (Walliser Bund), fut conclu à Lucerne le 25 novembre 1528, entre ceux-ci pour le maintien et la défense de la foi de leurs pères. Le 17 décembre 1533, ce traité fut renouvelé avec l'adhésion de Soleure et de l'abbé de St-Gall.

Sacre de l'évêque Adrien de Riedmatten.
Le doyen Pierre Allet. — Le sacre de cet évêque eut lieu à Lausanne le 8 septembre 1529 par Sébastien de Montfaucon. Soixante-cinq nobles à cheval l'accompagnèrent lorsqu'il se rendit dans cette ville. Ce prélat, aidé des lumières dû doyen du chapitre, Pierre Allet, empêcha que l'hérésie vînt infester son troupeau.

La première guerre de Cappel (Zurich). — Zwingli voulait réformer les baillages communs du Rhinthal, la Thurgovie, le Toggenbourg, le

comté de Baden, etc. Pour y réussir, il fallait empêcher les cantons catholiques d'y envoyer un bailli lorsque leur tour serait venu. C'était celui d'Unterwald. Les Zuricois avaient pris les armes et occupaient l'abbaye de Muri et diverses positions, pour fermer le passage au nouveau bailli. Les six cantons, Lucerne, Schwitz, Uri, Unterwald, Zug et Valais, prirent les armes et arrivèrent à Cappel, où la médiation des cantons neutres parvint à leur faire signer un traité de paix le 26 juin 1529.

La seconde guerre de Cappel. L'idole noire. — Le traité qui venait de se conclure ne fut pas de longue durée. Zwingli travaillant continuellement à l'accomplissement de son œuvre, les poussa à une seconde guerre qui eut lieu à Cappel, où les Zuricois furent battus par les cantons catholiques le 12 octobre 1531. Le Valais y envoya huit bannières formant un corps de 1500 hommes, qui ne purent arriver que le lendemain du combat. Cependant ceux-ci se distinguèrent le 24 sur le mont Gubel, lorsque les réformés allaient détruire l'idole noire de Notre-Dame des Ermites, nom que les Zuricois donnaient à l'image de la Sainte Vierge.

Les Bernois contre Charles III duc de Savoie. Conférence de St-Maurice. — Les Bernois, profitant des circonstances fâcheuses où se trouvait le duc de Savoie, envahirent le pays

de Vaud le 22 janvier 1526, et entrèrent à Genève le 2 février suivant pour inoculer la réforme. Les Fribourgeois et les Valaisans, dans le but de préserver de l'erreur les dépouilles de Charles III, s'emparèrent, les premiers du comté de Romont, et les seconds se jetèrent dans le Chablais. Le 25 février une conférence eut lieu à St-Maurice; des députés de toutes les communes de Monthey, Troistorrents, Val-d'Illier, Collombey, Muraz, Illarsaz, Vionnaz, Torgon, Vouvry, Miez, les Evouettes, Port-Valais, Bouveret, St-Gingolph, avec ceux des communes de la vallée d'Abondance et de la vallée d'Aulph. Ces derniers demandèrent leur annexion au Valais, moyennant qu'on les laissât jouir de leurs libertés, franchises, etc., et de pouvoir revenir de ces engagements quand leur duc rentrerait dans les possessions que les Bernois venaient de lui ravir, moyennant remboursement en faveur des Valaisans pour les frais d'expédition, d'occupation et d'administration des mandements qui s'étaient donnés à eux. Le serment de fidélité fut prêté entre les mains de Jodoc Kalbermatten capitaine-général du Valais. L'acte de dédition y relatif mit sous la même protection les nobles et leurs terres; on y remarque les de Blonay, Hugues de Neuve-Celles, Louis de Cursinges, seigneur d'Allaman, Maurice d'Arbignon de Collombey, etc.

Le pays du Chablais de St-Maurice en bas. Les gouvernements de Monthey, d'Evian et des Alpes. — Le Valais avait envoyé à Berne le 19 mars une ambassade pour demander la cession de la ville de Thonon, mais il éprouva un refus et n'obtint que la ratification de ce qu'il occupait, et la Drance pour limite entre les deux républiques. Le pays du Chablais, de St-Maurice en bas, fut divisé en trois gouvernements, celui de Monthey, d'Evian et des Alpes; ce dernier comprenait les populations de la montagne. Le Bouveret formait une espèce de Baillage régi par un châtelain qui résidait au château de la Porte du Sex. Le gouvernement de Monthey forma une des dix bannières du Valais, et fournit comme les autres dixains un contingent de 300 hommes d'élite commandés par un banneret et un major.

Jean Jordan successeur d'Adrien. — Les vicaires admodiateurs et les curés en titre. — Sous l'épiscopat du successeur d'Adrien, une nouvelle impulsion fut donnée à l'instruction religieuse qui avait été négligée. Le peuple ne savait pas même prier. Les cures étaient administrées par des vicaires-admodiateurs, qui percevaient un léger salaire, tandis que les curés en titre, qui ne paraissaient qu'une ou deux fois par année dans leur église, touchaient les revenus. Il mit fin à cet état de choses, et ordonna aux ecclésiastiques de son diocèse de remplir mieux

leurs devoirs. Il renouvela aussi contre les blasphémateurs les peines portées par le cardinal Schiner; toute personne, même le père et la mère, les frères et les sœurs, étaient obligés de dénoncer le coupable.

Insurrection des serfs des seigneurs de la Tour. — Les habitants de Loetsch et de Châtillon ne rêvaient que le moment de secouer le joug de leurs maîtres. Ils descendirent pendant la nuit dans la vallée de Viège pour en soulever la population, sous prétexte, disaient-ils, qu'une alliance avait été contractée pour donner libre passage aux armées françaises par le Valais. Ils criaient aux armes et mort aux traîtres, en réclamant leur secours au nom de la patrie et de la liberté, mais ce légitime élan n'eut pas d'effet. Pour les punir, les dixains réunis à Viège en mars (1550), les considérant comme des rebelles, décrétèrent en conseil général, qu'ils resteraient éternellement sujets sans pouvoir s'affranchir. Le clergé, dans cette circonstance, se récria du haut de la chaire contre cette injuste condamnation, contraire aux droits de la liberté de l'homme, mais il lui fut imposé à lui-même d'enseigner aux sujets d'être fidèles envers leurs seigneurs. Exemple assez rare à cette époque de l'esprit démocratique du clergé.

L'abbaye de Notre-Dame des Alpes (St-Jean d'Aulph). — Le Valais, depuis l'occupation

du Chablais, avait le droit de pourvoir à certaines cures de cette contrée, aussi confirma-t-il la nomination de Jean Trolliet, Prieur ci-devant, comme abbé de cette abbaye, qui fut béni le 28 août 1549, et celle de Jacques Bruni comme curé de St-Jean d'Aulph.

Contestations entre le Valais et les sujets du duc de Savoie au sujet de la montagne de Chermontanaz. — Cette montagne, limitrophe de la vallée de Bagnes et de la Valpeline, fut albergée par les comtes de Savoie à des Bagnards et à des Val-d'Aostins. Ces derniers prétendant que leurs consorts outrepassaient les limites, recoururent à des voies de fait et vinrent, le 24 juin 1539, armés de lances, d'épées et de frondes, attaquer les propriétaires, enlever leurs chaudières, leurs fromages et conduire leurs vaches au delà de la Drance. Les commissaires furent envoyés sur les lieux pour faire déclarer cette montagne comme un fief des seigneurs du Valais, mais les consorts s'y refusèrent. Alors, l'albergement fut déclaré annulé et la jouissance de cette montagne réunie au domaine de l'état. Cependant, l'empereur Charles-Quint écrivit aux Valaisans depuis Spire, le 5 février 1541, de respecter les droits des sujets de son beau-frère de la vallée d'Aoste, et dans une diète tenue à St-Brancher le 1^{er} juin, les Val-d'Aostins furent mis en possession de cette montagne du côté de la

Valpeline. Cet acte ne fut pas de longue durée, le Valais considérant cette montagne qui était un passage facile pour entrer chez lui, détermina d'alberger la propriété des Val-d'Aostins à la commune de Bagnes, à la charge de garder le passage de cette montagne en temps de guerre, avec une redevance annuelle de cinq florins, et d'une introge de soixante écus d'or au soleil. Cet albergement a eu lieu le 23 avril 1551. Enfin, cet état de choses dura jusqu'à la mort de l'infortuné Charles III qui, vainement, envoya dans le Valais en mai 1551 un ministre pour réclamer contre cette dépossession.

Charles IX et les Valaisans. Progrès de la réforme. — L'hérésie avait fait quelques progrès dans le diocèse de Sion ; les jeunes gens qui avaient fréquenté les universités de Berne et de Zurich, en avaient sucé les principes, et cherchaient à les inoculer dans l'esprit de leurs concitoyens. Charles IX se trouvait aux prises avec ses sujets révoltés. Des enrôlements publics eurent lieu en Valais pour le service des rebelles à leur foi et à leur roi ; il n'y eut que le dixain de Conches, surnommé le catholique, qui ne prit aucune part à cette levée, à la tête de laquelle se trouvaient Pierre Ambuël de Loèche et Henri In-Albon. Ils se rendirent à Lyon en Juin 1562 avec un régiment composé de quatre compagnies du Valais et trois Neuchâteloises, où se trouvaient

déjà des troupes Bernoises clandestinement levées, mais ces dernières se retirèrent immédiatement sur la réclamation de Charles IX auprès de Berne qui dut sévir contre les embaucheurs, mais cela nonobstant, Ambuël resta à Lyon avec les sept compagnies qui étaient sous ses ordres. Plus tard Charles IX recourut à l'appui de ses alliés Suisses, on leva un régiment de 6000 hommes, commandés par le colonel Louis Pfiffer de Lucerne, dont une compagnie Valaisanne faisait partie sous les ordres du capitaine Jacques de Riedmatten. Ce corps de troupes se distingua à la fameuse journée appelée : *la retraite de Meaux*.

Le duc Emmanuel Philibert et les Valaisans. Traité de Thonon du 4 mars 1569.— Emmanuel Philibert avait succédé à son père Charles III; il délégua en Valais le baron de Chevron son chambellan, avec une lettre de procuration, datée de Paris du 8 juillet 1559 pour régler les différends survenus entre la maison de Savoie et le Valais; mais sa mission resta sans succès, jusqu'à ce qu'enfin sur la représentation du duc, l'empereur Charles-Quint, à la diète de Spire du 5 avril 1544, condamna les Bernois et les Valaisans à la restitution des terres prises sur la Savoie et un dédommagement de 500,000 écus. Mais le Valais n'obtempéra à cette sentence, dont lui faisait une obligation l'acte d'occupation du Chablais de 1536, qu'après la conférence qui

eut lieu à Nyon le 28 juin 1568, où les députés du Valais demandèrent la cession du gouvernement de Monthey jusqu'à la Morge de St-Gingolph, et qu'après la conférence de Rolle du 23 août suivant, qui n'eut pas plus de résultat que la première, jusqu'à ce qu'enfin intervînt le traité de Thonon du 4 mars 1569, qui mit fin à ces différends. Ce traité renferme des articles relatifs au commerce et aux rapports de bon voisinage, et à se donner un appui mutuel en cas de guerre. Ils devaient, le Valais et le duc, se fournir réciproquement 4 compagnies au moins et 7 au plus, fortes de 300 hommes chacune. Que les Valaisans ne seraient employés qu'au siège des villes, mais non sur mer, sans l'agrément de leurs chefs. Que le duc ne pourrait passer plus de 300 hommes à la fois en Valais; pour sûreté il laisserait en ôtage à Sion un de ses nobles portant le titre de marquis, de baron ou de comte, et qu'alors, les Valaisans tiendraient une garnison au château de St-Maurice pour les frais de laquelle le duc payerait 60 écus de 5 florins. Le duc s'engageait aussi de leur payer une pension de 700 florins du Rhin. Mais les deux plus intéressantes conditions de ce traité, sont : l'abandon respectif du gouvernement de Monthey aux Valaisans, et de celui fait au duc par ceux-ci, des gouvernements d'Evian et de St-Jean d'Aulph jusqu'au pont de St-Gingolph. Ce traité, ratifié par le duc à Turin

le 24 avril, fut enregistré le 29 par la chambre des comptes à Chambéry.

Les Statuts, ou nouvelle législation du Valais. — Cette époque est mémorable par l'introduction d'un recueil de lois en Valais. L'évêque Hildebrand de Riedmatten, de concert avec le chapitre et les sept dixains, élaborèrent les statuts écrits en langue latine, qui sont une compilation de dispositions législatives sur la procédure et sur le droit civil, reproduisant en même temps des coutumes dès longtemps observées et des arrêtés de diète devant tenir lieu de lois. Des pénalités y figurent aussi; toutefois pour les cas imprévus on était autorisé de recourir au droit romain. L'évêque en fit la promulgation le 23 juin 1571, en son titre de préfet et comte du Valais; lui seul créait aussi les notaires et devenait dépositaire de leurs minutes à leur mort. C'était devant lui ou devant le bailli indistinctement, qu'on avait le choix de porter les causes en appel, sauf appel définitif devant la diète.

Translation des reliques de St-Maurice à Turin. — Charles Emmanuel en vénération de St-Maurice, patron de ses états, demanda et obtint de l'abbaye qui porte son nom, l'épée et la moitié des dépouilles de ce saint, et les Valaisans reçurent en échange le 16 décembre 1590, les revenus que le prieuré de Ripailles possédait au Val-d'Illier et deux mille écus d'or. Les sacrées

dépouilles remises à Mgr Ginod évêque d'Aoste le 29 décembre, furent reçues à Turin avec grande solennité le 13 janvier 1591.

Nouvelles complications avec le duc de Savoie. Le traité de St-Julien du 21 juillet 1603.

— Le duc Charles-Emmanuel pour récupérer le marquisat de Saluce, que la France lui avait retenu, était entré dans le parti de la ligue contre Henri III; il avait levé 5000 hommes dans le Milanais qu'il avait fait arriver secrètement à Ripailles, avec lesquels il avait fait augmenter les garnisons de Thonon et de Gex. A cette nouvelle, les cantons, sur le refus de la part du duc de retirer ses troupes, mirent à la disposition de de Sancy, ministre de France en Suisse, une armée de 12,000 Confédérés, qui envahit la Savoie au mois d'avril 1589. Le Valais de son côté occupa de nouveau à ses frais la rive droite de la Drance. Les cantons tenaient cependant de faire cesser les hostilités existantes entre la Savoie et Genève, et que le duc renonçât à ses entreprises sur cette ville; mais, l'escalade tentée par ses troupes dans la nuit du 12 au 13 décembre 1602 échoua. Zurich, Berne, Bâle, Schaffhouse vinrent au secours de leurs frères, et le Valais lui-même refusa à cette occasion tout appui quelconque aux desseins du duc nonobstant ses réclamations; mais le traité de St-Julien, où est stipulée la confirmation de la

liberté de Genève, mit une solution à ces difficultés.

CHAPITRE XVI.

SOMMAIRE : Crise religieuse. — Hildebrand Jost et la Caroline (1600-1638). — Conversion du Haut-Valais. — Le bailli Jossen. — Les capucins et les jésuites en Valais. — Expulsion de ces derniers. — Guerre du Milanais. — Levée de 1200 hommes pour le duc de Savoie. — Témoignage de satisfaction de celui-ci. — La mort noire ou la peste. — L'évêque Adrien II. — Suppression de l'autorité temporelle des évêques en Valais. — Hildebrand Jost successeur d'Adrien II. — La diète de Baden. — Nouvelle lutte de l'évêque pour reconquérir ses pouvoirs. — Guerre de la Valteline. — Revendication de la Caroline pour Hildebrand. — Insurrection d'Antoine de Stokkalper, sa condamnation et sa mort. — Résignation à l'évêché d'Hildebrand Jost. — Son départ du Valais. — Ses dernières relations avec l'état et sa mort.

Pendant ces luttes politiques, la réforme avait trouvé des adeptes en Valais, tant parmi les familles nobles que parmi les autres classes du peuple, malgré le zèle du vieux prélat Hildebrand de Riedmatten ; malgré les brefs du pape et de ses délégués, le clergé lui-même perverti, donnait

un funeste exemple. — Ici il faut considérer que la promesse de Berne, de recevoir le Valais au nombre des cantons de la Suisse dont il n'était que l'allié, était l'occasion de secouer le joug de la puissance temporelle des évêques et ne contribua pas peu à la propagation de la réforme. Clément VIII, par son nonce de Turin, envoya des missionnaires en Valais. Le père capucin Chérubim, occupé au Jubilé de Thonon, et les pères Sébastien de Maurienne et Augustin d'Asti, arrivèrent à St-Gingolph dans la maison seigneuriale de l'abbé d'Abondance en 1601, pour venir commencer leurs prédications qui portèrent d'heureux fruits, puisque dans trois mois la plupart des familles marquèrent leur retour à la foi de leurs pères. Il n'en fut pas de même dans le Haut-Valais, où la voix des missionnaires fut méconnue. Jossen, bailli de cette époque, avait adopté lui-même l'œuvre réformée; il devait être décidé par un vote général, laquelle des deux religions, de la catholique ou de la réformée, devait être professée en Valais. Une controverse publique eut lieu à Bex entre le père Maurice et les autres pères cités ci-devant, et le ministre de ce lieu et deux de ses confrères de Lausanne, sur des questions évangéliques, mais elles n'eurent pour résultat, que les premiers furent traités par ces derniers, de bêtes, d'ignorants et de papistes, afin d'éluder leurs irrésistibles arguments.

Conversion du Haut-Valais. Le bailli Jossen. — L'abbé de St-Maurice, doyen du chapitre et vicaire général chargé des affaires du diocèse à cause du grand âge de l'évêque, convoqua à la Majorie une commission où le bailli fut appelé. Introduit dans la salle du conseil, le chanoine officiel l'accusa d'avoir violé le traité d'alliance avec les cantons catholiques, conspiré contre l'église, usurpé l'autorité souveraine de l'évêque en recevant des ambassadeurs, en tenant un conseil et en portant des arrêtés, et en vertu d'une pièce à charge parmi celles produites, où il était écrit : Hildebrand de Riedmattén, dernier évêque de Sion. Il fut conclu contre lui à la peine de mort, comme félon et rebelle. Jossen, dans une semblable extrémité, ne put faire autrement que de rétracter tous ses actes antécédents, et ce ne fut qu'à cette condition qu'il dut la vie.

Les pères André, de Lucerne et François Schindeli vinrent par leurs saintes prédications convertir le Haut-Valais. Il n'y avait plus que Sion, siège du gouvernement et des principaux réformés, où les efforts des missionnaires avaient échoué. Un ministre salarié y prêchait régulièrement. Cependant, le père Chérubim obtint du bailli de pouvoir y monter en chaire la veille de l'Ascension 1603, jour où plus de vingt paroisses se rendaient à Sion pour les Rogations : ses efforts furent couronnés de succès. Le ministre réformé

ameuta contre lui ses adeptes au point qu'il ne put prêcher à la cathédrale de cette ville le jour de la Fête-Dieu, crainte d'une collision entre les catholiques et les réformés. Cet état de choses dura jusqu'en septembre même année, où il se tint un conseil général dans la plaine de la Planta près Sion, où le peuple se prononça pour la conservation de la religion catholique. Puis une diète se tint à Viège le 17 mars 1604 dans laquelle il fut décrété que les transgresseurs seraient bannis, condamnés à mort et à la confiscation de leurs biens. Les réformés furent exclus des charges publiques. On déposa le bailli Jossen et le secrétaire d'Etat Güntren, auquel on substitua Sébastien Zuber ex-gouverneur de St-Maurice, en récompense de ce qu'il avait facilité les capucins dans leur apostolat en Valais. Par suite des arrêtés de la diète de Viège, bien des familles préférèrent s'expatrier que de s'y soumettre. Le capitaine Antoine de Quartery fut délégué auprès du Saint-Père à Rome pour lui annoncer le retour complet du Valais à la religion mère.

Les capucins et les Jésuites en Valais. Expulsion de ces derniers. — Nous avons en Valais deux couvents de capucins qui furent fondés : celui de St-Maurice en 1611 et celui de Sion en 1631. Ce fut en 1608 qu'Adrien de Riedmatten, successeur de son oncle Hildebrand, prélat d'une habilité politique, qui se fit remarquer aux diètes

de l'empire, et entre autre à celle de Ratisbonne en 1594, appela les Jésuites en Valais pour l'instruction des jeunes gens, et leur éviter la fréquentation des universités étrangères. Le chanoine Guillaume Quentin curé de St-Maurice de Lac, leur donna le premier l'hospitalité dans son presbytère et ils allèrent s'établir à Ernen dans le dixain de Conches; mais le zèle de ces révérends pères ne tarda pas à être mal récompensé. Le parti de ces réformistes s'opposa à leur introduction, et une diète, tenue à Loèche en 1627, porta contre eux un décret d'expulsion auquel ils durent se conformer.

Guerre du Milanais Levée de 1200 hommes pour le duc de Savoie. Témoignage de satisfaction de celui-ci. — Dans la guerre du Milanais contre le duc de Savoie et l'Espagne, le Valais fournit au premier un régiment de 1200 hommes, commandés par le capitaine de Quartery, qui partit pour le Piémont le 3 juillet 1610 depuis St-Maurice où ils avaient été réunis avec les Lucernois qui faisaient partie du même enrôlement. Mais, les Espagnols s'étant retirés du Milanais, ces troupes s'acquirent le témoignage de satisfaction du duc, marqué dans une lettre qu'il adressa au pouvoir souverain le 25 mars 1611; dans laquelle il était dit : « si quelqu'un venait les inquiéter, il les aiderait à son tour à tirer leur raison, et leur témoignait son contente-

ment de l'honorable déportement de tous les chefs, officiers et soldats Valaisans à son service. » Ce fut à la même date que 100 hommes du Haut-Valais occupèrent le château de St-Maurice et en fortifièrent les alentours par suite de la circonstance de l'envoi de deux régiments de la part du duc de Savoie dans les vallées d'Aulph et d'Abondance, frontières du Valais, qui devaient lui servir à tenter un nouveau coup de main sur Genève, mais qu'il ne tarda pas à faire retirer sur la sommation des cantons qui avaient compris son dessein. Il est à propos de faire mention que le régiment dont nous avons parlé ci-dessus s'est distingué en diverses circonstances, entre autres au siège de Montcalve et à celui d'Asti menacé par les Espagnols en 1614. Il prit part à la défense de Verceil en 1617 contre ceux-ci, qui ne se rendit qu'après deux mois de résistance.

La mort noire ou la peste. — C'est ainsi qu'on appelait ce fléau qui éclata en Suisse en 1610. A Bâle plus de 400 personnes périrent. L'année suivante il se propagea à Berne et à Soleure, à Zurich où 5000 personnes en moururent et près de 2000 dans le territoire de Glaris. A Sarnen, dans le Haut-Unterwald 280 morts furent enterrés dans la même fosse. Le fléau destructeur commença ses ravages en Valais vers la fin de 1611, dans la grande vallée d'Illier et ne cessa qu'au mois de Janvier 1614. Cette maladie, qui

enleva presque partout le quart de la population, n'était autre chose que le choléra-morbus, qui a causé en 1831 et 1832 de si grands maux dans presque toute l'Europe.

L'évêque Adrien II. Suppression de l'autorité temporelle des évêques en Valais. — Ici s'ouvre une nouvelle ère d'émancipation pour le Valais. On commençait à comprendre que la mission du clergé doit être toute évangélique et non s'attacher aux biens de ce monde; aussi, le peuple voulut-il enfin retirer à l'évêque l'autorité temporelle dont il étayait le droit sur la Caroline. Adrien II qui occupait l'épiscopat en 1613 ne se pavana pas longtemps de ses titres de comte du Valais dans ses ordonnances et actes officiels; les sept dixains lui firent tenir un manifeste par lequel il lui était contesté à la lettre tous les droits qu'il prétendait tenir de Charlemagne, en disant : qu'ils avaient eux-mêmes succédé aux empereurs et conquis leur liberté. Ils réclamaient aussi à la mense épiscopale le *spolium* des curés du dixain de Monthey. Une scision entre le peuple et l'évêque était imminente; rien que cette crainte fut cause de la mort prématurée d'Adrien II en septembre 1613. On ne s'arrêta pas là; au moment de remplacer l'évêque défunt, les députés des sept dixains se réunirent à Sion, commencèrent par l'installation du vice-bailli et du secrétaire d'état dans le château épiscopal pour y remplir les

fonctions de préfet, et présentèrent au chapitre un *conclusum* pour pouvoir choisir un nouvel évêque, et pour la revendication des droits de la souveraineté du peuple. Un traité intervint par lequel les chanoines-dignitaires déclaraient spontanément, sans fraude et sans violence, abolir la Caroline et renoncer pour eux et les évêques à venir, à tous les prétendus droits dont ils se prévalaient de par celle-ci, en reconnaissant le Valais pour un pays entièrement libre et démocratique. Ce fut ainsi qu'ils supprimèrent l'autorité temporelle des évêques presque illimitée, et qui consistait à exercer les droits régaliens en qualité de comtes et préfets du Valais, à se faire, dans les cérémonies, précéder de leur sénéchal portant le glaive, à, conjointement avec le chapitre, élire et assermenter le bailli, confirmer les officiers, les châtelains, les majors et les Gouverneurs, créer les notaires, frapper monnaie, percevoir les impôts et les grands-bancs, convoquer les diètes, légitimer les enfants naturels, exercer la propriété des mines, faire la confiscation des biens des suppliciés et suicidés, etc., etc.

Hildebrand Jost successeur d'Adrien II. La diète de Bade. Nouvelle lutte de l'évêque pour reconquérir ses pouvoirs. — Hildebrand Jost curé de Leytron, le plus jeune des quatre candidats présentés par les chanoines, fut élu évêque le 15 octobre 1613. Il commença son

épiscopat par chercher à reconquérir le pouvoir temporel qui venait d'être enlevé à sa dignité. Il protesta contre ce qui avait été fait, et en demanda l'annulation. Les magistrats du pays lui répondirent par un refus énergique. Il recourut à l'autorité du pape Paul V et à la rigueur de ses saints canons, à la protection des cantons catholiques et de M^r Miron ambassadeur français auprès du corps helvétique, mais l'intervention de ceux-ci resta sans effet en présence de la fermeté des Valaisans, qui méconnaissaient formellement toutes ces réclamations. Bien plus, à Viège, on séquestra ses biens et on l'empêcha de visiter ses paroisses tandis qu'il n'aurait pas renoncé à l'alliance de la France. A Loèche on en fit davantage, lors de sa visite pastorale le 24 juin 1617, il fut obligé d'en sortir clandestinement crainte de sa vie, pour s'être refusé à consacrer la liberté des cultes et à retirer les arrêtés de la diète de Viège contre les hérétiques. Cependant, les cantons catholiques convoquèrent une diète à Baden en septembre 1618. L'évêque et les magistrats Valaisans furent invités de venir soumettre à leur arbitrage leurs griefs réciproques, mais aucun des députés du Valais ne s'y rendit. L'évêque y revendiqua tous les droits que nous avons énumérés plus haut. Mais il resta sans réponse, bien au contraire, à la diète de décembre, les députés de Sion et de Sierre demandèrent à l'évêque : s'ils étaient pa-

triotés libres ou non ? et ne leur ayant pas répondu comme ils l'entendaient , ils se réunirent à Sierre le 16 janvier 1619, où ils se déclarèrent déliés du serment qu'ils lui avaient prêté , et mirent séquestre sur ses biens jusqu'à ce qu'il se soit expliqué plus clairement. Le bailli Nicolas de Kalbermatten colonel en Piémont, de retour en Valais chercha un accommodement , duquel il ressort que les patriotes devaient rester en possession de leurs droits de souveraineté en tant qu'ils ne seraient pas dérogoires à ceux de l'église.

Guerre de la Valteline. Revendication de la Caroline par Hildebrand. Insurrection d'Antoine de Stockalper, sa condamnation et sa mort. — La Valteline était sujette des Grisons, et le roi d'Espagne possesseur du duché de Milan ambitionnait ce pays pour s'ouvrir une communication par le Tyrol et l'Autriche. Les Grisons, informés de ce dessein, recoururent à leurs alliés de la Suisse et du Valais, et à l'appui de la France et de la Savoie. Le Valais prit des mesures en faisant occuper le château de St-Maurice en janvier 1622. Chaque bannière fournit 25 hommes et on leva un régiment de 1000 hommes sous les ordres du colonel Angelin Reuss de Sierre, et divisé en cinq compagnies de 200 hommes commandées par les capitaines Pierre In-Albon, Antoine de Stockalper et deux frères de Riedmatten. Ces troupes, après avoir, de concert avec leurs

alliés, expulsé les Autrichiens du territoire envahi, rentrèrent dans leurs foyers le 13 mars 1627 après avoir perdu beaucoup de monde dans cette expédition et entre autres le capitaine In-Albon mort le 5 mai 1626. Pendant cette circonstance Hildebrand qui ne rêvait que de revendiquer son pouvoir, avait recouru pour cela, tantôt à l'Espagne, tantôt aux cantons catholiques, tantôt à la France, tantôt au St-Siège, et enfin à l'empereur Ferdinand II duquel il obtint le 26 novembre 1626 la confirmation de ses anciens droits. Mais ceci ne fit que d'irriter les patriotes du Valais, et leur bailli, Michel Maguerand, en voyant qu'Hildebrand se ménageait de semblables intelligences pour asservir leur pays. Ils résistèrent à tous ces moyens pleins de détours avec courage et fierté, et l'insurrection tentée par le célèbre capitaine Antoine de Stockalper, pour le rétablir dans ses droits, n'eut pour résultat que l'arrestation de celui-ci. Enfermé dans la tour de Loèche, comme prévenu de lèse-majesté au premier chef de l'état, il subit un interrogatoire le 6 octobre et un second le 6 novembre, après avoir été mis quatre fois à la torture. Il fut condamné à être décapité, son corps partagé en quatre parts et jetées au feu pour être réduites en cendres; cette triste et lugubre exécution eut lieu le 4 décembre 1627. Un de ses complices, le chanoine Theler curé de Sion, avait pris la fuite, mais fut arrêté à St-Gingolph

au moment où il allait passer en Savoie, et il fut reconduit dans les prisons de la capitale, où il resta pendant huit mois, et de là transféré à Lucerne; ce ne fut qu'après deux ans de détention et sur les sommations du nonce que l'accusé fut élargi.

Résignation à l'évêché d'Hildebrand Jost. Son départ du Valais. Ses dernières relations avec l'état et sa mort. — Les intrigues d'Hildebrand n'avaient suscité que le désordre et l'anarchie dans le pays. Voyant l'orage toujours croissant qui le menaçait et l'impuissance de ses efforts, il se décida d'abord de résigner l'évêché, ce qui ne fut pas accepté par Urbain VIII, et puis finit par partir du Valais le 2 janvier 1628, accompagné de quelques chanoines, pour se rendre à Lucerne, sur un ordre du nonce datant du 21 décembre précédent, qui lui enjoignait de quitter son diocèse dans 12 jours. Pierre Furrer, doyen de Valère qui gérait ad-intérim, fut obligé de quitter le château de la Majorie pour faire place au bailli Jean Rotten et au vice-bailli, qui vinrent s'y installer avec leurs familiers aux frais de l'évêque. On remarque, que dans la même année au mois de janvier 1628, qu'il fut frappé des batz à un nouveau coing, portant sur la face sept étoiles représentant les sept dixains au lieu des armes de l'évêque. La même année la peste fit aussi bien du ravage en Valais. Le bailli, au nom

de l'état, ordonna en décembre un jeûne général en cette occasion.

Hildebrand fut appelé à Rome par le St-Père, probablement pour l'entendre sur le sujet de ses tribulations, d'où il revint précédé par un bref adressé au clergé et aux fidèles de son diocèse par Urbain VIII. Il arriva au St-Bernard le 25 juin 1630, suivi du doyen Furrer, de son chapelain le chanoine Torneri et de deux domestiques, mais le capitaine Jean Preux s'y trouvait déjà avec une troupe armée pour lui empêcher de mettre le pied sur le sol de la République. Cependant, sous la garantie des religieux de cette maison, il obtint d'y entrer et d'y passer cinq mois, jusqu'à ce qu'enfin il reçut des patriotes une lettre pour se rendre à St-Brancher avec un seul domestique sans les personnes de sa suite, où il logea pendant trois semaines au château des Etier « résidence des vidames de Vollège, situé en face du château de St-Jean qui domine St-Brancher, chez noble Balthasar Fabri. » Des gardes furent placées autour du château pour lui empêcher toute communication; le doyen Furrer et son chapelain, qui s'y étaient introduits, furent condamnés à l'exil et conduits à la frontière. Il fut invité de venir à St-Brancher où les députés des sept dixains étaient réunis; il entra accompagné de son chambrier dans la salle où on l'attendait. Aucun d'eux ne se leva pour le saluer, ni daigna

même ôter son chapeau, c'est ce qui explique déjà l'exaspération qui régnait contre lui, et il leur fit d'abord connaître s'il ne serait pas possible de faire avec eux un accommodement; mais ils lui répondirent énergiquement « qu'ils ne se laisseraient plus gouverner, ni par lui, ni par ses successeurs; sachez, lui dirent-ils, que nous sommes un peuple libre, que nos pères nous ont acquis la liberté au prix de leur sang, que la France et nos autres alliés nous ont reconnus comme tels. Que la Caroline dont vous vous prévaluez n'est qu'une fable; que Charlemagne n'a pu accorder aux évêques de Sion des droits de souveraineté qui n'étaient pas à lui, et que ce n'est que par usurpation sur le peuple que vous en avez joui. » Cette réponse bien sentie lui enleva tout espoir; ce n'était plus temps, le peuple était trop avancé. On lui dévoila toutes ses intrigues, et ce ne fut qu'au bout de trois jours, sur une dernière sommation et l'imminence de voir soulever tout le peuple, qu'il signa la renonciation à ses prétentions surannées d'après un acte préparé par le seigneur Maguerand secrétaire d'état : voilà où aboutirent 17 ans de lutte ! L'année 1633 vers le 4 août il y eut une grande inondation à Viège par l'éruption d'un lac qui emporta dix-huit maisons et quantité d'arbres. Le 10 septembre 1635, neuf-cents hommes du Valais partirent pour le service de France, et furent employés en

Lorraine, d'où ils ne rentrèrent qu'en janvier suivant au nombre de 120, les autres ayant péri. — Revenant à Hildebrand, son épiscopat avait duré 25 ans; il avait été contemporain de St-François de Sales, avec lequel il avait correspondu. L'apôtre du Chablais était même venu à Sion assister à son sacre et faisait grand cas des qualités qui distinguaient Hildebrand, qui cependant aurait dû comprendre que le retour aux droits traditionnels de ses ^{par le même} successeurs était devenu impossible, et qu'il aurait pu éviter à ses partisans, à lui et à son pays, les malheurs qui s'en sont suivis. Il mourut vers la fin de mai 1638.

CHAPITRE XVII.

SOMMAIRE : Le bailli Michel Maguerand. — Episcopat de Barthélemy Supersaxo et d'Adrien III de Riedmatten. — Etablissement de divers couvents en Valais. — Mort d'Adrien III; épiscopat d'Adrien IV. — Troubles intérieurs et proscriptions. — Le grand bailli Gaspard de Stockalper. — Son procès avec les dixains de Sion, Sierre, Loèche et Viège. — Leur transaction. — Prise d'armes. — Apparition d'une grande comète. — Les Vaudois Piémontais. — La bataille de Wilmergen. — Le traité de Soleure entre les cantons catholiques et Louis XIV. — Insurrection au sujet des mines de Binn dans le dixain de Conches (1732). — Inondation de la Vièze (1733). — Les évêques François I^{er}, Joseph Supersaxo, Jean II, Joseph Blatter. — Nouvelles prétentions du Chapitre. — Rappel des Jésuites. — Bataille de Fontenoy. — Eboulements des Diablerets. — La route de la Gemmi. — Jean III. — Hildebrand Rotten. — Inondation du Rhône. — Tremblement de terre. Benoît XIV. — La cour de Sardaigne et l'état du Valais au sujet de la nomination des prévôts du St-Bernard. — La bulle de Clément XIV au sujet des jésuites (21 juillet 1773). — Nouvelle frappe de monnaie (1777). — Sacre de l'évêque François-Melchior Zen-Ruffinen (1780). — Grand incendie à Sion.

Michel Maguerand avait succédé en 1634 au bailli Jean Rotten. Pendant son administration, le Valais avait respiré les bienfaits de la paix in-

térieure. Les querelles religieuses s'étaient assoupies pour faire place à la tolérance. Cet état de choses se continua sous l'épiscopat de Barthélemy Supersaxo qui avait succédé à Hildebrand le 6 juin 1638; ce prélat d'un caractère pacifique n'eut pas une longue existence. Il vint habiter à Martigny pendant le mois de novembre de l'année précédente, qui est une époque de tristes souvenirs pour la ville de Sion qui fut ravagée par une peste si terrible pendant le courant du mois d'août; plus de 500 personnes y furent emportées.

Supersaxo n'avait pas encore été sacré lorsqu'il vint à mourir le 16 juillet 1640. Il fut remplacé par Adrien III de Riedmatten déjà le 30 août de la même année; celui-ci ne vécut non plus que peu d'années. Une autre calamité signala le 21 septembre 1640, ce fut à la suite de pluies diluviennes qu'une grande inondation du Rhône et de la Drance emporta tous les ponts et causa de grands ravages. Les Valaisans avaient de plus en plus pris goût pour le service étranger, car l'on voit que le 30 juin 1639, par une lettre écrite par Christine (veuve du duc Victor-Amédée I^{er} et sœur de Louis XIII), au gouvernement du Valais, qu'elle se plaignait à celui-ci que dans le différend qui s'était élevé entre elle et le prince Thomas son beau-frère au sujet de la régence pendant la minorité des enfants du premier, une partie des troupes commandées par Magerand avait pris le

parti du prince Thomas. Elle demandait que ceux-ci, qu'elle qualifiait de rebelles, fussent rappelés au devoir, en sollicitant un secours de 1000 hommes, ce qui en effet lui fut accordé avec un chef pour ce corps de troupes, qui fut le colonel Antoine Du Fay.

Le 7 octobre 1642 fut une journée néfaste pour le régiment valaisan commandé par Ambuël et les capitaines Pierre de Riedmatten, Jodoc Venetz et François Preux, qui, fort de 2000 hommes, fut presque entièrement détruit, après s'être couvert de gloire à la bataille de Lérída, contre les Espagnols. Cet exemple n'est pas le seul remarquable qu'aient donné les Valaisans au service étranger par leur fidélité et leur dévouement, mais qui au fond n'a jamais été que désastreux pour eux.

C'est dans les années suivantes (10 mai 1643) qu'une communauté de religieuses Bernardines fut autorisée par l'état à se bâtir un couvent à Collombay sur les ruines du château des nobles d'Arbignon. Bartholomée de Vantery, dont la famille a puissamment contribué à la dotation de cet établissement, en fut la première supérieure. Adrien III consacra aussi l'église des capucins de Sion; ainsi que le couvent bâti sur les propriétés du chapitre.

Mort d'Adrien III. Episcopat d'Adrien IV.

Troubles intérieurs et proscriptions.—Adrien III était mort le 19 septembre 1646, et déjà le 1^{er} octobre suivant il avait pour successeur Adrien IV de Riedmatten. Ce nouvel évêque, poussé par la même ambition qui dominait ses prédécesseurs, et qui avait causé tant de luttes dans le pays, ralluma le nouveau brandon de discordes en revendiquant les anciens droits des évêques et en lançant la persécution contre ceux que l'on disait entachés des nouvelles doctrines. Par son influence, un arrêté fut porté le 19 décembre 1650, qui les excluait des emplois publics, et leur défendait de laisser étudier leurs enfants dans les pays protestants sous peine d'une amende de cent écus. Des notabilités du Valais, les Magerand, les Gunther et d'autres nobles familles, venaient d'être frappées de l'exil, et avaient été chercher un asile chez leurs confrères de Berne, où ils furent gratifiés de la bourgeoisie. Le district de Loèche n'étant guère disposé à voir s'introduire ce retour au passé, prit les armes le 26 juillet 1655, et marcha sur Sion où il espérait qu'avec l'aide de ses partisans, il ferait soumettre l'évêque; mais celui-ci prévenu à temps avait pris ses mesures. Il avait réuni des troupes, les bannières du Bas-Valais avaient répondu à son appel. Entourée de remparts, dont on voit encore les vestiges actuellement, la ville de Sion était garnie de troupes et avait ses portes fermées. Le château

de Tourbillon et ses places fortes étaient gardées par les gens de l'évêque commandés par Jean de Montheys. Mais cette prise d'armes resta sans effet par la réconciliation des deux partis habilement maniés par l'évêque. Il fit aussi adopter au Valais le calendrier grégorien et rappeler, par décret de la diète du 11 décembre 1650, les Jésuites en Valais, qui établirent à Brigue un collège sous leur direction.

Le grand bailli Gaspard de Stockalper. Son procès avec les dixains de Sion, Sierre, Loèche et Viège. Leur transaction. Prise d'armes. Apparition d'une grande comète.— Gaspard de Stockalper, cousin de l'infortuné Antoine de Stockalper, homme à grandes vues, décoré de plusieurs titres, tels que : Baron de Duyn, chevalier du St-Empire et de St-Michel, citoyen de Milan, colonel en Piémont, etc., était devenu gouverneur de St-Maurice et de là grand bailli. Il s'était acquis une immense fortune, au point qu'on le surnommait : le riche. Il tint la régie des sels pendant plus de trente ans, et avait fait creuser pour en rendre le transport moins coûteux (en 1650) le canal qui porte encore aujourd'hui son nom, et qui s'étend de Collombey à Vouvry, mais qui ne répondit pas à sa spéculation. Et comme, si le pouvoir souverain fut devenu son droit particulier, il perçut successivement les droits régaliens de l'état. Outre les autres

revenus dans lesquels figuraient les biens des Magerand qui avaient été confisqués. Il fortifia quelques passages du Simplon ; mais les dixains de Sion, Sierre, Loèche et Viège, n'ont pas laissé aller plus loin cet esprit envahisseur ; ils se réunirent et firent décréter contre lui une prise de corps par la commission d'enquête, qui portait de l'emmener mort ou vif, ce qui aurait eu lieu sans l'intervention des dixains de Conches, Brigue et Rarogne, qui amena une transaction entre les parties qui eut lieu le 24 mai 1678, par laquelle Gaspard de Stockalper s'engagea à partager ses armes et ses munitions entre les dixains, à leur livrer ses maisons fortes, à payer 1500 pistoles d'Espagne, et 300 en outre aux quatre premiers pour frais d'enquête ; à céder le sel qui se trouvait dans ses magasins, dont il y en eut 6489 sacs, et enfin d'abandonner à l'état le péage de St-Maurice. Telles furent les compensations qu'ils retirèrent de l'administration dont leur bailli s'était impatronisé. Deux ans après, une prise d'armes eut lieu à son occasion. On faisait croire qu'il voulait asservir le pays, chose étonnante que du reste il n'aurait pu consommer, et qui se réduisit à une démarche des Bas-Valaisans, pour laquelle chaque soldat reçut à son licenciement *deux coups à boire et un ringlin de pain*.

Il est à propos de noter ici que ce fut vers la fin de 1680 qu'eut lieu l'apparition de cette im-

mense comète qui ne disparut qu'au printemps de l'année suivante. Ce phénomène causa bien des frayeurs, que ne fit qu'augmenter encore l'ordonnance de l'évêque de faire des prières publiques pour en conjurer les effets. Quelques légères notions d'astronomie lui auraient ôtées ces préjugés et empêché de les répandre parmi le peuple.

Les Vaudois Piémontais (1688). La bataille de Wilmergen. Le traité de Soleure entre les cantons catholiques et Louis XIV. Insurrection au sujet des mines de Binn dans le dixain de Conches (1732).— Les habitants de la vallée des Vaudois en Piémont avaient émigré en Suisse par suite des persécutions d'Amédée II et avaient résolu de rentrer dans leur pays les armes à la main. Les cantons protestants favorisaient leur dessein ; réunis au nombre de 600 dans la plaine d'Ollon, ils devaient passer en Valais pour pénétrer dans les montagnes de la Savoie ; mais l'état du Valais, en vertu de ses traités avec le duc, leur empêcha l'entrée de son territoire en le garnissant de troupes, et entre autres de passer le Rhône à Illarsaz, où ils furent repoussés pendant la nuit par quelques décharges de mousqueterie. L'année suivante, le Valais tint encore garnison dans les châteaux de St-Maurice et de Monthey pour prévenir une nouvelle invasion de ces émigrés, mais ceux-ci renoncèrent à ce projet et allèrent depuis Prangins, dans la nuit

du 16 au 17 août, débarquer à Ivoire, traversèrent le Faucigny et arrivèrent en Tarentaise par le Bonhomme. Le Valais, à cette nouvelle, leva vers le 28 août des troupes qui occupèrent la montagne de Cou et qui furent licenciées le 30 septembre, lorsqu'on apprit la défaite des émigrés par le comte de Bernex. Les réformés de Toggenbourg éprouvèrent aussi les persécutions de l'abbé de St-Gall, dont ils désiraient de secouer le joug. Ils recoururent à la protection de Glaris et de Schwitz qui se réduisit à des exhortations, de part les premiers, à la soumission de part les derniers, ce que regardant comme inefficace pour alléger leurs maux, ils sollicitèrent la protection de Zurich et de Berne. Le 14 février 1712, le premier canton envoya aux Toggenbourgeois Naboltz, un de ses meilleurs officiers, qui marcha à leur tête contre l'abbé. Les cantons catholiques ne voulurent pas rester étrangers à cette lutte. Le Valais fut invité, par le trésorier d'Alt et le commissaire Vonder-Weid qui s'y rendirent, à prendre part à cette coalition; mais Berne garnit de troupes ses frontières vaudoises, le long du littoral du Rhône jusqu'au lac et plaça une batterie contre St-Maurice, cela n'empêcha pas que 1000 Valaisans avec 5 drapeaux, passèrent la Fourche. Arrivés à Zug, voyant qu'on les laissait inactifs, 350 se retournèrent lesquels peu de jours après furent suivis par les autres. Mais le 25 juillet 1712, les

deux parties en étaient aux mains à Wilmergen, où Berne et Zurich assurèrent leur prédominance, et le traité d'Aarau du 11 août 1712 posa des bases nouvelles et plus solides. Deux ans après, les cantons catholiques et le Valais, dans le but de se garantir au besoin la protection du grand monarque Louis XIV, passèrent avec lui un traité d'alliance qui fut signé à Soleure le 9 mai 1715. Notre pays, qui de tout temps a été exploré par les voyageurs étrangers, à cause des richesses qu'il renferme dans son sein et ses rares productions, fut l'objet de l'attention d'une société anglaise qui découvrit une mine de fer à Binn, au dixain de Conches. Cette société fit un traité en 1732 avec le pouvoir souverain pour leur exploitation. Mais survint une chose curieuse, des bruits aussi stupides que malveillants circulèrent bientôt dans le pays, en accusant le bailli Blatter et l'évêque de trahison pour avoir consenti à la concession de cette mine, d'avoir en quelque sorte aliéné une partie du pays en faveur de l'étranger. Un landsgemeinde se tint à Conches où le bailli fut destitué. Les dixains allemands prirent les armes et marchèrent sur Sion. Les portes en étaient fermées et les remparts garnis de canons, mais après un jour de pourparlers, les députés furent introduits dans la ville et la raison fit place au préjugé. De généreuses libations de vin terminèrent cette ridicule prise d'armes.

Inondation de la Vièze.— A diverses époques Monthey éprouva des inondations de la Vièze, mais celle qui eut lieu en 1773, fut la plus considérable et emporta 46 maisons, une partie de l'église et couvrit de limon une partie de son territoire et de celui de Collombey.

Les évêques François I^{er}, Joseph Supersaxo, Jean II, Joseph Blatter. Nouvelles prétentions du Chapitre. Rappel des Jésuites. Bataille de Fontenoy. Eboulement des Diablerets. La route de la Gemmi. Jean III. Hildebrand Rotten. — François I^{er}, Joseph Supersaxo, Jean II et Joseph Blatter, avaient successivement occupé le siège épiscopal de Sion, le premier depuis le 2 juin 1701 au 1^{er} mai 1734, et le second dès le 18 mai 1734 au 19 janvier 1752. Ce fut la première année de l'épiscopat de celui-ci que les Jésuites furent appelés au collège de Sion. Le Chapitre demanda aussi en 1735 le droit de séance et de suffrage en diète de deux de ses membres; ses prétentions n'eurent point de résultats pour cette époque et ne se réveillèrent que quelques années plus tard. Nous remarquons dans cet intervalle la mémorable bataille de Fontenoy, qui eut lieu le 11 mai 1745, où le régiment valaisan se couvrit de gloire et eut vingt-trois officiers tués ou blessés, parmi lesquels un capitaine de Preux et un lieutenant de la Pierre. L'on signale aussi un second éboulement de la

montagne des Diablerets, dont il y en avait déjà eu un le 23 septembre 1714. L'évêque Blatter mourut le 19 janvier 1752, et le chapitre s'opposait à ce qu'il fut procédé à une nouvelle élection avant qu'il fût reconnu membre de l'état et que le nouvel élu eût la jouissance de tous les droits des évêques de Riedmatten. On consentit seulement à ce que le chapitre pût siéger à la diète pendant la vacance du siège. Le bailli Burgener, par une communication pleine d'énergie, lui fit aussi connaître qu'il ne voulait pas lui laisser le droit exclusif de présentation pour la candidature à l'épiscopat, exigeant en même temps celle du chanoine Rotten. Aussi le 31 août 1752, ce dernier fut-il élu par la diète. Un serment de fidélité fut réciproquement prêté et il fut processionnellement conduit au château de la Majorie. Cet évêque témoigna trois ans plus tard (1755) beaucoup de sympathie aux soldats Bas-Valaisans qui avaient été mis sur pied pour aider le canton d'Uri à soumettre les habitants de la Levantine qui lui étaient sujets et qui voulaient s'émanciper; ceux-ci s'étant soumis, les troupes du Haut-Valais n'allèrent qu'au dixain de Conches et celles du Bas au pont de Sierre, d'où ces derniers furent licenciés après avoir été traités copieusement par le généreux évêque Rotten. Nous ne devons pas omettre d'observer que la route de la Gemmi, praticable à cette époque, avait été ouverte de

1736 à 1741 aux frais des deux états, Berne et Valais.

Inondation du Rhône. Tremblement de terre. Benoît XIV. La cour de Sardaigne et l'état du Valais au sujet de la nomination des prévôts du St-Bernard. La bulle de Clément XIV au sujet des Jésuites (21 juillet 1773). Nouvelle frappe de monnaie (1777). Sacre de l'évêque François-Melchior Zen-Ruffinen (1780). Grand incendie à Sion.

— Dans la nuit du 14 au 15 octobre 1755, une inondation du Rhône causa des désastres incalculables dans les dixains supérieurs. La plaine de Rarogne et de Viège fut couverte de vases et les ponts de Mœrell et de Sierre furent emportés. A cette calamité s'en joignit une autre non moins fatale, ce fut un tremblement de terre. Quelques semaines avant, Lisbonne venait d'être détruite par une catastrophe de ce genre. En Valais, la première secousse fut ressentie le 9 décembre, à 3 heures après midi. Deux cloches tombèrent de la tour de Naters, tandis qu'à Gliss, à Münd et ailleurs les cloches et les églises s'écroulèrent. Ce fut Brigue et ces derniers endroits qui subirent les plus grands dommages. Pendant la nuit la terre s'ébranlait d'heure en heure et s'entrouvrait. Les habitants effrayés quittèrent leurs bâtiments qui s'écroulaient ou menaçaient ruine en se lézardant et durent rester jusqu'au lendemain

exposés aux intempéries de la saison. Ces désastres furent moindres à Viège et à peu près nuls à Rarogne. En outre, des secousses se succédèrent de temps en temps pendant quelques mois et tinrent la population dans l'angoisse. Une question relative à la nomination des prévôts du Grand St-Bernard divisait l'état du Valais et la cour de Sardaigne, mais le pape Benoit XIV mit fin à cette difficulté en accordant aux religieux, le 14 août 1752, la libre élection de leurs supérieurs, et d'un autre côté il incorpora à l'ordre des Saints Maurice et Lazare les biens situés sur le territoire sarde. On prétend que ce fut par représailles que l'état du Valais renvoya en 1766 des couvents de St-Maurice et de Sion les capucins de la province de Savoie pour leur substituer ceux de la province Suisse. Un incident nouveau eut lieu à l'égard des Jésuites, ce fut la bulle de Clément XIV du 21 juillet 1773 par laquelle les Jésuites furent supprimés. Ceux qui enseignaient dans les collèges du Valais durent immédiatement partir sur les ordres de l'État, nonobstant les prières et les intrigues de l'évêque Ambuel qui voulait les retenir sous l'habit de prêtres séculiers. En 1777, une alliance défensive entre les treize cantons et leurs alliés et la couronne de France fut conclue à Soleure. Ce fut à cette occasion, pour la première fois, que les députés du Valais prirent régulièrement séance à la diète Suisse, où ils

ne pouvaient assister avant que sur une invitation spéciale. La même année, fut frappée la dernière monnaie aux coins réunis de l'évêché et du pays. Un sacre remarquable, est celui de l'évêque François-Melchior Zen-Ruffinen, qui eut lieu à Sion le 14 novembre 1780, en même temps que le renouvellement de l'alliance des sept cantons catholiques. Cette coïncidence de choses donna lieu à une fête pleine de magnificence, dont les frais s'élevèrent à 90,000 florins, le gouvernement de Monthey en paya pour sa part 7690. Les députés confédérés firent une entrée solennelle dans la ville au bruit du canon, dans seize carrosses attelés chacun de quatre chevaux et escortés de 40 cavaliers; 400 hommes faisaient le service de la place. L'alliance fut jurée à la cathédrale et un repas splendide couronna la cérémonie. De nombreux toasts furent portés au pape, à l'ambassadeur de France, aux évêques de Genève et de Sion, aux cantons, aux dixains, etc. Pour perpétuer le souvenir de cette solennité, on frappa des médailles d'argent. Mais aux plaisirs qu'éprouva la capitale par cette fête, succéda quelques années après l'amertume et la douleur. Un vaste incendie, poussé par un vent des plus violents, vint, le 24 mai 1788, y mettre la consternation; 226 édifices furent en trois heures de temps la proie des flammes. Les châteaux de Tourbillon et de la Majorie, si riches en mo-

numents historiques, la chancellerie d'état, nouvellement construite, furent détruits. On sauva la cathédrale et son trésor, sauf le toit qui fut brûlé. L'élément destructeur avait mis tant de confusion et de trouble qu'on laissa brûler en pleine rue les pompes à feu. Ainsi finit cette période, non moins féconde que les précédentes en événements.

CHAPITRE XVIII.

SOMMAIRE : Le régime des gouverneurs et leur fiscalité. — Le gouverneur de Monthey. — Schiner et le gros Bellet. — Réaction et ses suites. — Déplorable condamnation à mort de Pierre Guillot et de ses affiliés. — La révolution de France. Ses réfugiés en Valais. — La république française.

Le régime des gouverneurs devenait insupportable par sa tyrannie et sa fiscalité. Le pouvoir était concentré entre les mains de quelques familles nobles et tous les autres citoyens n'étaient que sujets. Les gouverneurs se fondaient sur l'appui de l'autorité souveraine pour commettre toute espèce de vexations. Leur cupidité était leur seul mobile et les amendes pécuniaires leur spéculation. Le pouvoir souverain restait sourd aux plaintes qu'on lui adressait. Cet état de choses ne pouvait durer. Le mécontentement géné-

ral devait éclater. Schiner, gouverneur de Monthey, était l'objet de l'animadversion publique à cause de ses exactions. Aussi le 8 septembre 1790, jour de foire de Monthey, il fut expulsé de son château par Pierre-Maurice Bellet, du Val-d'Illiers, homme d'une taille et d'une force remarquable, aidé de la population de la montagne, et ne dut son salut que dans sa fuite. L'état, loin de sévir pour ou contre les auteurs de cette expulsion, leur accorda au contraire une amnistie générale, en considérant que leurs griefs contre ce gouverneur étaient légitimes. La réaction de l'année suivante (6 février 1791), qui avait pour but l'émancipation de Monthey et de l'assimiler aux autres dixains du pays dans sa position politique, n'eut que le triste résultat d'avoir échoué et d'amener de fâcheuses conséquences pour la population et les hommes qui avaient eu le courage de cette tentative. Des troupes furent bientôt mises sur pied, et dès le 3 octobre Monthey fut occupé par 500 hommes des 5 dixains supérieurs, avec 2 pièces de canon, et une commission souveraine composée de 7 membres et présidée par le banneret Barberin s'installa dans le château. Elle fit publier le dimanche 26 octobre, dans toutes les églises des gouvernements de Monthey et de St-Maurice, un manifeste touchant les causes de cette levée de troupes, en renouvelant l'amnistie accordée à la suite de l'expulsion

du gouverneur. Le lendemain, les employés des communes étaient convoqués à Monthey, pour entendre la publication des peines infligées aux insurgés, les uns durent rester à genoux pendant qu'on lisait cet arrêté, puis conduits près du carcan. D'autres, après une prison de six jours au pain et à l'eau, furent tenus d'assister le dimanche à la grande messe, à l'entrée du chœur, avec un cierge allumé. Les troupes et les commissaires quittèrent Monthey, emmenant quatre nouveaux prisonniers, qui allèrent rejoindre les cinq autres dans les prisons de la capitale. Mais la noire inquisition devait aussi promener en Valais son sanglant cortège. A la suite d'une enquête dans laquelle on n'avait suivi aucune forme légale, et sans défense préalable, ces malheureux prisonniers furent condamnés, deux à la décapitation, trois à être pendus et deux à la déportation. Cette sentence qui soulève d'indignation, amena une protestation des cantons voisins, mais elle fut exécutée le 19 novembre 1791, l'infortuné Pierre Guillot, de Monthey, homme de mérite qui avait à cœur le bien de son pays, venait à peine d'être l'objet de ce martyrologue politique, qu'arrivèrent des commissaires de Berne en toute hâte, mais malheureusement trop tard pour empêcher cette déplorable exécution. Ce fut un jour de deuil pour le Valais.

La révolution de France. Ses réfugiés en Valais. La république Française. — L'antique confédération suisse des treize cantons touchait à sa ruine. L'aristocratie faisait ses derniers efforts pour maintenir sa suprématie. Tant de persécutions et tant de despotisme que la nation, et le Valais en particulier, avaient dû subir, devaient amener une fin au régime de barbarie. Le peuple était mûr pour jouir de son indépendance. La révolution française qui venait d'éclater en devait être le prélude et la cause. Louis XVI, cette illustre victime, avait péri sur l'échafaud par les mains de ses propres sujets. Les troupes suisses qui étaient au service de France, et qui s'étaient couvertes de gloire dans la journée du 10 août, avaient été licenciées et étaient rentrées dans leur pays. La France s'était érigée en République. Tous les potentats tremblaient sur leurs trônes, mais une coalition générale de ceux-ci se formait peu à peu contre elle, dont les chefs, tout en se couvrant du sang de leurs concitoyens, avaient proclamé la souveraineté du peuple. C'est ce qui fut cause qu'un grand nombre de personnes, craignant pour leur vie, furent obligées d'émigrer de France et de venir chercher un abri chez nous. Ces malheureux affluèrent surtout en Valais depuis l'invasion de la Savoie par l'armée des Alpes commandée par le général Montesquiou. Dans cette occurrence, le

Valais avait déjà, dès le 20 mai 1792, placé un corps de troupes à la Porte du Sex, sous les ordres du major de Bons, qui fut augmenté de 350 hommes échelonnés sur la frontière, dès que l'on avait appris l'occupation de la Savoie (22 septembre) et resta en observation jusqu'au printemps. Victor-Amédée, roi de Sardaigne, obtint à cette occasion par un traité, une autorisation du Valais de passer des troupes par le Grand St-Bernard, qui devaient déloger les Français de la Basse-Savoie en les attaquant par les montagnes du Haut-Faucigny. Cette autorisation lui fut accordée dans la prévision de se débarrasser d'un voisinage inquiétant. Onze cantons suisses reconnurent la République française, le Valais, sur le conseil de Lucerne, en fit autant à la diète de mai 1795. Cette déférence, qui avait notamment pour but de pouvoir conserver leur nationalité et l'inviolabilité de leur territoire, n'eut pas longtemps succès à côté des grands événements qui se déroulaient si rapidement. Le Directoire de la nouvelle république, qui comprenait l'efficacité de l'appui moral et matériel des autres peuples et particulièrement de la Suisse, dont, entre autres, la position topographique lui était nécessaire pour faire passer ses troupes en Allemagne et en Italie, décida de l'occuper. En même temps que l'armée du général Brune entrait en Suisse sur divers points, un arrêté du 8 nivose an VI (18

décembre 1797) se publiait, par lequel il faisait connaître à tous les habitants de la Suisse qu'ils étaient placés sous sa protection immédiate. Une diète extraordinaire avait été convoquée à Aarau à la fin de 1797, mais se termina en oiseuses délibérations. La prépondérance de Berne ne resta pas étrangère à la cause de cette indifférence, comptant principalement d'un autre côté en entendant proclamer les grands principes de liberté, d'égalité, d'humanité, de voir s'ouvrir une nouvelle ère de civilisation pour la Suisse.

CHAPITRE XIX.

SOMMAIRE : République une et indivisible (1798-1814).

Indépendance complète du Bas-Valais. — Assemblée nationale à St-Maurice. — Expédition dans les Ormonts. — Constitution nouvelle. — Assemblée du 16 mars. — Discours remarquable. — Insurrection du Haut-Valais. — Combat du pont de la Morge. — Pillage de Sion. — Résistance héroïque des Haut-Valaisans et leur soumission. — Arrêté du 26 mai de la chambre administrative de St-Maurice. — Nouvelle collision en Suisse. — Guerre du Haut-Valais. — Passage du St-Bernard par les troupes françaises sous le commandement du 1^{er} consul Napoléon Bonaparte. — Division en Suisse. — Le Valais est déclaré république indépendante alliée de la Suisse et de la France. — Guerre civile en Suisse. L'acte de médiation (1^{er} février 1803). — Capitulation militaire. — Le Valais devient département français, sous le nom de département du Simplon. — Invasion des alliés. — Chute de l'empereur Napoléon I^{er}. — Entrée du Valais, comme vingtième canton, dans la Confédération suisse (12 septembre 1814). — Le pacte de 1815.

La révolution française devait aussi produire ses effets partout. La proclamation du général Ménard, du 24 janvier 1798, qui avait son quartier général à Fernex avec 15,000 hommes aux portes de Genève qui vinrent depuis occuper le canton de Vaud, avait eu son écho en Valais,

outre qu'un envoyé de France, le citoyen Mangourit, y était arrivé pour l'engager à adopter la réforme politique générale. La Suisse avait été déclarée par le Directoire français, République helvétique une et indivisible, avec un gouvernement central ayant son siège à Aarau, qui devait nommer des préfets et des autorités dans chaque canton. L'abolition de tout privilège et l'égalité des Suisses devant la loi étaient garanties. La nouvelle république helvétique avait subi un démembrement. Elle comprenait dix-huit cantons. L'ancien territoire de Berne en forma quatre : Berne, Vaud, Oberland et Argovie. Les anciens cantons, berceau de la liberté helvétique, Uri, Schwitz, Unterwald et Zug, prirent le nom de canton des Waldstetten; St-Gall, Appenzell et le Rheinthal formèrent le canton du Sentis. Baden, Thurgovie, Lugano et Bellinzonne devinrent de nouveaux cantons, et le Valais, qui faisait partie du corps helvétique en qualité d'allié, vit son individualité politique confondue dans la république une et indivisible. Genève et Mulhouse furent incorporées à la France. Les Waldstetten ne s'étaient laissé imposer ce nouveau régime qu'au prix de leur sang. Des milliers de braves avaient succombé dans les combats de Wollerau et d'Arth. Cette transformation en Valais débuta à St-Maurice et l'arbre de liberté y fut planté le 28 janvier 1798. Un comité provisoire, composé de

dix-huit personnes, s'établit à St-Maurice, prit l'autorité en main et proclama par un arrêté l'œuvre régénératrice. Monthey, Martigny, l'Entremont, suivirent bientôt son exemple. Le 1^{er} février on vit planter un second arbre de liberté; la cocarde verte, signe de ralliement, fut adoptée et le patriotisme le plus fraternel ne tarda pas à régner. Une proclamation du 29 janvier, qui mérite mention, est bien celle du comité central de Monthey à l'occasion de ces solennelles circonstances; elle déclara que la nouvelle indépendance est fondée sur la base immuable de la justice, reconnaissant que le respect pour la loi qui peut seul assurer la stabilité du lien social, et finissait par ces paroles pleines de vertus civiques : « Réunissons-nous donc tous pour le maintien de la sûreté individuelle des personnes, pour la sûreté de toutes les propriétés. Que tout soit sous la sauvegarde de la Loi, qu'elle serve également de protection à tous et que le sceau de la liberté ne soit souillé par aucun désordre et ne coûte de larmes à personne; qu'il nous sera honorable de pouvoir dans l'avenir nous rendre ce témoignage ! Tous nos efforts y tendront et nous savons déjà d'avance, chers concitoyens, que vous y concurrez avec toute l'énergie que vous avez montrée en tant d'occasions. Malheur à tous les mal-intentionnés, à tous les méchants, qui voudraient troubler la paix et le bon ordre ; notre

vigilance commune étouffera le crime sous le poids de la vengeance de la Loi. »

Le banneret Barberin, président de la haute commission souveraine, à la vue de ces manifestations publiques, écrivit de Martigny que le Haut-Valais était prêt de faire au Bas-Valais toutes les concessions désirables, qu'il pourrait envoyer des députés à Sion où il y avait une diète assemblée. Le 1^{er} février neuf commissaires furent délégués au nom des sept dixains pour faire les ouvertures de ces concessions, et le 5 février, dans une assemblée générale tenue à St-Maurice par tous les représentants des communes du Bas-Valais, ils signèrent l'acte d'indépendance du Bas-Valais par la renonciation des sept dixains du Haut à tous les droits de souveraineté. Cette assemblée nomma un comité général provisoire pour l'administration publique, composé de quatre membres à la tête desquels fut placé le capitaine général Charles-Emmanuel de Rivaz. Le peuple, ému d'allégresse, confirma ce comité le 11 février par un vote général, lequel inaugura ses fonctions par un arrêté tendant à consolider parmi les citoyens la concorde et l'harmonie.

Expédition dans les Ormonts. Constitution nouvelle. Assemblée du 16 mars. Discours remarquables. — Les Ormonts, mal disposés pour la révolution, avaient fourni un passage pour une descente de Bernois dans la plaine. Il

s'agissait de les soumettre. Un appel des Vaudois, appuyé par le président Mangourit, réclamait 400 volontaires Valaisans. Le 4 mars, cette troupe fut dirigée sur Aigle où elle arriva à neuf heures du soir, et incorporée de suite aux deux colonnes, sous les ordres des officiers lausannois Clavel et Forneret. Ce dernier commandait les Valaisans et pénétra dans les Ormonts par Gryon et Tavayannaz, en passant à travers les montagnes couvertes de neige. Arrivé au col de la Croix, il se vit pris en flanc par les montagnards embusqués dans les bois d'Aigue-Froide et dominant le chemin, il tomba lui-même percé d'un coup mortel. Cependant l'autre colonne mit fin à leur résistance et s'empara de la vallée. Les troupes descendirent ensuite à Bex, où elles rendirent les honneurs funèbres à leur intrépide chef, qui fut enterré au pied de l'arbre de la liberté, auquel le résident fit attacher un marbre portant ces mots : « Sur cette tombe, après la victoire du 5 et 6 mai 1798, Mangourit, résident de la République française, reçut les serments de fraternité éternelle des Français, des Vaudois et des Valaisans, armés pour la liberté du monde. »

Une nouvelle constitution avait été élaborée. Le comité général en avait préalablement communiqué le projet à l'évêque pour le rassurer sur ses appréhensions au milieu de cet état de choses si inattendu. Celui-ci en témoigna sa satis-

faction par une lettre du 13 mai au chargé d'affaires de la République française, en disant que « cet acte fondamental garantissait sous ses auspices, à son diocèse, la conservation de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité. » Aussi le clergé ne contribua pas peu à son acceptation et reçut avec son prélat des félicitations analogues avec les chaudes protestations de sa sympathie. Une assemblée composée de députés du Haut-Valais et des membres du comité général du Bas-Valais eut lieu à St-Maurice le 16 mars 1798, à l'occasion de l'acceptation de la constitution. Le chargé d'affaires de France en fit l'ouverture par un discours plein de civisme dont voici un extrait :

Citoyens représentants !

« Le spectacle que vous offrez d'une réunion sincère et touchante ne sera point oublié. Votre révolution s'est opérée par la force de la raison ; elle n'a pas coûté une larme à l'humanité. L'histoire se plaira à décrire comment la liberté se perfectionna sans douleur dans vos contrées ; comment elle s'assit au milieu d'une des plus vertueuses races du genre humain, que jusqu'alors on avait calomniée au point de la faire regarder au-dessous de toutes les autres.

» Qu'ils nous disent ces hommes vertueux qui jugeaient le peuple Valaisan avec tant d'injustice quelles sont les plus arriérées des grandes fa-

milles de l'espèce humaine, ou celles qui, enorgueillies du titre de république, qu'elles portaient et dont elles ne jouissaient pas, se sont exposées au fléau des guerres civiles, ou bien le Valais qui, du moment où l'heure de sa régénération a sonné, s'est empressé d'offrir à l'Europe républicaine et royale, le tableau enchanteur de ses enfants libres, réconciliés et réunis....

» Bientôt les Vaudois auxquels les oligarques de Berne présentent l'appareil de l'extermination et des supplices, appellent les Valaisans contre eux. Les cultes religieux diffèrent..... Mais, grand Dieu ! la liberté chez eux n'a qu'un autel.

» Aussitôt 600 volontaires se réunissent, escaladent les rochers, font 18 heures de marche entre les glaciers et les précipices, donnent la mort et ne la reçoivent pas. Ils vont apprendre à leurs enfants, à leurs vieillards, combien sont beaux les lauriers victorieux de leur indépendance.

» Le général Brune et ses phalanges héroïques force l'ours dévorant jusque dans son dernier repaire. Quelque redoutable qu'il soit dans sa chute, il est saisi, transporté loin de son empire ensanglanté.

» Alors que de cruels combats se livraient, et sur la cîme des rochers et sur les plateaux des collines, et sur les rives de l'Aar épouvanté, une constitution combinée pour la tranquillité des

Valaisans était acceptée par le Valais occidental. Elle le fut également par les districts du Valais oriental, dès que le renversement de l'oligarchie bernoise eut retenti dans la chaîne glacée des Alpes pœnines. L'arbre de la liberté, signe à jamais mémorable pour la postérité, qu'on voudrait enchaîner de nouveau, était planté dans le dixain de Sion au bruit de 120 coups de canon. Les districts de Sierre, Loèche, Viège, Rarogne et Conches s'apprêtaient à suivre cet exemple. Les curés, le chapitre, l'évêque lui-même conviaient à la fraternité : « Aimez-vous, ont ils dit, chérissez-vous comme des frères. » Et les peuples ont répondu à cet hymne sacré par des chants d'allégresse.

» Aujourd'hui une auguste et sainte réunion vient de s'opérer. Vous allez, citoyens représentants, inviter vos mandataires à l'union et à la concorde, sans lesquelles il n'existe plus de liberté, une prompte convocation des assemblées primaires va s'ensuivre. Vous emploierez vos efforts pour que ces assemblées nomment pour électeurs des patriotes qui n'ont jamais séparé leur cause de celle du peuple, plutôt des hommes simples et vertueux que des ambitieux habiles et rusés, plutôt des agriculteurs vivant du produit de leur travail, que des égoïstes ne vivant que des fatigues et des larmes d'autrui, etc. Recevez, par mon faible organe, l'expression du sentiment

d'estime et d'attachement du directoire exécutif de la grande nation envers le peuple Valaisan, et des vœux qu'il forme pour sa tranquillité et son bonheur. — Vive la république Valaisanne ! »

Cette apologie du peuple Valaisan, tirée de faits récents et véridiques, est digne d'intérêt. Aussi le président de l'assemblée, M. Pierre-Joseph de Riedmatten, bourgmestre de Sion, lui a-t-il répondu par une éloquence imitative qui fut vivement applaudie, en disant entre autres « que le directoire exécutif de la grande nation, sentant très-bien que les conquêtes avaient perdu la république romaine, il était juste que l'astre de l'Europe s'environnât de planètes similaires et roulant autour de lui afin d'en pomper la chaleur bienfaisante ; que la république française briserait les fers de toutes les nations, et que celle du Valais, alliée des Français de tous les temps, allait resserrer avec eux des nœuds, plus étroitement que jamais, puisqu'elle allait partager des droits semblables, etc. »

Cette assemblée se termina par la nomination du directoire exécutif, composé de trois membres, choisis en la personne de l'ex-grand bailli Sigristen, Chastoney, ex-grand châtelain de Sierre, et de Rivaz, ex-capitaine-général de la bannière de Monthey.

Insurrection du Haut-Valais. Combat du pont de la Morge. Pillage de Sion. — La sub-

stitution de ce nouvel ordre de choses à l'ancien, n'avait obtenu qu'une sympathie simulée de la part des Haut-Valaisans. Bientôt les exigences de la République française finirent par mettre le comble à leur mécontentement et faire éclater leur aversion. Les concessions qu'ils avaient faites au Bas-Valais leur étaient moins pénibles que de voir le système unitaire qui avait détruit la souveraineté cantonale dont ils avaient la plus large part. L'exemple des cantons primitifs après la conférence de Brunnen, de défendre leur gouvernement fédératif, les enhardit à tenter aussi de l'opposition. Le résident Mangourit prévint l'orage qui se préparait. Ce ne fut que force proclamations de sa part, de concert avec le directoire exécutif qui déclina toute responsabilité et laissa les conséquences sur les auteurs et les provocateurs; mais tout fut inutile, l'insurrection des petits cantons, sous la conduite d'Aloys Reding, fut le prélude de celle du Haut-Valais. L'assemblée du 4 mai ordonna une levée de 20 jusqu'à 50 ans. Le résident adressa une invitation pressante aux communes du Bas-Valais d'obtempérer à ces ordres; le même jour à dix heures et demie du soir, le comité central de Monthey les communiquait aux communes de son ressort, et dès le 6 leur contingent, ayant l'avance sur celui des autres dixains, se dirigeait sur Sion qui se trouva déjà occupé ces jours-là par 4,000

Hauts-Valaisans. Le 5, l'assemblée représentative avait envoyé une dizaine d'hommes en éclaireurs, sept avaient été faits prisonniers au bout du pont de Sierre et trois autres étaient rentrés à onze heures du soir en ville. La même nuit, Mangourit et les membres de l'assemblée étaient partis et les Hauts-Valaisans, en passant par Savièse, étaient venus prendre position au pont de la Morge sous le commandement du comte de Courten. Sur ces entrefaites, la chambre administrative de St-Maurice avait nommé le 8 mai Louis Pittier, en qualité de préfet national, pour parer, de concert avec le résident, aux éventualités. Les Hauts-Valaisans poursuivirent leur marche et leurs avant-postes occupaient Saxon, mais après un léger engagement, ils se retirèrent derrière la Morge de Conthey. Là ils soutinrent deux jours après un combat très-vif et très-meurtrier contre les Français et les Vaudois sous les ordres du général Lorges avec douze pièces d'artillerie. Ils ne lâchèrent prise que lorsque les munitions vinrent à leur manquer. Une colonne française, qui avait franchi les Diablerets, leur coupa la retraite en contournant Mont-Orge, et leur causa beaucoup de mal et ne put également les empêcher de se retirer dans le bois de Finges qu'après bien des prodiges de valeur. Les ennemis en poursuivant les vaincus jusqu'à Sion, qui avait arboré le drapeau blanc, auraient passé ou-

tre sans faire de mal à cette ville, mais par l'action inconsiderée d'un seul individu, deux canons à mitraille placés sur les portes de Loèche, vomirent la mort sur les troupes qui faisaient leur entrée. Le lieutenant Hamion et quelques husards furent tués. Il y en eut assez. La ville fut condamnée au pillage pendant six heures de temps, le jour de l'Ascension, 17 mai 1798, et imposée d'une amende de 50,000 écus, payables dans trois jours. La plume se refuse à décrire les scènes d'horreur et les excès qui se commirent dans ce saccage. Assassins, viols, enlèvement d'objets de tous genres, furent le résultat de cette triste journée qui fit verser tant de larmes et mit la population dans une affreuse consternation.

Résistance héroïque des Hauts-Valaisans et leur soumission. — Les Hauts-Valaisans toujours opiniâtres dans une lutte si inégale se défendirent avec succès dans leur position formidable au bois de Finges où on vint les attaquer. Ils firent plusieurs actes héroïques de valeur, ils repoussèrent plusieurs fois leurs ennemis, mais ils dûrent se soumettre sur une proclamation du général Lorges qui promettait de mettre fin à ce démêlé d'une manière indulgente. La contribution fut réduite à 150000 francs. Une soixantaine des principaux citoyens furent enfermés à Berne et à Chillon et n'en furent libres que sur les re-

présentations faites au général Schauenbourg par le directoire exécutif qui ne pouvait rester insensible à leurs souffrances.

Arrêté du 26 mai de la chambre administrative de St-Maurice. — Il convenait de faire disparaître les derniers vestiges de la féodalité. Aussi par arrêté du 26 mai, la chambre administrative de St-Maurice ordonna que les trois dixains inférieurs fissent abattre les fourches patibulaires, enlever les armoiries, les bancs seigneuriaux et les girouettes dans toutes les communes de leur territoire, afin qu'il ne restât plus aucun de ces emblèmes qui blessaient les principes de l'égalité.

Nouvelle collision en Suisse. Guerre du Haut-Valais. Passage du grand St-Bernard, par les troupes françaises, sous le commandement du premier consul Napoléon Bonaparte. — L'année suivante l'Autriche et la Russie jalouses de la puissance qu'acquerrait la France et ennemies des principes qu'elle propageait, vinrent attaquer ses armées au cœur de la Suisse qui ne devint qu'un affreux champ de batailles. Le sang ruisselait de toutes parts. Les petits cantons avaient refusé leur serment à la constitution de la république une et indivisible. L'adhésion du Haut-Valais n'était que factice. Une émeute qui éclata à Brigue contre la municipalité, en janvier 1799, amena un corps d'occupation de

5000 Français, qui par le manque de subsistances s'en retira, le 21, pour évacuer le pays. Depuis des préparatifs insurrectionnels se préparaient dans le Haut-Valais. Le directoire s'en aperçut et dans les premiers jours d'avril, il délégua le sénateur Buxdorf qui, par une proclamation qu'il adressa aux habitants de la partie orientale, leur limitait dix jours pour rentrer dans le devoir. Le 19 avril, 1300 Valaisans avec de l'artillerie sous les ordres de l'inspecteur général Dufour, entra à Sion, musique en tête et se dirigea sur Sierre le 26 et 27, suivis d'un corps de milice vaudoise. Le mouvement avait commencé le 20 dans la vallée de Conches dont une partie des milices s'était portée sur Châtillon supérieur (Ober-Gestelen) pour fermer à l'ennemi le passage du Grimsel. L'autre colonne sous les ordres de Maurice Périg, de Brigue, descendait la vallée du Rhône. Un combat d'avant-postes s'engagea sur les bords de la Raspille. Les troupes du Haut-Valais divisées en deux colonnes, dont l'une marchait sur Sion et l'autre qui défilait par les hauteurs de Lens, Grimisuat et Savièse attaquèrent le corps principal des Bas-Valaisans le deux mai (jour de l'Ascension) et le forcèrent de battre en retraite. La poursuite des vaincus fut poussée jusqu'à Martigny, après avoir rétabli le pont de Riddes qui avait été détruit, et quelques escarmouches eurent même lieu dans les

illes d'Autan, mais apprenant l'arrivée de quelques troupes françaises, les vainqueurs durent se replier et reprendre leurs anciennes positions près de l'Oelgraben. En effet l'ennemi les y suivit bientôt et ce fut le 15 mai que s'engagea une action générale dont les Haut-Valaisans durent leurs avantages à leurs retranchements inexpugnables du bois de Finges. Mais ce succès ne fut pas de longue durée, la valeur devait céder au nombre, bien que le 20 mai, les 300 hommes conduits par un ancien militaire Barthélemy Walther qui s'était déjà distingué au pont de la Morge, avait obtenu un nouveau triomphe sur l'ennemi poursuivi jusqu'à la Raspille, leur abandonna quatre canons et deux drapeaux : cette nouvelle parvenue à Sion, toutes les troupes furent dirigées sur Sierre. Les Haut-Valaisans étaient rentrés dans leurs retranchements, fatigués par ces combats successifs, ils pensèrent réparer leurs forces affaiblies par d'abondantes libations de vin et d'eau-de-vie et se livrèrent au repos. Le général Xaintrailles était arrivé avec la 89^{me} brigade qui devait appuyer les autres troupes qui étaient en avant. Mais, ô fatalité, les Haut-Valaisans se laissèrent surprendre dans leurs retranchements au moment d'un profond sommeil. Ils furent l'objet d'un carnage affreux. Il resta deux cents cadavres dans le camp, six drapeaux et dix canons. Le

passage du vainqueur fut marqué par le meurtre, le pillage et l'incendie. Les communes des montagnes ne furent pas plus épargnées que celles de la plaine. Le pays n'offrait qu'un spectacle d'horreur et de dévastation. Les villages de Varone, Agaren, Ems, Turtig, etc., avaient été brûlés.

Le rapport du commissaire Wild daté du port de Pully (8 novembre) fait un tableau déchirant de cette situation. « La partie supérieure depuis Sierre, dit-il, n'offre pas de scènes moins pénibles. Tout est enlevé, fenêtres, portes, etc., jusqu'aux toits des habitations. Nombre d'habitants rentrent dans leurs foyers. Mais quel affreux spectacle ! Des murs renversés, des champs déserts, des décombres, des ruines. Déjà l'hiver approche et il n'y a encore aucun moyen de subsistance, ni abri contre les rigueurs. Il y a plus de quinze jours que les malheureux habitants de cette contrée sont forcés de se nourrir avec des graines de sureau. Les malades sont dans l'état le plus pitoyable. J'en ai visité moi-même qui ci-devant étaient riches, je les ai trouvés presque nus dans des chambres ouvertes. On peut d'après cela se faire une idée de la misère qu'éprouvent les familles où il y a beaucoup d'enfants. » Une si grande infortune ne pouvait rester plus longtemps sans soulagement. L'évêque fit un appel à la charité publique. Les conseils helvétiques

votèrent des secours ; une première somme de 6000 francs fut mise à la disposition du commissaire pour procurer des instruments aratoires et quelques provisions à ceux qui avaient tout perdu. Les orphelins furent recueillis et secourus dans le Bas-Valais. On redevint frères dans le malheur. La bienfaisance privée, et le canton de Vaud vint aussi contribuer pour sa bonne part et par des objets de toutes espèces, tels qu'argent, vivres et vêtements, à soulager l'indigence et à cicatriser les plaies que cette guerre si funeste avait causées au Valais qui avait souffert des maux incalculables, soit par la perte de ses citoyens, le pillage, les énormes contributions et les frais d'occupation militaire. Sans doute que l'entreprise des Haut-Valaisans accourus pour la patrie et la religion leur méritera à jamais la gloire du courage et du dévouement.

Des événements d'un plus grand intérêt venaient détourner l'attention générale. Bonaparte, premier consul, avait projeté de s'emparer de l'Italie et d'en chasser les Autrichiens. Précédé par d'habiles ingénieurs, accompagné de son état-major et à la tête d'une belle armée, il arriva à Lausanne, le 12 mai 1800. Ses préparatifs furent bientôt faits pour, à l'exemple d'Annibal et de César, traverser le mont St-Bernard, à travers les neiges et les difficultés de tout genre par l'étroit sentier qui y existait. L'infanterie, la

cavalerie, l'artillerie forte de 50 canons et 8 obusiers et les bagages formant un effectif de 60000 hommes, après des efforts inouïs et l'aide des indigènes pris de réquisition, franchirent la sommité des Alpes du 15 au 21 mai et furent généreusement reçus à l'hospice par les religieux d'où après une halte, ils continuèrent leur marche vers les pentes rapides du Piémont. A la même époque une colonne de 1,000 hommes sous les ordres du général Berthencourt franchissait le Simplon en surmontant aussi bien des entraves. La fameuse journée qui s'en suivit fut marquée par la perte regrettable du vaillant général ~~Désaix~~ dont le corps fut transporté au Grand St-Bernard et placé dans un mausolée qui décore l'église du couvent.

Division en Suisse. Le Valais est déclaré république indépendante alliée de la Suisse et de la France. — La division régnait dans les conseils de la Suisse et après bien des débats, une nouvelle constitution fut établie, un sénat et un directoire exécutif furent mis à la tête de la nation. Le Valais subissait une suite continuelle de misères. Depuis deux ans ce pays était occupé par la division du général Turreau, division qui formait l'aile droite de l'armée de l'Helvétie. Ce général s'y conduisit en dictateur et s'arrogea la haute autorité. Tous durent se soumettre à une obéissance passive à ses ordres. On lui reproche même des actes qui tenaient de l'arbi-

traire et de la vexation. Des honnêtes fonctionnaires furent destitués et les caisses publiques forcément laissées à sa discrétion. Le receveur général Tousard, d'Olbec, auquel on avait enlevé ses papiers, fut mis aux arrêts et obligé de payer 864 livres suisses pour frais de garde. Le préfet cantonal et les membres du tribunal d'appel furent également destitués. Le respectable citoyen du Fay, de Monthey, sous-préfet de ce district, fut traité de même. Enfin ce malheureux pays, malgré les protestations de ses habitants devait subir des épreuves de tous genres qu'aggravait encore l'exigence des impôts au milieu de sa ruine. Une circonstance plus sérieuse était que le premier consul convoitait la possession du Valais. La note qu'il adressa en 1802 à Stapfer, ministre de la république helvétique, à Paris, demandait la cession de ce pays à la France. La réponse du ministre du 25 mars fut digne et énergique en protestant contre cette exigence. « Que dira l'Europe, disait-il, de voir les Français, après avoir porté la dévastation et la mort dans le Valais pour le rattacher, par des nœuds plus forts, à l'Helvétie, quelques instants après y porter le fléau de la discorde et le poids de l'autorité militaire la plus dure pour l'arracher à des liens qu'on venait de cimenter de sang, afin de les rendre plus forts? Le gouvernement helvétique désire ardemment donner au premier consul

toutes les marques de reconnaissance, d'administration et de déférence qui seront compatibles avec son honneur et se borne à le prier de n'en pas demander le sacrifice à des hommes déterminés à le conserver intact. » Ces paroles empreintes du plus pur patriotisme et, qui prouvent l'attachement que l'on portait au Valais produisirent leur effet sur le 1^{er} Consul. Aussi en avril 1802, parut un décret qui déclarait le Valais république indépendante alliée de la Suisse et de la France, réservant à cette dernière le droit de passage pour ses troupes; et celles stationnées dans le pays se retirèrent. La république du Valais sembla prendre un air de liberté, elle eut une constitution sous la garantie des trois républiques française, helvétique et italienne que la proclamation du 5 septembre 1802, signée Turreau, Lambertenghi et Muller-Friedberg, déclarait protectrices du nouvel état. Ses autorités supérieures étaient reconstituées. La diète et un conseil d'état, composé de trois membres et d'autant de suppléants dont le chef était un grand bailli, formait le gouvernement. M. Augustini fut investi de cette charge. Le pays était divisé en 12 dixains, les principes de l'égalité des droits reconnus, la représentation proportionnelle établie à raison d'un député par deux mille habitants. Les présidents des dixains étaient députés de droit, l'évêque avait une voix délibérative;

l'élection était une élection à trois degrés : conseil de commune, conseil de dixain, diète. Pour être éligible il fallait avoir exercé des emplois civils ou militaires, et parler l'allemand et le français. La diète voulait donner une marque de sa reconnaissance au premier consul qui fut proclamé par une loi du 28 octobre 1802, *le restaurateur* de l'indépendance de la république du Valais. Une députation fut chargée de lui porter cet hommage, et chaque année le 5 septembre, jour anniversaire de la promulgation de l'indépendance, cette loi devait être publiée. Pendant tout ce qui s'était passé, le premier consul avait fait mettre dès 1800 la main à une œuvre importante, celle de la construction d'une route par le Simplon. Cet ouvrage gigantesque fut accompli malgré tous les obstacles et nous a ouvert une grande voie de communication avec l'Italie, dont l'utilité est immense. Le couronnement de Napoléon I^{er} comme empereur des Français fut pour le Valais une nouvelle occasion de lui témoigner sa profonde reconnaissance. « Une seconde loi fut portée pour ériger un monument à sa gloire sur les montagnes du St-Bernard et du Simplon, considérant que l'on ne pouvait désirer une époque plus mémorable et plus chère à la république que celle du couronnement de cet illustre prince. » Le

Valais contemplait ce héros et mettait de l'empressement à célébrer ses triomphes.

Guerre civile en Suisse. L'acte de médiation (février 1803). Capitulation militaire.

— En vertu du traité de paix qui venait de se conclure à Amiens entre la France et les puissances coalisées, les garnisons françaises avaient évacué la Suisse. L'esprit de parti qui s'était réveillé avec une nouvelle force allait allumer une guerre civile générale, lorsqu'une intervention de Bonaparte força les Suisses à poser les armes. Il fit venir auprès de lui à Paris, des députés de tous les cantons, il écouta tous les partis. Il repoussa les vœux des familles patri-ciennes qui demandaient leur ancienne domination, il repoussa également ceux des partisans d'une république unitaire soumise à un gouvernement central. Il chercha à connaître les besoins et les désirs de la grande majorité des peuplades suisses qui réclamaient l'indépendance de chaque canton et l'égalité des droits pour tous les citoyens. Il donna l'acte de médiation (février 1803). La confédération fut composée de 19 cantons, Schaffhouse, Bâle, Argovie, Zurich, Thurgovie, St-Gall, Appenzell, Glaris, Schwitz, Uri, Unterwald, Zug, Lucerne, Soleure, Berne, Fribourg, Vaud, Grisons et Tessin. Les dispositions de l'acte de médiation sous lequel la Suisse a subsisté jusqu'en 1814, portaient :

« Les villes et les familles n'auront plus de prérogatives, les cantons n'auront plus de sujets. Tous les Suisses des villes ou des campagnes, égaux en droit, pourront librement exercer leur industrie et s'établir où bon leur semblera dans toute l'étendue de la Confédération ; les intérêts communs à tous les cantons seront discutés dans une diète annuelle , assemblée alternativement dans les villes de Berne, de Fribourg, de Soleure, de Bâle, de Zurich et de Lucerne. Le chef du canton directeur, landammann de la Suisse, aura la direction des affaires générales du pays et communiquera avec les ambassadeurs des puissances étrangères. Chaque canton se régira lui-même et aura son gouvernement et ses lois. » Les dix-neuf cantons s'étant constitués d'après cette loi sociale, Bonaparte retira ses troupes. Immédiatement après l'acte de médiation, la Confédération conclut avec la France une nouvelle alliance et une capitulation militaire, par laquelle quatre régiments suisses, 16000 hommes, entrèrent au service de cette puissance. Ce service devint onéreux. Les longues guerres que Napoléon eut à soutenir contre presque tous les états de l'Europe enlevaient chaque année un très-grand nombre de nos soldats dans toutes ses campagnes. Le Valais fournit aussi par le recrutement son contingent d'hommes qui partagèrent avec leurs confédérés

dans diverses campagnes le danger et la gloire du grand conquérant.

Le Valais devient département français, sous le nom de Département du Simplon. — Depuis, les hauts magistrats du pays profitèrent de ces temps de paix pour le doter de lois très-sages et faire disparaître les traces de calamité qu'avait laissées la guerre et l'occupation des soldats étrangers. Les Valaisans jouissant de la liberté commençaient à oublier peu à peu leurs anciennes souffrances, lorsqu'en 1810, Napoléon voulant que la grande route du Simplon qui avait coûté à la France et à l'Italie plus de dix-huit millions et qui était utile à plus de 60 millions d'habitants fût sous sa puissance, déclara le Valais département de l'empire français, sous le nom de *Département du Simplon*. Le grand bailli Stokalper fit connaître cette transition par sa proclamation du 14 novembre 1810. « Les circonstances politiques et la position topographique des pays qui décident du sort des peuples et qui ont changé la destinée de tant d'états en Europe, ont amené la réunion du nôtre à l'empire français. » Le général Berthier, à la tête de 30000 hommes, était venu annoncer au Conseil d'Etat qu'il prenait possession du Valais au nom de S. M. Napoléon, le grand, empereur des Français et roi d'Italie, etc. Force fut faite aux Valaisans de devenir Français, mais ce ne fut

qu'autant que dura la contrainte. Par décret du 26 décembre 1810, signé aux Tuileries, le Valais devait faire partie de la 7^{me} division militaire et fut divisé en trois arrondissements : Sion chef-lieu, résidence du préfet ; Brigue et St-Maurice, sous-préfectures. L'organisation administrative et judiciaire fut la même qu'en France. Le préfet avait deux sous-préfets, un secrétaire général et trois conseillers de préfecture.

Le collège électoral, composé de 60 membres à vie choisis parmi les 600 plus imposés, nommait les candidats pour le député du Simplon au corps législatif et pour les 12 places au Conseil général du Département qui faisait la répartition des contributions entre toutes les communes. Le principal de l'imposition foncière était de 60000 francs ; celui de l'imposition personnelle et mobilière, de 12,000.

Le département du Simplon, faisait partie de la sixième inspection divisionnaire pour les ponts-et-chaussées, chef-lieu, Genève, de la direction des douanes de la même ville ; de la régie impériale de Turin, pour les sels et tabacs ; de la cour impériale de Lyon, pour les causes en appel ; de la dix-septième conservation des eaux et forêts (Grenoble) ; de la vingtième légion (Besançon) pour la gendarmerie, composée de 15 brigades, dont 6 à cheval et 9 à pied ; l'arrondissement se subdivisait en quatre cantons, Sion, Louèche

Sierre et Hermence; Brigue en comptait cinq, Brigue, Conches, Viège, Rarogne, Moerell. Les cantons de St-Maurice, faisant un total de 96 municipalités. Un tribunal de 1^{re} instance composé de cinq membres, siégeait à Sion.

Chaque canton avait un président nommé par l'empereur dans l'ordre administratif et dans l'ordre judiciaire, un juge de paix, deux suppléants, et un greffier.

Chaque commune avait son conseil municipal, présidé par le maire ou son adjoint; les membres de ces conseils pour les villes de Sion, St-Maurice et Brigue étaient choisis par l'empereur parmi les candidats élus dans les assemblées cantonales, les autres conseils municipaux étaient nommés par le préfet. Ils devaient être renouvelés par moitié de dix ans en dix ans.

Invasion des alliés. Chute de l'Empereur Napoléon I^{er}. Entrée du Valais comme vingtième canton de la Confédération Suisse (12 septembre 1814). Pacte de 1815. — Le nouveau régime français ne fut pas de longue durée en Valais. La bataille de Leipsig (18 et 19 octobre 1813), avait été funeste au grand conquérant. Les armées liguées contre la France arrivèrent par le Rhin. Les troupes suisses envoyées sur nos frontières du Nord pour défendre notre neutralité et l'intégrité de notre territoire reçurent l'ordre de se retirer. Les Autri-

chiens traversèrent Bâle, Argovie, Soleure, Berne et Vaud. Le comte Rambuteau préfet du département, quitta Sion et transféra son siège à St-Maurice, d'où à l'approche des alliés commandés par le comte Bubna, il dut pour n'être pas fait prisonnier dans la nuit de Noël, 25 décembre, prendre le chemin de la Forclaz, pour gagner Chambéry par Chamouni et le Faucigny, emmenant avec lui la caisse du département, contenant 110000 francs, escorté de la gendarmerie, des douaniers, et de la garnison du château de St-Maurice forte de 80 hommes du 60^{me} de ligne, tandis que la caisse de la régie des sels et tabacs suivait la route du Grand St-Bernard. Le baron de Simbschen, colonel du régiment de Gradiska arriva à Sion avec 500 hommes et annonça par sa proclamation du 31 décembre l'occupation du Valais par les alliés, avec ordre d'envoyer à Sion douze députés pour le 4 janvier pour la marche des affaires. Il forma pour remplacer la gendarmerie un corps de garde nationale sous le nom de chasseurs valaisans, composé de 400 hommes fournis par les dixains suivant l'échelle de leur population. Le 3 février, il s'assura du passage du Simplon et vint établir son quartier-général à St-Maurice. Une colonne de 10000 Français chercha à pénétrer en Valais par le Simplon, pour opérer sa jonction avec l'armée du maréchal duc de Cas-

tiglione qui occupait les environs de Genève, mais elle fut repoussée le 28 février, par un détachement de Croates et les chasseurs valaisans qui, commandés par le capitaine Luxen, complétèrent leur succès le 2 et 3 mars et les poussèrent jusqu'à Domo-d'Ossola où ils entrèrent le 9 suivant. Enfin l'empereur Napoléon I^{er} venait de signer le 11 avril son abdication au palais de Fontainebleau. Les troupes étrangères quittèrent le Valais le 16^{me} mai. Le gouvernement provisoire envoya le 23^{me} mai, une députation à Paris auprès des monarques alliés. Une diète composée de trois députés par dixain se tint le 30 mai qui fut unanime pour la réunion du Valais à la Suisse et donna pour instruction à sa députation qui se rendit à Zurich « de manifester aux ministres des alliés et à la diète de faire comme canton partie intégrante de la Confédération Suisse, son ancienne et chère alliée. » Cette députation y reçut l'accueil le plus bienveillant et le flatteur éloge du peuple Valaisan non moins constant dans les souffrances que courageux dans les combats. Le landammann Reinhart, au nom de la Confédération leur rendit le même témoignage en leur rappelant leur magnanimité dans tous les événements qui s'étaient passés, et le 12 septembre 1815 le Valais devint, comme vingtième canton, membre de la Confédération Suisse; Genève et Neuchâtel reçurent

aussi leur aggrégation. Un congrès des puissances de l'Europe s'assembla à Vienne pour régler les intérêts de divers états qu'avaient froissés quinze ans de guerres presque continuelles. Les souverains voyant que les querelles des Suisses croissaient au lieu de s'affaiblir, se chargèrent du rôle de médiateur. Des députés de la Confédération furent appelés au congrès et les alliés portèrent une sentence arbitrale sur leurs différends. Ils reconnurent le 20 mars 1815 le nouveau pacte que les cantons avaient adopté le 8 septembre de l'année précédente. Vaud, Argovie et St-Gall durent payer la somme de 500000 francs à Schwitz, Uri, Unterwald, Zug, Glaris et Appenzell (Rhodes intérieures) pour la perte de leurs anciens droits; de là naquit la Confédération Suisse des vingt-deux cantons, formant la Suisse, notre commune patrie.

CHAPITRE XX.

SOMMAIRE : Esquisse des événements depuis 1815 à nos jours.

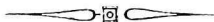
Nous avons vu se dérouler bien des événements. Combien le Valais a dû subir de péripéties différentes tant par suite des divisions intestines, fruit de l'égoïsme et de l'ambition, que par les commotions politiques de l'étranger. Que de dévouement et de courage, que de luttes sanglantes pour s'affranchir de la féodalité ! Que de revers de tout genre n'a-t-il pas éprouvé pour arriver à cette ère d'émancipation ! Bien des faits marquants se sont produits depuis 1815 à nos jours. La disette qui se fit sentir les années suivantes causa sa part de souffrance. Dès lors, l'organisation intérieure du Canton, telle qu'administrations, lois, tribunaux, service militaire, etc. ; puis, le service étranger, la scission entre le Haut et le Bas-Valais en 1840 avec le renouvellement de la constitution et de la forme du gouvernement, les œuvres de la réaction de 1844, suivies du combat fratricide du Trient, la guerre du Sonderbund en 1847, l'expulsion des Jésuites, la nouvelle constitution fédérale, le régime administratif de 1848 avec

celui actuel qui ont doté notre Canton de nombreuses et utiles institutions, telles que le système hypothécaire, lois sur l'instruction publique, l'école normale et le lycée, la réforme de notre législation civile et pénale, l'établissement d'une banque cantonale et du chemin de fer sont, avec tant d'autres choses des faits intéressants qui sont du domaine de l'histoire et dont je réserve un prochain détail.

Fasse le Ciel de conserver à jamais à notre cher pays l'état de prospérité qu'il vient d'acquérir.

FIN.

TABLE DES MATIERES.



PAGES

CHAPITRE I^{er}.

Origine et existence des anciens habitants du Valais.

— Divicon et les Romains. — Cause de la domination des Romains en Valais. — Bataille d'Octodure (392 ans avant J.-C.).

1

CHAPITRE II.

Domination des Romains (dès l'an 1 à 415 de J.-C.)

— Etablissement du christianisme en Valais, et massacre de la légion Thébéenne. — St-Théodule le premier évêque du Valais (an 549 dep. J.-C.) — Le Valais réuni aux Gaules (an 590). — Invasion des Vandales en Valais (an 407). — Mort de Saint-Florentin et d'Ilaire son diacre. — Emigration des Bourguignons en Valais (412, 413).

6

CHAPITRE III.

Le Valais sous les Bourguignons (415-554). — Les

Bourguignons, leur race, leur religion, leurs mœurs. — Les descendants de Gondioc. — Sigismond convole en secondes noces avec Constance. — Jalousie perfide contre son fils Sigeric, né d'Ostrogothe sa première femme. — Mort violente de Sigeric (an 522). — Châtiment de l'infanticide et ses funestes conséquences. — Mort de Sigismond et de Constance et des deux fils Gistold et Gondebald (an 525). — Mort de Clodomir, règne de Godomar. — Clotaire et Childebart, rois des Francs. — Fin du royaume de Bourgogne

12

CHAPITRE IV.

Domination des Francs (554-888). — Diverses catastrophes. — Chute de la montagne Tauredunum près Epinassey. — Irruption des Lombards et leur défaite (669). — Mortalité nombreuse causée par la petite vérole. — Débordement de la Dranse, et l'évêque Agricola transfère son siège à Sion. — Domination des rois Francs. — Règne de Charlemagne. — Domination du pouvoir temporel du clergé en Valais. — La table d'or et autres présents de Charlemagne. — Les maisons hospitalières des cols des Alpes, le Grand St-Bernard (772-795). — Mort de Charlemagne. — Louis le Débonnaire, son fils et Wala abbé de Corbie. — Le prince Lothaire et son épouse Theutberge, son divorce et ses suites . . . 18

CHAPITRE V.

Le deuxième royaume de Bourgogne (888-1052). — Rodolphe I^{er}. — Rodolphe II son fils lui succède. — Invasion des Sarrasins en Valais (959). — Rodolphe III, son caractère et son abdication. — St-Bernard et le dragon 26

CHAPITRE VI.

Le Valais sous les empereurs. — La maison de Savoie. — Les Zæringen (1055-1245). — Ambition d'Eudes neveu de Rodolphe III, comte de Champagne, et Ernest, duc de Souabe. — Le Valais sous la maison de Savoie. — Concile de Mont-Rion et la trêve en Helvétie (1027-1058). — Ermanfroi évêque de Sion. — Nombreuses possessions de l'hospice du Grand St-Bernard. — Régime de Berthold IV et de Berthold V, ducs de Zæringen. — Bataille de Münster et de St-Léonard. — Nouvelle guerre avec Berthold V. — Les évêques de Sion, Guillaume de Saillon et Landri. — Bataille d'Ulrichen. — Vengeance horrible. — Mort de Berthold. — Etablissement de la

bourgeoisie de Sion. — Le Major et le Vidame. —
Différents entre les évêques de Sion et les comtes de
Savoie. — Le traité de 1179. — Le traité de 1224
entre l'évêque Landri et le comte Thomas 50

CHAPITRE VII.

Guerres de Pierre de Savoie en Valais (1245-1274). —
Alliance du Valais avec Berne. — Nouvelles dissensions
avec Pierre de Savoie. — Traité de septembre
1260. — Dernière bataille avec Pierre en 1266. —
Destruction du château de Chamoson. — Mort du
comte Pierre (1268). — Philippe son frère, son
successeur 46

CHAPITRE VIII.

L'évêque Pierre d'Oron. — Alliance contre Rodolphe
de Habsbourg. — Nouvelle frappe de monnaie mau-
ricoise, sa valeur. — Les nobles du Valais font les
croisades de Louis IX. — Le féodalisme à son apo-
gée en Valais par l'ambition des nobles et de l'évê-
que. — Boniface de Challand et Amédée V. — In-
surrection des nobles contre l'évêque. — Organisa-
tion civile du Valais. — Martin de St-Joire premier
bailli du Valais. — Les Guelphes et les Gibelins. —
Politique de Boniface de Challand. — Nouvelle con-
juration et cruelle punition. — Traité du 20 décem-
bre 1301 avec la maison de Savoie. — Impôt ex-
traordinaire. — Aimon de Châtillon, successeur de
Boniface. — Guerre avec les seigneurs de l'Ober-
land. — Bataille de Loèche. — Le pré des larmes
et des soupirs. — Mort d'Aimon de Châtillon. —
Aimon IV de la Tour. — Emeute populaire. — Du-
rée et fin de l'épiscopat d'Aimon IV 51

CHAPITRE IX.

Nomination des évêques et leur cérémonial. — Epis-
copat de Guichard de Tavelli. — Qualification de

comte et préfet du Valais.— Peste horrible.— L'excommunication et ses suites. — Félonie de Guichard et intervention du comte Verd, Amédée VI de Savoie. — Insurrection et ses malheureuses suites.— Charles IV, Burchard Münch et les dixains supérieurs. — Pierre d'Arberg. — Nouvelle guerre et traité du 9 octobre 1360. — Résistance de Conches et Mœrell. — Des démêlés de Guichard avec les nobles Jean et Antoine de la Tour. — Leurs griefs réciproques. — Sentence arbitrale du comte Amédée de Savoie. — Usage des armes à feu en Valais. — Fin tragique de Guichard de Tavelli et émigration des de la Tour. — Combat d'Arbaz entre son beau-frère Thuring et les Sédunois. — Le château de la Majorie

60

CHAPITRE X.

Suite des insurrections contre les évêques (1376-1400).

— L'évêque Edouard de Savoie et l'émigration de la famille de la Tour. — Acquisition de l'évêque Edouard (9 juillet 1376). — Disgrâce d'Edouard : son expulsion. — Mort d'Amédée VI. — Amédée VII appelé le Comte Rouge. — Guerre formidable. — Edouard passe son exil à la cour de Chambéry. — Coalition du Comte Rouge avec ses alliés contre les Valaisans. — Prise et incendie de Sion. — Capitulation du 21 août 1384. — Bel exemple de dévouement des chanoines de Sion. — Départ de l'évêque Edouard. — Le schisme. — Deux évêques en Valais.— Hostilité de Rodolphe comte de Gruyères avec les Haut-Valaisans. — Traité du 24 novembre 1392, entre les Valaisans et Bone de Bourbon. — Querelle entre les habitants de Frutigen et les Valaisans

69

CHAPITRE XI.

Episcopat de Guillaume II de Rarogne, surnommé le

Jeune. — Le capitaine-général Guichard de Rarogne. — Qu'étais-ce que la Matze ou massue? — L'exil de la famille de Rarogne. — Assemblée populaire de la Planta du 4 mai 1416. — Le guet-apens et l'attentat coupable de Jean de Cervent. — Prise de l'Ossola par les Waldstetten. — Violation de la parole donnée par le conseil de Loèche. — Vengeance d'Amédée VIII. — Incendie de Sion (1417) et autres désastres. — Alliance du 15 décembre 1416 entre le dixain de Conches, Unterwald, Uri et Lucerne. — Conquête de l'Ossola. — Adhésion des dixains de Brigue et de Viège à la même alliance. — Siège du château de la Soie. — Intervention diplomatique des Confédérés. — Destruction du château de la Soie. — Départ de l'évêque et de la famille de Rarogne et dernière ruine des Rarogne. — L'autorité temporelle et spirituelle de l'évêque méconnue. — Dispositions de l'évêque Guillaume. — Excommunication des Haut-Valaisans par le concile de Constance. — Acte de pillage du baron Guichard. — Nouvelles diètes convoquées au sujet de la famille de Rarogne. — Guichard entre en Valais. — Pillage et incendie. — Arbitrage de l'affaire de Rarogne. — Bataille d'Ulrichen (29 septembre 1419). — L'intrépide Thomas In-der-Bündt. — Une singulière ruse. — L'arrêté de Zurich. — Conférence à Zug le 20 décembre. — La trêve de 20 jours. — La médiation et solution de l'affaire de Rarogne. — Réaction contre l'évêque administrateur. — Nouvelle excommunication. — Mort de l'évêque Guillaume. — Convention entre l'évêque de Gualdo et les patriotes. (1400-1457). ,

CHAPITRE XII.

Guillaume VI de Rarogne, successeur d'André de Gualdo. — Trêve du 1^{er} avril 1440 entre Brigue, Viège et l'Ossola. — L'évêque Guillaume et le peu-

ple Valaisan. — Sa mort. — Henri d'Asperling. — Révocation des articles de Naters. — Son successeur. — Walther Supersaxo. — Grande inondation en Valais. — Rupture avec la Savoie. — Bataille de la Planta et conquête du Bas-Valais. — Soumission de Vouvry et du haut et bas Chablais. — Combat partiel. — Les vallées de Bagne et d'Entremont restent fidèles au duc de Savoie. — Diète du 31 décembre 1476. — Régularisation de l'administration du Valais. — Walther et la Caroline. — Walther et l'abbaye de St-Maurice. — Dernier acte administratif de Walther. — Sa mort. — La langue romane et la langue allemande (1437-1482) 95

CHAPITRE XIII.

Jodoc de Syllinen. — Guerre dans l'Ossola. — Transaction du 28 février 1483 entre l'évêque et le Haut-Valais pour le Bas-Valais. — Guerre avec les Milanais. — Détail des griefs. — Nouvelle attaque dans l'Ossola. — Retraite des Valaisans. — Actes de barbarie des Italiens. — Nouvelle expédition dans l'Ossola. — Georges Supersaxo et Jodoc de Syllinen. — Charles VIII et Jodoc. — Grande peste en Valais. — Manœuvre de Georges Supersaxo. — Disgrâce de Jodoc et de sa famille. — Son exil et sa mort. — La guerre de Souabe et le bataillon valaisan. — L'indépendance des sept dixains du Valais (1482-1500). 106

CHAPITRE XIV.

Episcopat de Matthieu Schiner, cardinal (1500-1522). — Portrait de Matthieu Schiner. — Sa naissance, son génie. — Matthieu Schiner, Louis XII et Louis Sforce duc de Milan. — Traité de Milan. — Celui d'Arona. — Matthieu et Charles III, surnommé le Bon, duc de Savoie. — Fin de l'alliance avec la France. — Alliance avec le pape Jules II, 4 mars 1510. — Récompense de Jules II en faveur de Mat-

thieu. — Haute mission. — Prise du Milanais à la France. — Plainte du cardinal Schiner contre les religieux du Grand St-Bernard. — Mort de Jules II. — Léon X et le cardinal Schiner. — L'évêché de Sion est exempt de la suffragance de Tarentaise. — Bataille de Novarre et siège de Dijon. — Mission de Matthieu Schiner. — Son antipathie pour le roi de France. — Paroles curieuses de ces deux personnages. — Traité du 8 septembre 1515 entre les Suisses et François I^{er}. — Bataille de Marignan (14 septembre). — Opposition du cardinal et traité avec la France, du 25 novembre 1516. — Matthieu Schiner et Georges Supersaxo. — Cause de leurs dissentiments. — Sa haine et ses persécutions contre Supersaxo. — Rentrée en Valais de Supersaxo. — Ses débats avec Matthieu. — Manque de parole de Jules II. — Départ de Matthieu pour Rome, déguisé en lépreux. — Suite des débats de Supersaxo et de Matthieu Schiner. — Diète à Martigny. — Diète de Sion du 23 mai. — Commission arbitrale du 26 juillet. — Diète d'Ernen du 1^{er} septembre. — Exil du cardinal Schiner. — Diète du 12 septembre et ses décisions. — Citation à Zurich. — Destruction du château de Martigny. — Mouvement des gens de Munster, Grengiols et Mœrell. — Bulle d'excommunication de Léon X. — L'interdit putride. — Fin de la carrière du cardinal Schiner et de Georges Supersaxo. — Bataille de Vauri, victoire de la Bicoque 113

CHAPITRE XV.

Révolution religieuse. — Invasion du Chablais (1522-1600). — L'évêque de Platea. — Bataille de la Sessia et de Pavie. — Conflit entre Philippe de Platea et la cour romaine. — Réformation. — La ligue du Valais ou alliance des cantons catholiques. — Sacre

de l'évêque Adrien de Riedmatten. — Le doyen Pierre Allet. — La première guerre de Cappel (Zurich). — La seconde guerre de Cappel. — L'idole noire. — Les Bernois contre Charles III duc de Savoie. — Conférence de St-Maurice. — Le pays du Chablais de St-Maurice en bas. — Les gouvernements de Monthey, d'Evian et des Alpes. — Jean Jordan successeur d'Adrien. — Les vicaires admodiateurs et les curés en titre. — Insurrection des serfs des seigneurs de la Tour. — L'abbaye de Notre-Dame des Alpes (St-Jean d'Aulph). — Contestation entre le Valais et les sujets du duc de Savoie au sujet de la montagne de Chermontanaz. — Charles IX et les Valaisans. — Progrès de la Réforme. — Le duc Emmanuel-Philibert et les Valaisans. — Traité de Thonon du 4 mars 1569. — Les statuts ou nouvelle législation du Valais. — Translation des reliques de St-Maurice à Turin. — Nouvelles complications avec le duc de Savoie. — Le traité de St-Julien du 21 juillet 1603 131

CHAPITRE XVI.

Crise religieuse. — Hildebrand Jost et la Caroline (1600-1638). — Conversion du Haut-Valais. — Le bailli Jossen. — Les capucins et les Jésuites en Valais. — Expulsion de ces derniers. — Guerre du Milanais. — Levée de 1200 hommes pour le duc de Savoie. — Témoignage de satisfaction de celui-ci. — La mort noire ou la peste. — L'évêque Adrien II. — Suppression de l'autorité temporelle des évêques en Valais. — Hildebrand Jost successeur d'Adrien II. — La diète de Baden. — Nouvelle lutte de l'évêque pour reconquérir ses pouvoirs. — Guerre de la Valtelline. — Revendication de la Caroline pour Hildebrand. — Insurrection d'Antoine de Stockalper, sa condamnation et sa mort. — Résignation à l'évêché

d'Hildebrand Jost. — Son départ du Valais. — Ses dernières relations avec l'état et sa mort	145
---	-----

CHAPITRE XVII.

Le bailli Michel Maguerand. — Episcopat de Barthélemy Supersaxo et d'Adrien III de Riedmatten. — Etablissement de divers couvents en Valais. — Mort d'Adrien III; épiscopat d'Adrien IV. — Troubles intérieurs et proscriptions. — Le grand bailli Gaspard de Stockalper. — Son procès avec les dixains de Sion, Sierre, Loèche et Viège. — Leur transaction. — Prise d'armes. — Apparition d'une grande comète. — Les Vaudois Piémontais. — La bataille de Wilmergen. — Le traité de Soleure entre les cantons catholiques et Louis XIV. — Insurrection au sujet des mines de Binn dans le dixain de Conches (1732). — Inondation de la Vièze (1733). — Les évêques François I ^{er} , Joseph Supersaxo, Jean II, Joseph Blatter. — Nouvelles prétentions du Chapitre. — Rappel des Jésuites. — Bataille de Fontenoy. — Eboulements des Diablerets. — La route de la Gemmi. — Jean III. — Hildebrand Rotten. — Inondation du Rhône. — Tremblement de terre. — Benoît XIV. — La cour de Sardaigne et l'état du Valais au sujet de la nomination des prévôts du St-Bernard. — La bulle de Clément XIV au sujet des Jésuites (21 juillet 1773). — Nouvelle frappe de monnaie (1777). — Sacre de l'évêque François-Melchior Zen-Ruffinen (1780). — Grand incendie à Sion	160
---	-----

CHAPITRE XVIII.

Le régime des gouverneurs et leur fiscalité. — Le gouverneur de Monthey. — Schiner et le gros Bellet. — Réaction et ses suites. — Déplorable condamnation à mort de Pierre Guillot et de ses affiliés. — La révolution de France. — Ses réfugiés en Valais. — La république française.	174
--	-----

CHAPITRE XIX.

République une et indivisible (1798-1814). — Indépendance complète du Bas-Valais. — Assemblée nationale à St-Maurice. — Expédition dans les Ormonts. — Constitution nouvelle. — Assemblée du 16 mars. — Discours remarquable. — Insurrection du Haut-Valais. — Combat du pont de la Morge. — Pillage de Sion. — Résistance héroïque des Haut-Valaisans et leur soumission. — Arrêté du 26 mai de la chambre administrative de St-Maurice. — Nouvelle collision en Suisse. — Guerre du Haut-Valais. — Passage du St-Bernard par les troupes françaises sous le commandement du 1^{er} consul Napoléon Bonaparte. — Division en Suisse. — Le Valais est déclaré république indépendante alliée de la Suisse et de la France. — Guerre civile en Suisse. L'acte de médiation (1^{er} février 1803). — Capitulation militaire. — Le Valais devient département français, sous le nom de département du Simplon. Invasion des alliés. — Chute de l'empereur Napoléon 1^{er}. — Entrée du Valais, comme vingtième canton, dans la Confédération suisse (12 septembre 1814). — Le pacte de 1815. 180

CHAPITRE XX.

Esquisse des événements depuis 1815 à nos jours . . 209

ERRATA

Page 10	lig. 12	au lieu de rassemblant,	<i>lisez</i> : rassembra.
» 11	» 20	» Clayes,	» Clages.
» 41	» 8	» Chamozan,	» Chamozon.
» 176	» 24	» martyrologue,	» martyrologe.
» 193	» 9	» 1300 Valaisans,	» un corps de 1300 Valaisans.
»	» 23	» Sariése	» Savièse.





